

Partie III

Les ONG immobilisées

Bernard Hours

1.

Société, ONG, démocratie, dictature

La fin de l'URSS ouvre en Asie centrale, et en Ouzbékistan en particulier, une période d'incertitudes, d'attentes, désormais de frustration. Economie de marché et démocratie, deux des normes globales majeures, sont enfermées dans des problématiques nationales qui amènent à formuler deux remarques. Tout d'abord, le monde soviétique étant relativement clos, la perception du monde extérieur comme extériorité et distance est forte. « Nous et le monde », cette formule résume une question à la fois identitaire et politique. Cela amène à souligner une seconde dimension qui est celle du caractère éminemment problématique de la société pour elle-même. L'inquiétude est plus existentielle qu'identitaire. Il en résulte une sorte de candeur et d'impuissance face aux maux de la société, aux problèmes sociaux, gelés du temps de l'URSS. Les problèmes sociaux ne sont construits qu'à travers les solutions présumées les résoudre, comme aux temps de la planification supposée résoudre les problèmes avant qu'ils n'acquiescent une densité proprement problématique. L'héritage de ce monde de solutions permanentes, de « non-problèmes », est lourd à porter lorsque la société se met à dysfonctionner à grande échelle. « Plus rien ne va » dit-on fréquemment. Le recours systématique à un capital identitaire salvateur se présente comme une arme bien dérisoire qui enfonce le pays et ses habitants dans une exclusion globale et une marginalité croissante qui font le lit de la dictature nationaliste.

Dans cette société problématique, chaotique, qui se perçoit en état de régression, les ONG font figure de fenêtre, ou plutôt de vasistas vers le monde extérieur auquel on aspire mais qu'on hait à mesure que ses bienfaits se font

attendre. C'est pourquoi les ONG et la crise qui les frappe désormais constituent un angle pertinent et fécond pour aborder la société à travers ses tentatives ou ses velléités de réforme ou de changement.

La présentation des ONG nous amènera à nous interroger sur la société civile, aussi évoquée qu'absente. Enfin la dictature nationale fera l'objet d'analyses politiques finales de ce chapitre.

Une expectative démocratique interne et externe

Les dernières années de l'URSS, la perestroïka, sont évoquées en Ouzbékistan comme le souvenir d'une catastrophe perpétuelle due à la dérégulation. Tout se délitait, dit-on, et l'État central ne contrôlait plus la situation. Ce sentiment de désordre doit être entendu comme la fin d'une longue période d'ordre, l'ordre soviétique, qui n'est pas nécessairement regretté comme tel, mais fréquemment évoqué positivement par opposition au désordre qui règne depuis l'effondrement de l'URSS et donne donc lieu à un grand espoir, celui d'un ordre nouveau, plus ouvert sur le monde occidental dont les promesses et la propagande ont été très vives, particulièrement dans les dernières années de l'URSS.

Il y avait donc tout lieu d'avoir des attentes fortes, presque miraculeuses, tant la guerre froide a enkysté des caricatures réciproques en guise d'information et répandu les images de deux paradis concurrents. C'est dire que la fin de l'URSS a été souvent comprise — un peu rapidement — comme la victoire du capitalisme et de la démocratie occidentale, victoire définitive, irréversible, encore qualifiée de fin de l'histoire. On sait ce qu'il est advenu de ces expectatives naïves qui sont contredites par les évolutions constatées depuis quinze ans qui ne permettent pas de considérer l'économie de marché capitaliste comme la solution finale mais simplement comme le système économique dominant globalement.

A l'intérieur de l'Ouzbékistan, comme dans les pays voisins, l'ouverture d'espaces d'initiatives durant la perestroïka a fait émerger des leaders du parti prêts à se saisir du vent de réforme qui soufflait. Les chefs d'État d'aujourd'hui en Asie centrale sont pour la plupart d'anciens dirigeants du parti communiste qui ont récupéré l'indépendance nationale, non pas gagnée mais échue comme conséquence directe de l'éclatement de l'Union. A des niveaux plus modestes de jeunes cadres ont acquis, à la fin des années 1980, des réflexes de réactivité qu'un certain nombre ont investi dans la création et la direction d'ONG ou d'autres entreprises.

Penchons-nous sur la nature des expectatives de l'époque, telles qu'elles sont évoquées aujourd'hui. La population a apprécié les espaces ouverts par la déréglementation tout en s'inquiétant (déjà) des conséquences sociales du désordre.

Il n'existait pas d'aspiration démocratique populaire explicite car ce n'est pas en Asie centrale que l'URSS a chuté, mais plutôt en Afghanistan ou sur la scène idéologique de la guerre froide. Ce sont les cadres par contre, les jeunes bureaucrates, qui aspirent à des changements et vont se saisir des opportunités offertes par l'histoire qui passe. Il s'agit beaucoup plus d'une volonté de réaliser des projets, de prendre des initiatives, que d'un combat démocratique au nom d'une société civile sans nom et sans réalité puisque le parti la représentait et parlait en son nom. A l'extérieur des républiques d'Asie centrale, l'Occident voit dans ces territoires, « libérés du joug communiste » selon les idéologues, des régions à conquérir économiquement et à convertir à la démocratie occidentale. L'idée simple qui prévaut dans la vulgate occidentale c'est que l'effondrement de l'URSS ouvre la porte, en direct, à l'exportation occidentale de deux modèles, d'une part celui de l'économie de marché qui suppose des privatisations massives, d'autre part la démocratie politique qui appelle l'émergence d'une société civile auparavant bâillonnée ou interdite. Ce paquet politico-économique (démocratie et marché) est conçu et présenté comme emballé, clos, complet. C'est un kit, comme ceux que distribue la médecine humanitaire aux sinistrés.

Les liens entre ces attentes internes et externes à l'Ouzbékistan sont à construire dès l'indépendance qui installe les conditions juridiques d'une influence occidentale pérenne à travers des diplomates, des agences multilatérales, des ONG aussi. Celles-ci sont des organisations toutes nouvelles et d'aucuns y rangent même les partis politiques tant la frontière entre l'État et « le reste » est peu claire après des décennies sous la tutelle soviétique. La société n'est pas perçue comme un lieu d'expression mais plutôt de soumission à des normes qui surplombent les individus. Cette représentation dominante laisse peu de place aux initiatives locales que sont supposées représenter les ONG. C'est pourquoi les attentes à l'égard de l'Occident sont réservées à une élite ou à l'intelligentsia locale qui vont se saisir des financements proposés par les bailleurs comme d'une opportunité personnelle pour la plupart et sociale pour quelques-uns, inspirés éventuellement par des attentes de changements profitables à la société. Il faut insister sur l'extrême improvisation qui régnait à l'époque, dans une période d'effondrement des usages antérieurs. Des années de propagande de guerre froide libéraient les aspirations à la réussite personnelle, forme individuelle d'une certaine liberté, et une promesse de démocratie politique avec une prise de parole d'une société, pas encore civile, peu familière avec des formes d'expression non programmées. Ainsi se présente la brèche dans laquelle vont se précipiter les ONG ou ce qui en tient lieu, vivement encouragées par les bailleurs de fonds.

L'expectative démocratique est plus claire hors du pays. A l'intérieur, on espère avant tout sortir du chaos et saisir les chances individuelles comme le souligne Dimitri, qui dirige une ONG à Tachkent. « Un monde s'était effondré. On ne savait plus où on était ni qui on était. Tout paraissait possible. Vu d'aujourd'hui on était vraiment naïf ».

Une telle table rase favorise les postures thérapeutiques et messianiques des bailleurs de fonds multilatéraux aussi bien que privés. Le « totalitarisme », présenté comme la maladie de l'URSS à l'ouest durant la guerre froide, appelait des traitements curatifs occidentaux, à savoir des privatisations, l'économie de marché, qui produiraient la démocratie politique via l'émergence d'une société civile responsable. Le tempo était passablement précipité et l'attente messianique à cet égard. Tout devait se faire en même temps, comme le jour se lève après les « cauchemars ». Dans un tel contexte l'importation d'une « technologie démocratique » semblait plausible, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Ce « transfert de technologie » politique satisfaisait toutes les parties et se présentait comme une sorte d'action humanitaire, assumant à peu près sa dimension politique. Les acteurs pressentis pour cette grande transformation n'existant pas il fallait les inventer et les mettre en place à travers une pédagogie d'apprentissage de la démocratie, accompagnant le transfert évoqué. A défaut d'une société civile absente, il convenait de favoriser l'émergence de leaders par la création de capacités (*capacity building*) dans le cadre du fameux *empowerment* qui consiste à acquérir du pouvoir grâce à ces capacités. Nous sommes là au cœur de la croyance du libéralisme américain qui présume que le fils d'ouvrier peut devenir capitaine d'industrie grâce à son seul talent. Cette croyance qui irrigue tout le libéralisme historique repose sur l'occultation des contraintes sociales et de la société ce qui présente l'avantage politique majeur de geler et de neutraliser l'existence des problèmes sociaux concrets, ou plutôt d'en attendre la solution d'initiatives individuelles, communautaires ou associatives.

Or, ces trois dernières instances étaient largement absentes en URSS, remplacées par l'État-parti. Cela souligne la profonde rupture entre les acteurs réels et symboliques soviétiques et ceux postérieurs à l'indépendance. Il apparaît ainsi qu'une large part du discours multilatéral et des ONG s'adresse à des entités virtuelles : citoyens, société civile, individus même. En effet durant l'époque soviétique l'individu était une partie du collectif social, à l'autonomie limitée. Les problèmes survenant dans la société étaient des anomalies justiciables d'un traitement général planifié ou programmé. On peut dire que dans le socialisme bureaucratique il n'y avait pas de problèmes, seulement des solutions, déjà prêtes.

laissant peu de place à l'initiative personnelle, sauf sous sa forme héroïque et spectaculaire.

On comprend donc pourquoi le sujet auquel s'adressent les ONG, l'individu, est très problématique, tout comme l'identification des « problèmes » de la société sur lesquels se penchent ces mêmes ONG. Dans la trousse à outils de la pédagogie démocratique on observe aussi la présence de l'objectif de prévention des conflits qui renvoie à la notion de gouvernance dont l'application apparaît des plus délicates dans le monde postsoviétique. Envisager la société comme une somme de problèmes à maîtriser demeure, encore aujourd'hui en Ouzbékistan, très difficile pour les gens, plus familiarisés avec la personnalisation du chef et du pouvoir ou les dérives mafieuses qui vont avec, c'est-à-dire ce qu'on qualifie habituellement de mauvaise gouvernance en Occident.

On mesure donc l'ampleur des multiples fossés qui séparaient, au début des années 90, les attentes des bailleurs de fonds publics ou associatifs des attentes de la population épuisée par la perestroïka, profondément désorientée et exposée au regard des prescripteurs occidentaux. Dans le désarroi régnant à l'époque une grande confiance fut accordée à ces prescripteurs bien intentionnés dans le milieu des ONG naissantes. De toute façon, il n'existait aucune alternative puisque l'État ouzbékistanais était jeune et fragile tandis que l'élite susceptible de créer des ONG était inexpérimentée en la matière ou plus fréquemment formée dans l'appareil soviétique. Enfin les ressources financières totalement absentes localement inscraient une dépendance durable avec les bailleurs.

Les contextes initiaux ainsi évoqués, il convient maintenant de présenter les ONG mises en perspectives sur quinze années, leurs domaines d'activités, leurs caractères et les évolutions constatées.

Les ONG en perspective

Le libéralisme américain identifie trois champs structurants dans la société : l'État, les ONG ou organisations de la société civile, le business ou monde de l'économie ou des affaires. L'État arbitre et garantit la pérennité de la scène politique et sociale, les organisations de la société civile s'expriment, le monde de l'économie produit des profits qu'il réinvestit pour gagner plus et qu'il redistribue un peu pour assurer la continuité des affaires qui suppose la paix sociale. C'est bien à un tel modèle que se réfèrent les institutions multilatérales lorsqu'elles invitent l'État ouzbékistanais à privatiser l'économie, à favoriser l'expression de la société et des médias, à développer le multipartisme, à faire sa place à l'opposition politique. Depuis quinze ans que ces recommandations sont faites, elles ont provoqué en Ouzbékistan quelques privatisations capturées, un simulacre

d'opposition contrôlé par l'État, l'interdiction de la plupart des ONG, la mise sous tutelle des médias. Évoquer les ONG durant ces quinze années suppose donc de poser ce cadre afin de rendre plus intelligibles les différents épisodes qui balisent cette évolution.

Pour présenter le paysage des ONG en Ouzbékistan on abordera d'abord les principaux domaines d'activités illustrés par des organisations rencontrées et des paroles de leurs responsables ou « clients ». Il sera possible ensuite de formuler les principales hypothèses d'analyse avant d'élargir le propos en termes d'anthropologie politique contemporaine de cette société ouzbékistanaise. En effet, comme le travail, la famille, le milieu des chercheurs d'État, l'étude des ONG permet d'apporter un éclairage complémentaire sur la société locale, sa perception des normes qu'on lui propose ou impose.

Les ONG furent une fenêtre ouverte sur le monde extérieur, occidental, non soviétique. Aujourd'hui où elles se ferment en grande partie, on peut mesurer à quel point la métropole demeure russe tant comme lieu d'émigration que comme parapluie politique.

Les matériaux de terrain ont été recueillis en 2004 et 2005, principalement dans la capitale et dans deux villes importantes de province. Il s'agit d'une période charnière puisqu'elle marque « le début de la fin » des ONG entendues au sens occidental du terme, après leur apogée en 1998-99. De nombreux discours évoquent le passé soviétique et postsoviétique, les années 1990, riches en évolutions, en enjeux, en échecs aussi. Ces évocations permettent de saisir la perception des acteurs des ONG sur ces années dites de « transition »... vers quoi ? On le verra.

Les domaines de développement de la pédagogie démocratique

Afin d'éviter le caractère statique et réducteur des typologies, les discours des acteurs d'ONG rencontrés seront intégrés à la présentation de ces organisations. On doit néanmoins identifier les principaux secteurs d'activité car ils structurent le champ idéologique où s'inscrit l'action des ONG.

Oriflamme ou avant-garde, les associations de *business women* ou femmes d'affaires sont parmi les plus visibles, les plus répandues en Ouzbékistan. Il s'agit aussi des plus anciennes organisations. On peut y voir une insistance idéologique majeure. Les affaires, l'économie de marché, sont un signe essentiel de normalité libérale. Les femmes constituent une catégorie phare en Occident puisque leur émancipation ou leur libération se présente comme un symbole essentiel de démocratie et de modernité. Hors d'Occident, elles deviennent le symbole de l'aliénation, de la dépendance et de la violence masculine. A ce titre, la femme

constitue un indicateur profond de l'altérité mesurée avec les instruments de la globalisation. Dans une approche humanitaire, on peut dire que les femmes, comme les enfants, représentent les victimes parmi les victimes.

Il existe des associations de *business women* dans la plupart des villes d'Ouzbékistan et les femmes qu'on y rencontre sont des femmes entreprenantes plutôt que des femmes entrepreneures. Certaines associations de défense des femmes se situent hors des *business women*. Ces organisations sont pour la plupart contrôlées par l'État depuis quelques années et s'inscrivent dans l'orbite politique du régime depuis 2005, après une unification forcée en ONG d'État. Les ONG qui se penchent sur les problèmes liés à la famille ne sont pas très éloignées des *business women*. Violences familiales, divorces, éducation des enfants, autorité parentale sont leurs domaines.

La seconde catégorie d'ONG parmi les plus visibles (jusqu'en 2004) porte sur l'émergence de la société civile à travers des centres de ressources et une éducation civique visant à favoriser l'expression des minorités et le pluralisme. À proximité de ce domaine fonctionnaient des organisations visant à promouvoir la liberté des médias et une approche pluraliste de l'opinion publique. Elles ont été fermées en 2005¹.

Dans un domaine contigu les associations de défense des droits de l'homme connaissent un destin similaire et des origines analogues. La défense de l'environnement est apparue très tôt comme un secteur fructueux au pays de la mer d'Aral. L'État contrôle désormais les principales ONG environnementales. Les organisations ayant pour objectif le développement du droit et des recours légaux, ont une vocation pédagogique essentielle, rendue plus marginale par l'évolution politique du régime. Il faut enfin signaler le développement de deux types d'organisation liés au marché actuel des ONG en Ouzbékistan. Depuis le milieu des années 90 se sont développés des bureaux d'études à statut commercial qui se sont substitués à des ONG de promotion de la société civile très contrôlées, afin de survivre en produisant des données statistiques sur commande des institutions (Banque mondiale, PNUD) ainsi bien que du gouvernement à l'occasion.

Dans les années récentes, l'ambition d'émergence d'une société civile étant largement interdite, les bailleurs investissent dans le développement communautaire et le microcrédit ce qui amène une autre génération d'organisations : des ONG de développement. On peut y voir le signe d'un passage de l'Ouzbékistan du statut de pays en « transition » à celui de pays « en

¹ Bernard HOURS : « Les ONG au service de la gouvernance globale. Le cas de l'Ouzbékistan », *Autrepart*, n° 35, pp. 115-127.

développement », signe éminent d'une transition avortée ou d'une marche à reculons.

Dans chacun des domaines cités des ONG ont été rencontrées et leurs responsables et « clients » ont fait l'objet d'entretiens, parfois répétés pour les plus intéressants. Les organisations présentées sont celles qui sont apparues les plus représentatives du contexte et les plus favorables à des entretiens suivis qui permettent d'embrasser toutes les facettes des acteurs.

Trois périodes

Selon la responsable d'INTRAC (International NGO Training and Research Center) à Tachkent trois générations d'ONG s'observent en Ouzbékistan. Peu après l'indépendance sont apparus les membres d'une élite, motivés, ayant acquis de l'autorité sous l'URSS. Ils formulaient des propositions et réalisaient eux-mêmes les projets.

Après 1995 on observe une seconde génération dotée de moindres compétences, orientée sur la promotion personnelle, sans convictions fermes ni motivations propres sinon celle d'obtenir des revenus. A la suite de cette génération apparaît donc une professionnalisation exigée par les bailleurs et une importance accrue des dimensions financières. La capacité de gestion, la présentation de résultats deviennent essentiels, au détriment des « amateurs » précédents. Travaillant aussi bien pour les bailleurs que pour le gouvernement ces nouveaux responsables d'ONG ne représentent rien qu'eux-mêmes et sont proches du pouvoir et des institutions multilatérales. Ils s'implantent aussi dans les régions, créant des organisations locales et leurs besoins. Une sélection d'individus apparaît ainsi qui fonctionnent fréquemment comme consultants sous l'ombrelle d'une ONG. Ainsi semble se dégager une tendance à la constitution d'une sorte de technocratie sous couverture d'ONG, susceptible de produire des services mais de plus en plus éloignée de l'approche typiquement associative des *self help groups* observables dans la première génération.

Cela est confirmé par Dilbar, l'un des responsables d'Expert Fikri (Center of Social and Marketing Research), une ONG devenue bureau d'étude qui souligne : « Il n'y a plus de place pour les petites ONG. Seuls les gros vont survivre. Ce qui va fonctionner ce sont les grands programmes du PNUD, de la Banque asiatique, de la Banque mondiale. Migration et pauvreté marchent très bien. On nous commande beaucoup d'études ».

Il considère que jusqu'en 1997 la situation des ONG était ouverte en Ouzbékistan. Mais depuis 2000 les contrôles frontaliers se sont développés, le marché (*bozor*) a été fermé puis rouvert après les attentats. la situation économique

s'est détériorée au point qu'elle est pire qu'à la chute de l'URSS. Dilbar ajoute : « Les réformes réelles n'ont commencé qu'en 2003 avec la terre. Mais 300 000 jeunes sont chômeurs chaque année. Cela fait un million en trois ans. Et le gouvernement nie l'appauvrissement accéléré et les migrations qu'il provoque. L'économie parallèle représente 60% du PNB. »

Ces commentaires mettent en lumière des phénomènes de longue durée. La création d'une ONG était au milieu des années 1990 l'assurance d'un salaire ce qui a provoqué le financement de projets sans résultats notables. De ce fait les bailleurs ont exigé des qualifications provoquant la professionnalisation observée partout dans le monde. Le crédit à l'initiative individuelle a été dilapidé en quelques années, suivies par un recentrage technocratique. Dans le même temps l'émergence de la société civile devenait de plus en plus suspecte aux yeux de l'État. Ainsi, État et bailleurs ont — à partir de mobiles très différents — accompagné la même évolution dont on peut considérer qu'elle s'opère progressivement au détriment de l'émergence de la société civile qui constituait le principal objectif au début des années 1990.

*

2.

Les ONG et l'émergence de la société civile

L'émergence de la société civile constitue, avec la mise en oeuvre de l'économie de marché, le principal objectif des bailleurs de fonds occidentaux après la chute de l'URSS. La notion de « transition » traduisait la certitude d'une sortie programmée du socialisme au capitalisme. Quinze ans après, force est de constater que le scénario ne s'est pas déroulé comme prévu, en Ouzbékistan comme dans les autres républiques. Les deux opérateurs idéologiques et financiers les plus actifs dans ce domaine sont l'USAID du département d'État américain et l'Open Society Institute du financier George Soros, présente dans tout l'ex-monde soviétique, dont le siège se trouve à Budapest¹.

La fondation Soros

L'enquête a débuté par la fondation Soros avec laquelle j'avais déjà pris des contacts en 2003. Cette organisation finance à grande échelle dans tous les ex-pays de l'Est des « centres de ressources », des « centres de crise » ou « d'initiatives », des projets destinés à faciliter l'expression de soi et de la société civile. L'approche de la fondation est extrêmement pédagogique, et fait un large appel aux sciences

¹ Nicolas GUILBOT : « Une vocation philanthropique. George Soros, les sciences sociales et la régulation du marché mondial ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 151-153, 2004, pp. 36-48.

sociales conçues comme des instruments d'expression et d'analyse des problèmes. George Soros est un disciple de Karl Popper qui lui a enseigné le concept libéral de « société ouverte ». C'est un financier cultivé, pétri de libéralisme américain, adversaire de George Bush, présumé responsable ou co-responsable de plusieurs crises monétaires. Il est le premier à avoir investi une petite partie de sa fortune dans une cause plus politique qu'humanitaire : le développement de la démocratie occidentale dans les pays anciennement sous influence soviétique. Cela le distingue des récents mécènes humanitaires comme Bill Gates ou Warren Buffett.

La fondation Soros, suivant les canons du libéralisme, promeut l'individu et sa prise de parole, l'émergence de la société civile à partir de ces individus, et la démocratie politique, avec son équilibre entre l'État, la société civile, le monde des affaires. Ce programme, banal en Occident, constitue une gageure dans le monde post-soviétique où ni la société, ni l'individu, n'avaient droit de cité, sauf sous la forme d'une rhétorique programmée.

Écoutons Maeva, rencontrée en 2004 au centre de ressources de Tachkent financé par la fondation Soros. Cette femme de 32 ans, intellectuelle, russe d'origine, est assez symptomatique de l'élite touchée par les programmes de la fondation qui apportaient (jusqu'en 2004) des connaissances, des instruments d'analyse, des concepts, de la confiance en soi, pour de nombreuses personnes éduquées en mal de repères dans une transition chaotique et la dérive autoritaire du régime ouzbékistanais.

Mon mari est entrepreneur privé. Il est ouzbek (les mariages entre Russes et Ouzbeks sont de plus en plus rares). Nous avons deux enfants. Je suis psychologue à l'école militaire supérieure depuis sept ans. J'ai commencé comme psychologue sociale à l'université. A l'époque de l'URSS, tout était théorique. Chaque problème avait une solution. Aujourd'hui, c'est plus pratique mais les cours de deux ans sont trop brefs. On acquiert juste des outils. On fait des tests, sans références explicites. Il y a plus de psychologues aujourd'hui car on écoute un peu mieux les gens mais il nous manque l'accès à de nombreux ouvrages importants. Beaucoup sont traduits en russe. Aucun en ouzbek, que je ne parle pas. On a quand même une traduction ouzbèke de Giddens. Mes sources d'informations ce sont les sites internet, russes et anglophones, les centres de ressources comme celui-ci qui nous ont beaucoup ouverts les yeux et l'esprit. Comme je ne parle pas ouzbek j'ai peur de perdre mon travail ; Je reçois des militaires confrontés à l'exercice de l'autorité, à divers harcèlements ou cruautés, à des problèmes conjugaux et économiques aussi. La discipline sévère, tout comme le modèle de domination masculine sont des sources de difficultés. En choisissant la psychologie à l'université en 1993 j'ai voulu accompagner la construction des individus après la perestroïka. L'opinion individuelle apparaissait et participait à l'émergence de l'opinion publique alors. Par manque d'habitude cette liberté était difficile. Chacun se débrouillait au milieu des

conflits. Le sens des responsabilités individuelles était faible car sans le parti communiste le poids de la tradition pèse énormément. Je peux dire aujourd'hui que l'indépendance n'a pas tenu ses promesses. Je croyais que le développement c'est l'absence de limite, l'ouverture des possibles. Mais entre la renaissance de la tradition ouzbèke et la propagande de l'État il y a peu de possibilités. L'entraide familiale fonctionne, des ONG aident les gens et leurs rappellent leurs droits mais entre le peuple et l'État elles ne parviennent pas à faire entendre leur voix. Ici la notion d'ONG est très floue. En fait, il y a beaucoup d'ONG d'État, financées par des ONG étrangères, comme celle qui s'occupe des anciens combattants d'Afghanistan ou de l'environnement. Les ONG remplacent l'État incapable d'exercer ses fonctions, là où il veut bien. Les invalides ne sont respectés que par les ONG qui apportent aide et assistance. Le développement social marche moins bien. Les gens ont peur. Les solidarités sont familiales ou ethniques (nationalités). La famille ouzbèke est le centre de tout. L'État est critiqué ... J'avais préparé un projet de travail social avec les militaires. Il a été présélectionné puis refusé à cause de la participation de la fondation Soros. Beaucoup de gens vont perdre leur emploi dans les ONG. On vient d'interdire la fondation Soros (avril 2004). C'était le plus gros bailleur donc il y aura beaucoup d'effets. Je n'ai plus d'autres débouchés que l'armée...

Cet entretien est particulièrement édifiant car il évoque plusieurs dimensions problématiques. Il souligne clairement la quête individuelle présente dans les ONG société civile (on appellera ainsi toutes les ONG qui se consacrent à l'émergence de la société civile). Il place le discours dans la perspective d'une évolution. Il insiste enfin sur l'importance des fonctions caritatives des ONG qui survit à la quasi-disparition des ONG consacrées à la société civile. Désormais (après 2005) la fondation Soros est fermée en Ouzbékistan et seules survivent les ONG caritatives ou de développement, c'est-à-dire des prestataires de services économiques et sociaux, sans dimension politique affirmée.

La fondation Soros a incontestablement apporté des connaissances, des livres, des méthodes de réflexion à une génération d'intellectuels. Tahir est un philosophe de 29 ans qui a suivi un cours de sociologie organisé par la fondation à Samarcande. Il souligne :

La fondation Soros nous a beaucoup aidé par la documentation, les formations, les projets. Dans l'URSS les plus vieux encadraient les plus jeunes. La formation personnelle est plus difficile aujourd'hui car il n'y a plus d'émulation, de notations comme avant. Il y a moins de motivation, sauf pour les arrivistes. Ma femme a travaillé à l'enregistrement d'une ONG sur les droits de l'enfant avec l'association ouzbèke pour la santé reproductive (importante ONG d'État captant les fonds américains et PNUD), destinés au contrôle démographique [*population control*]. Moi j'ai vu des ONG créées par des professeurs juste pour eux-mêmes. C'était des sociologues. Je suis actuellement dans une ONG de culturologie [génétique de la

culture, discipline russe typique] qui s'occupe des arts nationaux et des vêtements traditionnels. Les ambassades soutiennent.

Nous voilà loin de la construction de la société civile en cette époque de repli brutal des ONG, sur des thèmes consensuels, bénis par l'État. La culture, la tradition ouzbèke, sont de ces domaines qui servent à la promotion du nationalisme étatique. Le discours de Tahir exprime une certaine errance, parmi plusieurs générations et types d'ONG. Il s'agit d'une quête permanente dans une « transition » qui n'en finit pas et ne sait pas où elle va. Cette recherche personnelle est fréquente chez les intellectuels rencontrés, lorsqu'ils n'ont pas connu une réussite majeure. Ceux d'entre eux qui sont parvenus à piloter durablement une ONG active ne sont plus dans cette quête mais dans le management de leur organisation.

La fondation Soros a très tôt introduit l'usage d'Internet dans ces centres en visant en particulier les jeunes et les femmes. L'accès à Internet a joué un rôle important dans de nombreuses ONG. Dans le même temps il a développé un champ d'expectatives virtuelles sans rapport avec les capacités concrètes des internautes, générant, marginalement, quelques formes de délires ou de déséquilibres à la vue du fossé séparant la réalité du monde virtuel. Vera, rencontrée elle aussi au centre de ressources de Soros, a suivi en 2000 un séminaire de l'OSI (Open Society Institute) à la suite duquel elle a soumis un projet qui fut sélectionné. Il portait sur les rôles de genre (*gender*) en sociologie et psychologie. Elle rappelle : « En 2000 je n'avais pas d'ordinateur et au séminaire je ne savais rien. Il y avait beaucoup de femmes d'ONG diverses. J'ai réalisé que je pouvais faire un projet. Les méthodes interactives, les jeux de rôle m'ont fait prendre conscience de mes possibilités. J'ai divorcé peu après... En 2003 je croyais qu'on pouvait tout faire parce qu'on critiquait tout dans nos sessions. Mais en 2004 j'ai vu la limite. Pas d'argent, pas d'ONG. Pas d'ONG, pas d'argent. Voilà où nous en sommes ». Ces extraits d'entretiens illustrent l'ouverture énorme représentée par l'OSI en Ouzbékistan auprès d'intellectuels.

Les personnes évoquées montrent bien la pédagogie de l'OSI à savoir la construction du sujet individuel en société alimentant une société civile ouverte, fondée sur le pluralisme, le débat, les coalitions, la négociation. Interrogés peu après le non-réenregistrement de la fondation, ce qui équivaut à une fermeture et à une interdiction déguisée, ces hommes et ces femmes révèlent l'importance dans leur vie de cette ouverture intellectuelle plus ou moins bien connectée au politique chez certains d'entre eux. En effet, la promotion de la démocratie occidentale exportée par Soros s'adresse à des gens en partie coincés dans leur statut ethnique, leur sexe, leurs histoires respectives. L'ouverture évidente n'est donc pas toujours

suiwie d'une vraie libération dans un contexte peu propice à toutes ces aspirations. Les effets de l'ouverture dispensée par l'OSI demeurent à mon sens durables et ils sèment des graines d'émancipation, très typée idéologiquement, c'est-à-dire américaine, mais porteuses en toute hypothèse d'évolutions politiques à moyen terme. Indépendamment de leur contenu idéologique, une partie non négligeable des programmes Soros s'adressent aussi à l'intelligence des gens ce qui est beaucoup moins évident des formations diffusées dans l'orbite de l'USAID. C'est aussi pourquoi la clientèle de l'OSI est plus éduquée et plus réflexive.

A la pointe du combat pédagogique pour l'émergence de la société civile la fondation Soros fut la première ONG interdite en Ouzbékistan, dès 2004, à la suite de la « révolution orange » en Ukraine. C'est de cette période que date un virage manifeste de tous les gouvernements autoritaires dans l'espace post-soviétique contre les ONG devenues suspectes et potentiellement subversives. La part prise par l'OSI et sa pédagogie démocratique dans la prise de conscience politique pour des évolutions démocratiques ne fait guère de doute, tout comme celle de la CIA sur un registre plus brutalement idéologique qu'intellectuel ou moral en Ukraine et en Georgie.

Ceci amène à aborder le second opérateur idéologique et financier actif en Asie centrale et en Ouzbékistan en particulier. Il s'agit de l'USAID qui pilote un réseau d'organisations visant à former des leaders d'ONG, à financer des projets sélectionnés sur appel d'offres, à organiser des séminaires et des forums sur des questions de société dans une optique de renforcement et de structuration de la société civile. Plusieurs organisations s'inscrivent dans cette action. Les plus visibles sont IREX, Eurasia Foundation et Counterpart International.

IREX (International Research and Exchanges Board)

Le principal programme de l'IREX s'intitule « Initiative de soutien à la société civile ». Il s'agit d'appels d'offres entre des proposant en compétition sur de petits projets de développement communautaire ou de témoignage social (*advocacy*). La directrice, Jamila, souligne l'intention de construire des « capacités » (*capacity building*) et d'adopter une démarche de bas en haut (*down to top*).

IREX finance un grand nombre de projets pour des montants peu élevés dans l'optique de libérer les initiatives de beaucoup de gens. Il en résulte une faible visibilité des résultats mais ce n'est pas l'objectif. L'organisation finance des projets sur les jeunes, les retraités, les handicapés. A l'examen, il apparaît que les propositions sont peu spontanées. Pour écrire un projet il faut avoir suivi un séminaire de formation qui apporte les outils nécessaires, puis choisir un objectif,

une population cible... En pratique, l'approche de bas en haut fonctionne modérément. La plupart des porteurs de projets rencontrés semblent d'abord attirés par l'octroi de ressources et l'acquisition d'outils vendables sur le marché des ONG. Cela donne peu de réalité à l'expectative de formation de « coalitions » entre projets en vue de créer des dynamiques sociales. Outre les petits projets, IREX contribue au fonctionnement de plusieurs *Civic Support Centers*, de *business women associations*, de centres d'éducation civique, souvent parallèlement à la fondation Soros. Il s'agit plus fréquemment de projets financés plutôt que du financement de ces organisations en tant que telles.

Lors de nos rencontres suivantes en 2005 IREX déplorait la dégradation de la situation des ONG. « On travaille au tiers ou au quart de nos capacités. Le reste est refusé par le gouvernement. L'argent est retourné. Il n'y a plus de coalitions possibles et notre fonction de témoignage recule. Par contre, on peut continuer les projets de développement communautaire » nous dit Shahiba.

La lecture de la brochure éditée par IREX met en lumière des objectifs et des contradictions. IREX s'inscrit dans l'optique du droit tel qu'il est conçu en Occident, c'est-à-dire séparé du pouvoir politique. L'organisation manifeste un intérêt marqué pour les problèmes de genre et de démographie, priorités américaines. Depuis l'indépendance ont été financés des projets sur l'assistance sociale, l'écologie, les droits, les infrastructures et la société civile. IREX affirme sa volonté de coopérer avec l'État dans ce document et de participer aux programmes publics. Ce discours ambigu vise à maintenir une position de bailleur dans le pays, à prôner l'apaisement social. Il prendra fin en 2006 avec l'interruption des activités d'IREX en Ouzbékistan.

IREX est symptomatique d'une approche américaine de l'Asie centrale post-soviétique. Ses personnels sont des bureaucrates demeurant dans la capitale, peu au fait de la réalité des projets qu'ils financent. On y trouve beaucoup de personnes d'origine russe (comme dans la plupart des ONG). Parmi les bailleurs de fonds non multilatéraux Soros et IREX furent les plus présents dans le financement des ONG locales. Depuis 1995 ces organisations ont financé une part importante des projets dans tout le pays.

Eurasia Foundation

Eurasia Foundation est une organisation située comme IREX dans l'orbite de l'USAID, avec un fonctionnement relativement similaire et des objectifs analogues. Nozir, son chargé de programme parle comme dans une ambassade, officiellement, du haut des institutions. La fondation entend développer (jusqu'à sa fermeture en 2006) l'entrepreneuriat à travers des formations à caractère

économique et juridique. Les lois, les procédures légales, manquent cruellement dans le pays. D'autres domaines sont soutenus par des financements (*grants*) : les politiques publiques, le *self government*, la société civile. Eurasia foundation, comme IREX, finance des projets courts, à hauteur maximum de 35 000 dollars, après des appels d'offres et une sélection. La fondation propose aussi des formations à des sociétés et compagnies sur les aspects juridiques du marché, avec des tables rondes, des manuels, des cours dans les écoles. Les projets sont censés faire l'objet de suivi et d'évaluation suivant le rituel établis dans les ONG étrangères.

Eurasia foundation a organisé en septembre 2005 un forum des ONG à Tachkent qui ponctua la fin d'une époque malgré un optimisme de circonstance. IREX, comme Eurasia, collaborent étroitement avec une autre organisation américaine qui joue un grand rôle dans le domaine des formations destinées aux ONG locales. Il s'agit de Counterpart international.

Counterpart international

A l'exception du réseau Soros qui produit ses propres formations, la plupart des ONG locales ont, un jour ou l'autre, suivi une formation organisée par Counterpart. C'est une organisation américaine, exportant l'idéologie américaine dans de nombreux pays, sous une forme peu sophistiquée voire simplificatrice. Les méthodes pédagogiques sont sommaires comparées à celle de l'OSI. Les jeunes cadres rencontrés à Tachkent en 2004 ont tous été formés aux États-Unis, et leur approche de la démocratie est binaire, électronique, comme la politique fiction répandue sur Internet. Ces jeunes gens sont apparus réciter une leçon simpliste, comme ces fonctionnaires soviétiques à l'époque qualifiée de « totalitaire ».

Nous sommes apolitiques et entretenons de bonnes relations avec le gouvernement [Counterpart a fermé en 2006]. Nous dialoguons avec le gouvernement ouzbek. Nous avons peu de pression car nous sommes « transparents » (sic). Nous respectons nos partenaires, et on ne veut pas les mettre en difficulté. On les aide à réaliser leurs objectifs. On ne leur dicte pas. Nous ne formons pas des leaders accomplis mais des candidats au leadership. Notre but c'est d'établir des lois avec le gouvernement. Nous ne finançons que sept projets mais proposons de nombreux séminaires de formation à la création et à la gestion des ONG. D'autres formations portent sur l'accès aux médias. Nous faisons des pièces de théâtres, des articles, des posters pour les handicapés, avec des chansons et des clips vidéo. Certains réalisent des *talk shows*. On met ensemble des chefs d'entreprises et les auditeurs appellent. On appuie ainsi une vingtaine d'ONG suivant le principe de la coalition. On veut des groupes d'ONG réunis autour d'un sujet, d'un objectif, d'un projet, avec l'appui du gouvernement. Ensuite on devient consultant. C'est Eurasia foundation qui sélectionne les projets que nous suivons car

ils sont spécialistes du troisième secteur. Voilà dix ans que Counterpart est en Ouzbékistan.

Ces propos lénifiants résistent mal à l'examen de la réalité. Ce discours en forme de jeu télévisé où l'on joue à la démocratie sous une dictature ne trompe personne, ni le pouvoir.

Lorsqu'on interroge les nombreux responsables d'ONG ouzbekistanaises qui sont passés par les formations de Counterpart, les premiers points de vue sont positifs car ils évoquent l'ouverture dans les années 1995-2000, un apprentissage, des financements nombreux aussi. Derrière ces impressions favorables apparaissent des critiques et des frustrations convergentes sur le caractère infantilisant et primaire des procédés et des contenus pédagogiques. « Ils nous prennent vraiment pour des enfants » s'écrie une responsable de *business women* à Nukus.

Cette organisation a fait l'objet de critiques dans d'autres régions du monde pour sa pédagogie abêtissante, son mépris des gens, sa propagande américaine grossière, et son incapacité à accumuler des résultats. Contrairement à Soros qui apporte des cadres conceptuels ouverts, Counterpart répand les graines de la démocratie américaine sous la forme d'une bande dessinée, d'une propagande ludique, qui ne produit pas de grands résultats durables, sinon des interrogations, des errements de la part des clients confrontés à une vie quotidienne qui n'a rien à voir avec une BD démocratique ou un *talk show* édifiant à l'usage des paysans du Wisconsin. En effet, le contenu des manuels montre un ethnocentrisme confondant. Counterpart n'est-il pas l'inventeur des *hot lines* pour femmes battues en Ouzbékistan... La ligne reçut quatre appels en une année !

IREX et Eurasia foundation sont directement dépendants de l'USAID. Counterpart est une organisation privée, largement financée par l'USAID et d'autres organisations et fondations américaines. Avec l'OSI de George Soros, ces quatre entités structurent 80% du champ des ONG locales en Ouzbékistan, avec l'apport important des bailleurs multilatéraux dispensateurs de financements plus importants pour de plus gros projets visant moins directement le développement institutionnel. Les organisations évoquées se situent en amont des ONG locales dont elles sont les pédagogues et les financiers. Malgré leurs affirmations, elles imposent de fait, sans brutalité ni alternatives, leurs choix, leurs priorités, leur vision des problèmes, leurs constructions, leurs solutions.

On pourrait parler de pilotage si le suivi des projets le permettait. Mais dans la réalité, la multiplication des petits projets engendre peu de résultats capitalisés, à l'exception des vertus pédagogiques plus pérennes des initiatives de Soros. IREX, Eurasia, Counterpart ouvrent des fenêtres sur le monde mais ne fournissent pas de vraies portes de sortie ni d'alternatives concrètes. Il en résulte d'abord beaucoup

d'optimisme, d'aspirations, de sentiment de liberté, puis très vite apparaît le caractère factice et parfois infantilisant de ces activités temporaires, parenthèses dans un univers fondamentalement occulté. L'image de la démocratie américaine ne suffit pas à faire le bonheur. Ainsi Irina, du centre de soutien à la société civile de Nukus au Karakalpakistan, république autonome dans l'Ouzbékistan, affirme : « Les programmes de Counterpart parfois ne sont pas adaptés. On s'est disputés. On m'a dit taisez-vous. IREX est plus ouvert mais on ne peut pas toujours faire ce qu'on veut, ce qu'on croit utile ».

Les ONG locales situées en aval de ces bailleurs et moniteurs pédagogiques ou professeurs de société civile illustrent l'articulation problématique entre ce modèle externe de société civile occidentale et le contexte national avec ses contraintes, ses propres références et la présence d'un Etat engagé dans une dérive autoritaire.

Penchons-nous donc sur des ONG financées, comme beaucoup, par les organisations américaines de promotion de la société civile évoquées et d'abord sur ITA Fact où s'est déroulée une enquête suivie auprès des cadres et des bénéficiaires des services. Cette organisation a fait l'objet d'un intérêt particulier car elle réunit beaucoup des caractères dispersés dans d'autres ONG. Elle est financée par les bailleurs américains cités. Elle a la capacité de produire des ressources propres, comme les bureaux d'études et dispose d'une certaine marge de manœuvre dans le choix de ses programmes. Elle s'inscrit dans la promotion de la société civile et les services pédagogiques associés, non plus seulement auprès de responsables identifiés mais auprès de candidats à l'acquisition de compétences associatives.

ITA Fact

Rencontré en 2004, Igor, le directeur de Fact est d'origine russe. C'est un homme de 40 ans, avenant, qui comprend le projet de recherche dans la mesure où il est sociologue lui-même. Beaucoup de clients de ITA Fact sont des ONG. L'organisation a obtenu son réenregistrement de justesse mais certains comptes sont encore bloqués à la Banque d'État en mai 2004, ceux des bailleurs américains en provenance d'IREX. Les recherches menées apportent quelques revenus. ITA Fact est un centre de ressources doublé d'une activité de consultants. Aux murs du bureau d'Igor trônent les photos de Tamerlan et du président Karimov. Prudence oblige.

Mes parents étaient russes, ingénieurs. J'ai été professeur pendant deux ans, mais il n'y avait pas d'avenir. Ma formation de base c'est la philologie russe. En 1991, j'ai été musicien de rock durant un an puis j'ai décidé de faire de la sociologie en

relation avec le groupe de sociologie qui avait fondé *Expert fikri* qui existe toujours. Il y avait plusieurs jeunes sociologues de l'université qui fondaient des ONG. J'ai appris la méthodologie en travaillant avec *Expert fikri*. En 1997, j'ai fait une recherche sur le marché et passé mon diplôme de master de sociologie à l'université. J'avais envie de créer quelque chose et en 2001 nous nous sommes réunis pour fonder une ONG, ITA Fact Social Research. Il fallait trouver des bailleurs. Il nous a fallu trois mois. On a commencé avec trois permanents. Nous sommes douze maintenant. Nous devons notre succès dans ce milieu très concurrentiel à la dimension prospective de nos projets qui intéresse les bailleurs. Nous voulons garder l'initiative. Nos activités sont doubles. Il s'agit d'un centre de recherches professionnel et aussi de s'occuper des autres, des problèmes sociaux. Depuis le début 2004 c'est la crise. Plus de fonds, plus de salaires. Trop de concurrence nuit aux ONG. Il y a plus de factions que de coalitions. On se tient à distance. Counterpart c'est grand et ils ne maîtrisent pas tout. Nous on essaye de maîtriser. Ma carrière, ce sera de développer cette ONG. Je n'ai plus le temps de la recherche académique. Le retour à la théorie c'est difficile... on fonctionne comme une famille ici. Je rêvais d'être journaliste mais j'aime cette activité. J'ai choisi la sociologie parce qu'après la perestroïka la sociologie signifiait changer, avec des perspectives, des projets pour soi et la société. C'était un peu une illusion qui s'est évaporée. Ma recherche sur les marchés en 1997 portait sur les confiseries. Il fallait identifier les goûts des consommateurs pour une société italienne Kinder Chocolate implantée à Moscou. Marketing et consommateurs, ça n'existait pas avant. Ces études de marketing pour lesquelles nous sommes compétents nous assurent un minimum de revenus en cas de crise. On peut fonctionner sans bailleurs. Faire des formations vendues à des clients, entreprises ou particuliers. On a fait des formations pour la compagnie des téléphones, des consultations de bureau d'études. En province nous soutenons trois centres de soutien à la société civile (Ferghana, Namangan, Nukus), dans le Khorzmi un centre culturel, à Boukhara un centre d'information et de culture. A Samarcande on soutient un groupe d'initiative.

Evidemment, pendant ce temps-là notre souhait de développer la participation des gens aux processus de décision est un peu en veilleuse. Mais tout ne se passe pas comme on l'espérait. On s'adapte. Nous ne sommes pas capables de tout sacrifier pour un but. On subit parfois les priorités des bailleurs. Il faut ménager l'État, augmenter le niveau d'éducation... Depuis la crise actuelle nos contrats de recherches financés par des fonds étrangers sont bloqués tout comme la part de notre budget consacrée à notre fonction de centre de soutien de la société civile financé par IREX. On survit. On s'en sortira.

Igor apparaît lucide sur la situation des ONG en Ouzbékistan, ce qui est relativement peu fréquent parmi les responsables d'ONG souvent amenés à tricher en présentant des images excessives, totalement noires ou d'un idéalisme suspect. Ludmilla a 28 ans. Elle est l'épouse d'Igor et travaille dans la même organisation, phénomène fréquent car les ONG sont souvent des niches d'emplois familiaux.

Pour ce qui la concerne, elle est parfaitement compétente dans le contexte local. « J'ai fait de la sociologie à l'université à Tachkent puis j'ai travaillé à Expert du temps d'Alisher comme intervieweuse (Alisher est l'un des fondateurs d'Expert, passé à Soros et émigré en Grande Bretagne en 2004 après la publication d'un atlas ethnolinguistique qui déclencha la colère du président Karimov dont les arguments sur l'identité ouzbèke étaient réfutés²). Au tout début, les jeunes étaient volontaires, parfois payés. Beaucoup de sociologues ont quitté Expert avec Alisher. Moi j'ai travaillé un an pour un cabinet de contrôle d'audit américain, tout en continuant ma licence à l'université. En 2003 ITA Fact a été financé pour un projet Soros d'ouverture d'un centre d'appui à la société civile. Les volontaires sont devenus salariés et nous avons reçu des formations et de l'assistance de Counterpart. Je suis spécialisée maintenant dans la recherche, la production de données. Comme il y a peu de bureaux compétents nous sommes connus et il y a du travail pour les bailleurs étrangers et l'État aussi. J'ai acquis les outils sociologiques (ce qui signifie les méthodes d'enquêtes). Ces outils sont tous d'origine des États-Unis. La sociologie c'est pour gérer le réel. Je ne suis ni compétente, ni favorable à la théorie. Les données donnent les faits. Je ne m'occupe pas de l'interprétation. Un peu plus de théorie nous aiderait peut-être mais il n'y a pas le temps ».

Ces deux responsables à ITA Fact illustrent une génération de jeunes sociologues engagés dans les ONG au milieu des années 90. Les plus brillants ont émigré. Les autres se ventilent dans quatre ou cinq bureaux d'études où l'on produit les données avec la conscience que ce n'est qu'un bout de la sociologie mais que c'est la seule sociologie assurant des revenus réguliers. Les aspirations initiales sont mises entre parenthèses, sans amertumes majeures, avec réalisme et un soupçon de cynisme chez certains. Svetlana est coordinatrice à ITA Fact. Elle est d'origine ouzbèke par son père. Sa mère est d'origine tatare. Elle s'est inscrite en 1995 à un séminaire américain sur les ONG et s'efforce de suivre des formations sur la psychologie dans les ONG. « En 1998 j'ai gagné un concours de l'ambassade d'Israël sur les femmes leaders. J'ai passé un mois en Israël. En 1998, dans un projet j'ai rencontré le directeur d'ITA Fact. Progressivement je suis devenu son adjointe, d'abord volontaire puis payée. En 2002, mon projet sur le sida a été sélectionné et je suis coordinatrice à plein temps. Ici je sens que je donne, je me perfectionne. Ailleurs c'est fermé. Depuis cinq mois je ne suis plus salariée, comme les autres. Avant je gagnais 200 \$ mensuels. Mes parents et ma fille m'aident. J'écris beaucoup de projets. Il faut inventer, s'adapter. Je travaille sur "leadership et créativité", la gestion des conflits. Pour régler les problèmes dans les

² Déjà évoqué dans la deuxième partie de cet ouvrage.

entreprises on pourrait proposer des massages. Parce que la société civile piétine en Ouzbékistan. Alors il faut vendre nos compétences ».

Une partie importante de l'enquête s'est déroulée au siège d'ITA Fact (sa seule implantation, dans une HLM de proche banlieue) car une salle d'accès à Internet permettait de rencontrer un public aux profils variés et d'entendre leurs discours sur les ONG.

Les cours d'ITA Fact montrent la mise en œuvre d'une pédagogie vaguement interactive. Ainsi lors d'un cours destiné à la confection d'un projet pour les handicapés, au tableau sont affichés les principaux *stake holders* (c'est-à-dire les acteurs concernés), comme dans la vulgate technocratique. Finalement il n'y a plus que la mairie... L'attention est moyenne. On utilise des papiers de couleurs adhésifs, des punaises, pour simuler des fictions de réalité dans une démarche de « planification coopérative ». L'objectif principal c'est de donner aux participants la compréhension d'un processus institutionnel.

Tout repose sur des figurations schématiques simples après avoir défini d'abord le problème. Cela prend du temps car la construction du problème est lente dans la mesure où les participants n'ont pas l'habitude de les nommer et d'en parler puisque l'État nie la réalité d'une partie de ces problèmes. Lorsqu'enfin le problème a été formulé, les objectifs et les *stake holders* peuvent être abordés. Ce qui frappe c'est la relative passivité de l'auditoire et la présence sans cesse répétée des autorités administratives locales ou centrales qui rappelle une longue histoire de domination et de soumission peu propice à la société civile.

Les *mahalla* sont fréquemment évoquées dans ces projets. Cela plaît aux bailleurs naïfs, car c'est « culturel », et à l'État qui les utilise pour un contrôle social rapproché.

Au terme de telles formations (Counterpart en a réalisé 234 en 2000 !) intervient une évaluation rituelle dont les résultats, aussi positifs que sous l'URSS, vont alimenter les statistiques de l'USAID, obsédée par l'islam, le statut des femmes, la démographie. Les participants qui ont été sélectionnés peuvent-ils dire non ou être critiques ? Ils remercient en disant oui à tout, comme dans toute « formation » bien menée dans un univers contrôlé. Face à de telles situations, il apparaît avec clarté que ce qui rapproche le plus les États-Unis de l'ex-URSS c'est cette capacité à prendre les gens pour des figurants dans des scénarii où les souhaits et les volontés deviennent des réalités virtuelles.

Internet, fenêtre sur le monde

Les entretiens réalisés avec ces internautes se sont déroulés au siège d'ITA Fact où une dizaine d'ordinateurs sont ouverts sur une base horaire à des militants d'ONG et à de simples citoyens. C'est la fondation Soros qui a financé ce centre.

La première internaute rencontrée est Irena, dont la carte de visite mentionne la profession de psychanalyste et le statut de directrice de VEGAR (*Medical Fund Child's Heart*). C'est une femme d'origine russe de 40 ans formée à l'institut technique en physique et psychologie à l'époque soviétique. Elle a effectué des recherches militaires en physique du cosmos. Elle raconte : « J'ai toujours été intéressée par la psychologie. Je lisais des manuels russes et des autobiographies. A l'indépendance des psychologues des États-Unis sont venus faire des cours en Ouzbékistan. J'ai suivi tous les cours des étrangers et j'ai fait une synthèse de ce que j'ai appris... Je suis devenue consultante. Je visite les firmes pour proposer des cours pour les cadres ouzbeks et pour l'administration en vue d'augmenter les capacités de travail. Depuis deux ans j'apporte une assistance psychologique à des drogués après avoir participé en 2003 à un séminaire sur le trafic de drogue. J'ai compris que j'ai le droit d'aider les gens, de les réunir en groupes. Je viens ici sur Internet pour me documenter. Je n'ai pas de fonds. Je regarde donc sur Internet les ONG sur les drogués pour trouver un appui. Je passe quatre à cinq heures quotidiennes à apprendre. Mes enfants sont grands. Mon fils travaille en Russie. J'ai travaillé deux ans avec *Child's Heart*. C'est pourquoi j'ai cette carte. En 2000 j'ai fait une troupe de théâtre avec huit personnes très différentes. Le spectacle préparé durant trois mois s'intitulait « La force de l'amour », joué au théâtre grand russe. Ce fut un succès. Je mettais en scène et ces gens ont découvert leurs capacités... Je suis citoyenne du monde. Peut-être que j'irai en France ».

La recherche des ONG et de financements sur Internet est un mobile partagé par tous les visiteurs qui révèlent, comme Irena, une quête idéaliste ouverte sur le monde. Il s'agit d'une quête tous azimuts, sans critères de choix sélectifs. La plupart des internautes ont suivi plusieurs formations, dans des domaines sans liens. Certains ont collaboré avec des ONG, tous rêvent d'en créer une.

Dina a 50 ans et s'occupe des enfants handicapés. Elle est professeure, après une thèse à Moscou. Elle enseigne la pédagogie et la psychologie à l'université des langues.

Je suis née à 70 km de Tachkent dans une région riche en uranium du temps de l'URSS. Ça va mal. On a arrêté l'uranium. En 2001 j'ai suivi un cours à l'ITA Fact et j'ai eu un financement de Counterpart, puis deux projets pour les handicapés, financés par Soros. En 2001 je suis allée deux mois à Moscou, à Winrock

International (ONG des États-Unis). En 2002 j'ai suivi un séminaire des Suisses ici. Mon ONG s'appelle Center for Women and Disabled Children. J'emploie deux personnes dont mon fils. Avant on était sept. Mon fils a fait des études aux États-Unis mais il n'a pas de travail. Je suis en relation avec des partenaires au Kazakhstan, en Kirghizie et en Ukraine. Je souhaite m'inscrire à un prochain séminaire de l'UNESCO grâce à une amie américaine de Nouvelle Zélande ».

Quête et errance signalent ces parcours de multiples formations suivies maintes fois, répétés sans débouchés durables ni réelle accumulation. On croise aussi quelques étudiants comme Deniar, 19 ans : « Très peu d'étudiants ont des ordinateurs. Je suis chef du comité des étudiants. Counterpart nous a conseillé il y a deux ans. Dans notre institut j'apprends le métier de la banque. On a un centre de débats. J'ai gagné plusieurs compétitions et j'ai écrit des articles. Nos professeurs sont aussi japonais et américains. Ils nous apportent l'anglais, un regard critique, l'autre face des problèmes. En Ouzbékistan les ONG ne sont pas claires. On ne comprend pas bien la notion de *non profit*. Les étudiants sont peu actifs, très soumis. Moi je veux apprendre à l'étranger ». Autre génération, autre projet. Cet étudiant regarde ailleurs.

Valeriy, d'origine arménienne, représente une génération de quinquagénaires. Il se présente comme « psychologue, écrivain et poète ». Il anime une organisation : « Enfants et adultes » et apporte des conseils aux parents, des cours, une revue. Financée par l'UNICEF, elle emploie des volontaires et six salariés. Le centre culturel arménien est la seconde organisation où intervient Valeriy comme volontaire. Il précise : « Je gagne ma vie comme psychologue auprès des drogués, d'alcooliques. J'utilise l'hypnose et la psychothérapie. J'ai lu Freud, Piaget. J'ai fait un site Internet où je vends mes poèmes. Ce qui m'intéresse c'est de guérir les gens mais aussi d'aider à la formation des personnes. L'assistance ne suffit pas. La psychologie apporte un plus. Dans le secteur de la santé tout devient business et les gens sont perdus ».

Ce discours illustre la place d'une approche psychologique, voire psychanalytique, très fréquente dans les ONG consacrés à la famille. Au-delà de l'assistance et du soin, fréquents, on rencontre donc aussi une demande et une offre explicite autour de la formation et de la reconstruction du sujet individuel en crise. L'émergence du sujet individuel est une réalité post-soviétique, en rapport avec la concurrence sociale. Elle est difficile, pénible, problématique, anxiogène dans un contexte hautement insécurisant.

Toujours dans le domaine de l'aide à la famille, Irina de l'ONG *Magris* produit des programmes sur les relations parents-enfants et la résolution des conflits familiaux. Son premier contact avec les ONG passe par une formation de Counterpart. « Il n'y a pas de donateurs ici. J'ai dix femmes volontaires qui

travaillent dont quatre donnent des cours payants. Notre premier projet portait sur la formation des parents, le second sur les enfants difficiles, le troisième prévu sur le "mariage idéal" et la grossesse... Je cherche des bailleurs sur Internet. Jusqu'ici nous n'avons pas été financés. Les cours nous rapportent 1000 dollars pour quinze personnes. C'est de cela que nous vivons. S'occuper des gens, les aider à se construire est difficile ici car il y a d'un côté la tradition et de l'autre le pouvoir qui bloquent. »

La population d'origine ouzbèke est peu visible dans les ONG. Shuhbat, rencontré à la sortie de l'atelier d'Internet, introduit une dimension politique rarement formulée clairement. « Les ONG, c'est la base de la démocratie. Il y en a un million aux USA. Ici on a les *gap*, qui sont des sortes d'ONG³. Je suis en train de faire un groupe [*gap*] pour en faire une ONG après. Mais les gens ont peur. Nous sommes huit et je n'arrive pas à dix. Je n'ai pas suivi de séminaires spécialisés. Comme il n'y a pas de vrais partis en Ouzbékistan, j'ai décidé d'essayer de faire une ONG. »

Ces propos soulignent une expectative générale d'expression et d'initiative ainsi que les obstacles. On observe aussi que la notion d'ONG est perçue de manière confuse. Certains interlocuteurs y rangent les partis non gouvernementaux, c'est-à-dire tout ce qui n'est pas dans l'orbite de l'État. Les profils rencontrés autour d'Internet révèlent une très grande variété avec un point commun concernant le caractère en partie virtuel des projets évoqués qui sont peu opérationnels en termes d'actions concrètes et de production de services précis. Outre les artistes, des sportifs apparaissent, telle cette jeune femme d'origine tatare animant un club de *trekking*, anglophone, à 5 dollars par mois dont les activités réelles semblent épisodiques mais qui vient converser en anglais sur Internet avec le Japon, la Nouvelle Zélande, les États Unis... des noms qui font rêver.

Plus rares sont les personnes rencontrées qui proposent des services précis, comme Islan, un homme de 48 ans, d'origine russe. Il a fondé une ONG, enregistrée en 2004 appelée L'Idéal de la Jeunesse (les intitulés des ONG sont fréquemment d'un idéalisme frappant). « On s'occupe de la réhabilitation des orphelins et handicapés avec des médecins volontaires qui font des massages, de la physiothérapie, réflexologie. Ce sont des volontaires. On ne donne pas de médicaments. On collabore avec des ONG spécialisées dans le handicap et on envoie certains cas à Moscou. Mais on voudrait des donateurs, des ordinateurs, un soutien. Je suis médecin à l'hôpital et je vois que l'État ne touche que la moitié des handicapés. Quant aux *mahalla*, ils s'occupent de politique. Tout ce qu'on a obtenu

³ Les *gap* sont des clubs de réunions d'un réseau d'amis, parfois faisant des tontines. La similitude avec les ONG est donc sommaire.

ce sont des locaux. Nous sommes huit médecins et quatre professeurs (russes et ouzbeks) et on est en train de créer un site web pour trouver des appuis ». Dans une posture similaire Oumar a réuni 20 médecins volontaires dans une organisation appelée Sources de la Santé qui fonctionne dans l'ONG *Sharq Ayol* (Femmes de l'est), une organisation ouzbèke étatique.

Ces entretiens confirment la majorité d'origine russe (et autres origines minoritaires) dans les ONG. Cela s'explique par leur plus grande précarité dans un pays dont l'identité ouzbèke, exclusive, alimente la dictature nationaliste. En outre le discours politique identitaire ouzbek enferme les Ouzbeks dans leur propre identité ce qui, globalement, les rend plus fermés sur eux-mêmes, malgré de multiples exceptions. Leur présence minoritaire dans les ONG est ainsi compréhensible.

Les personnes rencontrées à l'atelier Internet d'ITA Fact nous mettent en présence d'une « société civile » spontanée, d'une population en quête parfois exacerbée d'ouverture et de partenaires, tant externes qu'internes. Car comme le mentionnent plusieurs entretiens, la peur de la communication fait obstacle tout comme elle démultiplie les attentes. Autour d'Internet s'observent aussi des cas d'errances d'autodidactes parfois délirants. Dans cette situation le caractère ludique et virtuel de l'Internet fonctionne comme une véritable thérapie à la crise individuelle et sociale. Parmi les personnes rencontrées dans ce lieu quelques unes étaient manifestement en état d'équilibre fragile, blessées par la société et par la vie. La plupart de ces individus ont deux ou trois activités, sans rapport avec leurs formations et leurs compétences, afin de subvenir à leurs besoins. C'est pourquoi, il semble que pour un certain nombre d'entre eux, les organisations évoquées, les activités mentionnées, soient en partie des projections fantasmatiques, une façon de sortir de la vie quotidienne et de ses pièges. Ces rencontres réalisées en 2004 portent les traces des blessures récentes qui frappent la société. On peut penser que les mêmes personnes s'exprimant en 1997 auraient paru plus réalistes.

ITA Fact nous révèle deux versants symptomatiques. Il s'agit d'une part d'un bureau d'études, de consultants, d'une officine de formation qui se penche sur les problèmes de la société à travers une sociologie sommaire mais fonctionnelle et ajustée à la demande. A l'autre extrémité, en tant que centre de soutien de la société civile, branche désormais fragile voire interdite des ONG, apparaissent des individus cherchant à sortir de l'enfermement qui les frappe à travers l'ouverture, plus symbolique que réelle que représentent les ONG. Le volontariat sert de relais avant un éventuel emploi, fragile puisqu'en période de crise les salaires sont interrompus. Ainsi Nasir, jeune juriste d'origine ouzbèke venu pour l'Internet, est devenu assistant du programme sur la société civile d'ITA Fact. En outre il

participe à l'Association ouzbèke d'étude des problèmes internationaux qui est devenue une ONG qu'il conseille pour la collecte de fonds et les relations avec les *mahalla*. Il précise : « Cette association d'État est devenue une ONG mais ce sont les dirigeants qui décident. Les ONG ne sont pas claires en Ouzbékistan. Ce n'est pas conforme au droit international... Ce que je souhaite c'est aller à l'étranger et m'installer. »

Du développement de la société civile à l'expertise technocratique

Outre l'organisation Expert Fikri déjà mentionnée, fonctionnent des bureaux d'études qui ont adopté un statut commercial qui les expose à moins de tracasserie que le secteur non lucratif suspect aux yeux de l'État. Plusieurs de ces organisations résultent de départs d'Expert Fikri qui est l'ancêtre de cette expertise sociologique fondée en 1991.

Tahlil (Centre de recherche sociale) emploie huit salariés. Cette organisation créée en 2000 s'occupe des femmes, du chômage, de la pauvreté. Elle a collaboré avec l'USAID, l'Union européenne, la Banque mondiale, la Banque asiatique, c'est-à-dire les principaux bailleurs de la place et avec l'ONG britannique Save the Children. Les principales activités en 2004 portent sur le travail des enfants, les invalides, le microcrédit, en collaboration étroite avec l'État. Ivan, le directeur souligne :

Les rapports positifs entre État et ONG, ici on n'est pas habitué. Il faut développer les collaborations, sinon on ne pourra rien faire. On oppose abusivement État et ONG. Nous sommes d'anciens fonctionnaires mais nous sommes indépendants. Les problèmes sont nés avec Soros et l'hostilité au gouvernement, forte depuis 2001. Nous, on fait surtout des statistiques et de la sociologie. Information, formation, services sont nos prestations. Nous avons choisi le statut commercial depuis deux ans ce qui nous évite les tracasseries fiscales... On produit 50% de nos fonds et on en reçoit 50% des bailleurs ou de l'État, nos commanditaires. Nos données sont souvent la propriété des clients, donc non publiables. Chaque organisation veut ses données. Ce qui gêne, c'est l'excès de concurrence, l'argent. Le milieu des ONG est désordonné, anarchique, irresponsable. Il n'y a aucune coordination, que de la concurrence. Les donateurs gaspillent leurs crédits et ne capitalisent pas les formations. Ils imposent leurs choix... Nous produisons maintenant des histoires de vie, des matériaux plus qualitatifs, comme à l'étranger, sur les enfants et le business.

Tahlil a développé une activité de microcrédit depuis quelques années. Ivan souligne en 2005 :

Nous sommes plus sociaux qu'Expert Fikri. Sur la société civile il n'y a plus rien. Par contre faire des lois est un vrai chantier. Le *monitoring* représente 20% de nos

activités et la production de données 80%. Les bailleurs ont fait du mal sans le vouloir. Les projets sont pilotés par le haut plus que par la société. On n'écoute pas les gens. Certains projets sont passés à des nationaux qui sont plus occidentaux que les étrangers Surtout sur les femmes. Envoyer les femmes battues pendant deux jours dans un centre d'accueil ne change rien. Le troisième jour tout recommence. Les bailleurs se contentent d'une approche statistique des problèmes. Ce qui les intéresse ce sont les problèmes plus que les solutions. Depuis le terrorisme, le religieux et l'éthnique attirent les bailleurs. Dans ce contexte on va se recentrer sur le microcrédit avec un budget annuel de 300 à 400 000 dollars, avec la Banque mondiale. Ce programme porte sur l'emploi et le chômage. On a réalisé 2000 enquêtes en 2004... Le personnel tourne peu car des liens familiaux nous réunissent et il y a plusieurs couples. Cela pérennise.

Ces propos font place à une critique bien ajustée des bailleurs de fonds sur le registre avéré du gaspillage et de l'excès de concurrence qui règne aussi bien parmi les bailleurs que parmi les ONG. Ils illustrent aussi l'irréversible abandon, plus ou moins avoué, de l'objectif de soutien de la société civile, priorité des bailleurs au milieu des années 1990.

L'organisation *Yo'lyo'riq* (Conseil) a connu une évolution analogue de la société civile à la collecte de données, du statut non lucratif à celui de bureau commercial. Jamila dirige cette organisation avec son époux. Ils sont tous deux d'origine ouzbèke. Elle aussi appartenait au groupe de sociologues qui quittèrent l'université. Elle raconte :

Tout a basculé avec une bourse Fulbright (américaine) qui m'a amenée à résider trois ans aux États-Unis en 1997. Auparavant j'avais organisé un colloque sur la mer d'Aral payé par la Banque mondiale en 1995. A partir de 1997 j'ai décidé de produire des suivis [*monitoring*] des diagnostics sociaux [*social assessment*], des évaluations. Nous sommes six permanents, économistes, sociologues, orientalistes avec un réseau de quarante chercheurs ou enseignants. Mon sujet actuel c'est la femme et l'islam que j'étudie dans la vallée de Ferghana. On fait des observations ethnographiques suivies de recommandations sur les PME de femmes, la violence conjugale, l'émancipation. Pour la coopération suisse on s'occupe des minorités. L'ambassade des USA développe un programme sur les centres de crises concernant vingt ONG. Les Nations Unies nous financent un programme sur la violence familiale et ses perceptions.

Lors d'un séminaire sur la prévention des conflits familiaux⁴ organisé par cette organisation les participants se situaient dans une approche de soins plutôt que dans une perspective de droits à l'américaine. Ce séminaire réunissant vingt femmes d'ONG durant une journée montre la construction laborieuse d'un

⁴ Déjà évoqué dans la deuxième partie de cet ouvrage.

problème social, avec les outils des sciences sociales ramenés à des méthodologies simples. Il n'y a en ouzbek qu'un seul mot pour signifier le viol et la violence. Les femmes sont frappées par la honte et évitent de qualifier la violence. La négation de ces mêmes problèmes (et leur moindre fréquence vu le contrôle social) sous l'URSS rend l'exercice délicat. Elle se cumule avec l'occultation du gouvernement à propos de ces violences. Durant cet atelier on observe une tendance à ethniciser toutes les questions. Une participante affirme : « C'est l'islam qui a dégradé nos traditions ». La notion de droit demeure abstraite, lointaine du fait d'une vision aliénée de sa place dans le monde faute d'un positionnement universel dans ce monde. La « tradition » semble occuper la place du sujet individuel. Une participante va jusqu'à affirmer : « les pratiques occidentales, c'est pas bon pour nous ». Comme le président Karimov !

On présume du niveau des discussions qui s'appuient sur des statistiques bricolées et des questionnaires américains inadéquats. Elles révèlent une approche infraréflexive, en-deçà de toute interrogation sérieuse, de la part de femmes en position de forte aliénation. Tatiana, qui anime une ONG juridique explique : « Il y avait beaucoup de femmes dans les responsabilités en URSS. A l'indépendance on a assisté à une réémergence des traditions musulmanes avec des mariages à 14 ans, le recul du rôle des femmes, l'obéissance. Au milieu des années 1995 il y a eu un mouvement proféministe dans les ONG. On est passé du *hijab* noir au *hijab* blanc. Mais le régime a choisi le retour en arrière ». Jamila sans rien rejeter de son identité ouzbèke se situe très loin de l'enfermement identitaire proposé à ses concitoyens. Habile praticienne de la rhétorique technocratique, son séjour aux États-Unis lui a laissé une empreinte profonde. Elle vit ainsi deux identités, l'une locale, l'autre globale, dans un relatif équilibre mais sous une tension permanente qui lui provoque des migraines chroniques. La liste des projets financés par les bailleurs de cette organisation éclaire les priorités technocratiques. Après la mer d'Aral (1996), un apprentissage des enquêtes rapides (*participatory rural appraisal*) le groupe est fondé en 1997 et réalise une étude sur le développement de l'assistance médicale pour la Banque mondiale avec les méthodes habituelles (*Focus group, social assessment, ateliers*), le tout dans le cadre de la réforme du système de santé. La même année, la Banque mondiale finance un travail sur la biodiversité dans quatre pays. De 1997 à 1999, les Nations Unies financent une étude d'économie rurale sur le travail des femmes et leur émancipation. En 1998 l'organisation travaille sur un projet de microcrédit sur fonds des Nations Unies et de la Banque mondiale et en 1999 Save the Children demande une banque de données sur les enfants. Les projets se télescopent dans les années 2000 (USAID, Winrock, Banque asiatique, UNDP, Oxfam, Ambassade de Suisse...) sur les sujets

du moment : réformes, femmes, pauvreté, développement social, niveaux de vie, santé, microcrédit, violence domestique, sans parler de l'évaluation des projets d'autres organisations sur les mêmes domaines inscrits à l'agenda global.

Jamila commente : « Avant on consultait pour d'autres, maintenant on s'investit dans une topique et un projet. Ainsi on ne sacrifie pas nos compétences académiques. Je mène les deux carrières, consultante et chercheuse... La Banque mondiale est très professionnelle. On peut discuter. On nous enseigne des méthodes, on reçoit de la littérature. Les Nations Unies sont plus rigides, bureaucratiques. Ils ont des idées trop générales, parfois inexactes et ils s'entêtent ».

Au terme de cette exploration d'un premier paysage d'ONG, celui-ci se caractérise par sa dépendance à l'égard des bailleurs, un abandon de l'objectif initial de développement de la société civile en direction de services communautaires ou de microcrédit. Les femmes et la pauvreté s'installent comme des priorités durables niées par l'État ce qui pose un sérieux problème. De toute évidence, faute d'une transition politique, face à une régression dictatoriale autoritaire, les bailleurs abandonnent temporairement les discours émancipateurs pour ceux du développement économique d'abord, social un peu, en terme d'assistance aux catégories les plus défavorisées. Mais quelles sont-elles dans la précarité et la régression générale ? Le développement du « terrorisme islamique » n'est pas étranger à cette évolution, ni à celle du régime qui y trouve un alibi pour la répression généralisée.

La tentative de développement de la société civile a été le fait d'un groupe important de sociologues du pays et des bailleurs étrangers (USAID et Soros) et indirectement des multilatéraux. La crise politique et sociale dans laquelle le pays est plongé est due à la dictature présidentielle et à l'appauvrissement général de la population. Cette crise provoque un virage vers l'aide au développement. Mais les tentatives de promotion de la société civile ne se résument pas aux organisations citées qui sont les plus visibles. C'est pourquoi il faut maintenant évoquer plusieurs organisations dont les services sont différents.

*

3.

Des services à la personne à la gestion des pathologies

L'émergence et la construction du sujet individuel constituent un enjeu important après l'URSS. C'est ainsi que s'explique le développement d'approches psychologiques superflues en partie dans une société socialiste de prise en charge collective. La seconde cause du développement des services à la personne envisagée comme sujet psychique et émotionnel réside dans la crise sociale qui détruit les rôles prescrits par la société et les normes culturelles. Une énorme fragilité s'est abattue sur la population dès lors que la transition n'a pas eu lieu, qu'elle n'a produit que de la régression, dans tous les domaines, sans exception, sauf celle de l'oligarchie du pouvoir monopolisant les ressources. Ceux-là n'ont eu aucun problème pour apprendre l'anglais, le prêt-à-penser global, à l'exception notable de la démocratie politique et d'une économie de marché conforme aux canons du libéralisme. Tous les autres ont été proprement « largués » ce qui signifie que leur affiliation à la société est problématique, pénible, anxiogène. On mesure alors la profondeur de la crise et le marché qu'elle ouvre à une approche thérapeutique (et parfois caritative) des services sociaux puisque ceux qui étaient publics sont détruits dans une large mesure ou régis par une corruption sauvage.

Approches thérapeutiques

Les ONG locales sont donc confrontées à deux types de besoins, de services sociaux classiques (*welfare*), de prise en charge ou de conseil psychologique ou psychothérapeutique. Il s'agit de soigner ou de calmer les maux de la société et les

maux de la personne dès lors que le lien est largement rompu entre la société et les citoyens, malgré la rhétorique étatique.

Sabo est une ONG qui se définit comme prestataire de services sociaux et de conseil social. L'organisation a connu des jours meilleurs et en 2004 elle est en veilleuse. On y trouve deux coordinatrices, deux avocats, trois formateurs, deux psychologues, deux juristes. Sa directrice, Natacha, d'origine russe explique :

Depuis 1998, date de notre création, on a ciblé les populations défavorisées, enfants, femmes, vicieux. Depuis 2001 on est plus dans l'aide que dans la charité. Nos projets actuels portent sur le sida, les prostituées, les enfants des rues, les personnes âgées pauvres très nombreuses. Pour ces derniers on les aide à obtenir des papiers, l'assurance sociale, tous les droits qu'ils ignorent. On les accompagne aux guichets, on les réunit pour travailler avec des enfants, leur donner des cours. Nous n'avons plus que quatre salariés maintenant. On a été financé par Novib, par l'OSI et Soros, ITA Fact fait le *monitoring* de nos projets. Le blocage des ONG nous frappe de plein fouet. Notre compte est bloqué et les bailleurs attendent pour voir. Nous devons devenir centre de ressources pour le fonds global sida, avec le gouvernement. Tout est bloqué.

Les activités sont menées par le groupe de volontaires incluant les spécialistes mentionnés, jeunes pour la plupart, salariés dans le passé selon les projets (environ 75 dollars mensuels) qui ont une autre activité principale. Natacha poursuit :

Je suis originaire du Ferghana. Ma mère était médecin, exilée d'Ukraine, mon père russe, affecté en Ouzbékistan. J'ai fait l'institut pédagogique et j'ai enseigné au village. J'étais au Komsomol (organisation des jeunes du parti) puis j'ai monté jusqu'au parti régional. A l'indépendance j'ai travaillé dans l'appareil présidentiel à Tachkent. J'étais secrétaire de presse du président. J'ai arrêté en 1997 à cause de ma santé. J'ai des trous de mémoire. Il me fallait un travail plus autonome et plus souple. On a donc organisé un groupe d'initiative de 10 personnes, des femmes handicapées du travail, surtout des Russes malmenées dans des entreprises ouzbèkes. C'était un moyen de les recycler. Puis on a invité des jeunes, sociologues, médecins et on a créé ITA Fact. Le premier bailleur fut la mairie de Tachkent. On a commencé avec un bureau avant d'arriver dans cette maison. En 2001 on est devenu *Sabo*. Le lien avec la mairie demeure. En 1999 j'avais passé trois semaines aux Etats-Unis pour rencontrer des ONG, de femmes en particulier. J'ai pris des contacts utiles pour la suite. J'ai compris le mécanisme des ONG, attirer les bailleurs, explorer les donateurs locaux. Soros nous a financé pour le SIDA et nous avons reçu des fonds des Nations Unies. Avec Novib nous étions partenaires et cela m'a beaucoup appris. Les donateurs locaux sont peu actifs. Ils ne croient qu'à l'Etat... Il y a de nombreuses ONG ouzbèkes, plutôt petites. Les plus importantes sont dirigées par des Russes.

Les propos de Natacha soulignent le nombre élevé de responsables et fondateurs d'ONG ayant une expérience politique importante dans l'appareil du parti. Cela est encore plus évident parmi les femmes qui sont plus nombreuses à diriger des ONG visibles que les hommes. Il y a là un effet des formations dispensées en priorité aux femmes, des bourses de voyages mais aussi des compétences acquises par les femmes dans l'appareil soviétique qui produisait aussi des formes de leadership, suivant un schéma non américain.

Gulbar est coordinateur de projet à *Sabo*. Il est d'origine tatare et s'occupe des projets avec les *mahalla*. Il est volontaire après une longue expérience mais ressent la situation actuelle.

Il n'y a plus de collaboration depuis les attentats. Tout le monde a peur. Dans les *mahalla* on ne vous donne même plus les clés de la salle de réunion. En 1994, j'ai suivi un cours d'économie nouvelle de la GTZ (coopération allemande). Il fallait à l'époque apprendre le marché et la psychologie. Tout en même temps... En 2001 j'ai ouvert une PME (*Consulting, training, business*) avec quatre personnes. On vendait de la psychologie des négociations. Il n'y avait aucun client, question de culture. Par contre, j'ai vendu des cours à Eurasia foundation et à Soros (femmes leaders). Aujourd'hui que peut-on vendre et à qui ? Les clients préfèrent les formateurs étrangers. C'est plus prestigieux. J'ai été leader dans les jeunesses communistes et au syndicat, pas au parti. J'ai appris le capitalisme, le marché, jusqu'en 1995. Mais il y a peu de marché, pas de société civile et on ne fait que des activités communautaires depuis.

Sabo nous met en présence d'une organisation dotée d'une bonne réputation et conforme à la notion d'ONG entendue en Occident. Des services sociaux sont distribués, des initiatives sont prises, au nom d'un embryon de société civile, motivée, volontaire. Sur le terrain les services ne survivent pas à la fin des projets financés comme le montrent les groupes de personnes âgées rencontrés qui demeurent des récipiendaires passifs de subventions étrangères à leurs yeux. On observe d'autres rapports et une plus grande capitalisation dans des organisations comme *Barkanollik* (Perfection) qui se consacrent à la gestion psychologique des tensions familiales. Cette organisation a recruté la plupart de ses membres parmi les anciens clients. Irina a 40 ans et s'occupe du marketing. Elle est la sœur de la directrice. Elle a été formée en psychologie des enfants et exerça comme journaliste de publications enfantines.

En 1993 j'ai rencontré des psychologues américains dans un cours. J'ai essayé de trouver un travail sans succès. J'ai donc travaillé dans la publicité et les ordinateurs quelques temps. Mon frère était drogué et j'ai décidé de l'aider à s'en sortir. Mon mari m'a quitté à cause de cela. Cela a été dur, après quatorze ans de vie commune. J'avais besoin de soutien et je me suis tournée vers ma sœur qui m'a prise comme volontaire dans l'ONG, puis comme salariée... J'étudie Françoise Dolto pour ma

fille et mon frère n'est plus drogué. J'ai retrouvé du courage dans cette organisation. J'ai suivi plusieurs cours d'IREX, UNDP (Nations Unies). En 2003 j'ai fait un stage à l'institut de psychologie à Moscou.

Les compétences d'Irina sont héritées de son expérience du marketing et des relations publiques. Elle possède peu de connaissances et de bases théoriques mais surtout des outils provenant d'une psychologie envisagée comme instrument de gestion des tensions. C'est une approche pour résoudre des problèmes, à base de sources russes et américaines sur la violence dans la famille, un thème très documenté et très sensible en Ouzbékistan. La plupart des clients sont des couples ou des femmes en voie de divorce. « Je m'appelle Svetlana. J'ai 28 ans. Je suis d'origine russe. Mon couple était prêt à casser et je suis venue ici sur recommandation d'une amie. J'ai un bon salaire dans la téléphonie. J'ai suivi un séminaire de *Barkamollik* avec dix personnes, en couples durant deux semaines à raison de six heures par semaine. Ces séminaires sont payants mais ils sont très utiles, tout comme les entretiens que j'ai eus. J'ai repris confiance en moi. C'était en 2002. Maintenant ça va bien ».

Irina est volontaire bénévole après avoir été chef du bureau. C'est une femme d'origine russe de 42 ans, née en Sibérie. « *Barkamollik* m'a évité le divorce. On a sauvé mon couple. On divorce à cause des caractères mal maîtrisés. J'ai appris. Mon mari qui était médecin a quitté l'hôpital pour devenir prêcheur. Il s'est converti ici à Tachkent. Il n'y avait plus rien à l'hôpital. Il ne pouvait plus travailler et voyait les gens souffrir. C'est un pasteur russe qui l'a convaincu de guérir le cœur d'abord. Il y a beaucoup d'anciens chefs des Komsomol (jeunes communistes) dans les religions. Nos grands-parents étaient communistes, nos parents doutaient, nous on est protestants. On ne cherchait pas Dieu quand le parti donnait tout. Maintenant c'est différent. Il faut être sur le qui-vive en permanence, sinon on n'a rien ».

La construction du sujet individuel, surtout parmi les femmes, est au cœur du projet de *Barkamollik*, même si cette ONG tend à formuler cela en termes de maîtrise des conflits. Cette organisation occupe deux bureaux et une salle de cours dans un vieil immeuble du centre ville de Tachkent. La multiplication des tensions personnelles devrait lui permettre de survivre, même si les financements étrangers se font rares. L'émergence du sujet psychique est au cœur des activités de cette ONG. « J'ai appris à m'aimer » dit une cliente devenue volontaire qui ajoute : « Ici la société ne vous aime pas. Il faut se défendre. Il y a de plus en plus de divorces. C'est la révolution sexuelle occidentale peut-être. En URSS on avait le culte de la famille ». Une autre cliente renchérit : « Les conflits avec les maris sont légion. Moi j'ai évité le divorce. Le statut des femmes ce n'est pas l'islam qui le produit.

Les femmes étaient libres dans le passé. Orthodoxes, protestants, il y a des dictatures partout, des fascistes ».

Barkamollik est présenté comme assimilé « culture de la famille ». En 2004, l'ONG qui était soutenue par Soros a peu d'activité et ses fonds sont bloqués. Les années précédentes *Barkamollik* avait reçu des fonds de Counterpart (1997-98, 15 000 \$) pour la prévention des conflits et de la violence domestique, de l'ambassade des États-Unis (6 000 \$ pour des films et livres), trois financements Soros de 10 000 et 25 000 \$, puis 32 000 \$ bloqués pour la formation psychologique dans le centre de ressources. La fondation allemande Fredrik Hebert a de son côté financé des formations pour les femmes leaders, tout comme le Mercy Corps (États-Unis). La directrice de *Barkamollik* est assez critique à l'égard des bailleurs.

Les américains sont très exigeants. Pour un dollar ils veulent cent dollars de résultats. Mais l'apprentissage qu'ils donnent est très important... Counterpart nous traite comme des bébés... Au début il y avait beaucoup d'Ouzbeks dans les projets mais il y a eu tellement de corruptions qu'ils sont moins nombreux dans les ONG. Depuis 2001 les chefs américains font place à des locaux bien formés. Les Allemands font confiance, tout est planifié avant et il n'y a pas de problèmes. On a réalisé avec leurs fonds trois séminaires pour les journalistes dans trois villes pour les sensibiliser à la violence conjugale, à la polygamie, aux mariages précoces, aux belles-mères. Nous préparons aussi des femmes leaders d'associations en vue des élections locales. Pour sortir de la crise on va organiser des cours payants pour les parents, les enfants, les couples. Coscom, la compagnie de téléphones, nous a confié la gestion psychologique des ressources humaines.

Cette femme dynamique a été formée dans le cadre du parti communiste dont elle affirme que la promotion y était réelle. Celle des femmes est manifeste puisque la plupart des responsables d'ONG femmes sont issues de ce vivier.

On tient une émission hebdomadaire à la radio. "La famille heureuse". Notre organisation est un centre de confiance mais la dégradation de la situation entre l'État et les ONG bouche l'avenir. IREX a payé un cours pour les fonctionnaires locaux en 2003. Ils sont formés. Le forum des ONG d'Eurasia en 2004 n'a pas été utile. La conférence des femmes cette année n'a pas fait avancer la coordination voulue par les Nations Unies. Dans le même temps l'organisation des femmes de l'État prend en main tout ce secteur. Celles qui refusent ne sont pas enregistrées. Nous, heureusement, on a été enregistrés en 2003. On est passé juste avant le couperet...

La famille est un thème durablement porteur et producteur de légitimité car l'idéologie étatique de l'identité nationale en fait un pilier de la société et de la retraditionnalisation. Le risque, pour *Barkamollik*, est de répandre un modèle de relations familiales de type occidental. L'État nie en effet l'importance de la

violence familiale et prône des valeurs familiales extrêmement conservatrices. Dans de telles circonstances le double langage devient une nécessité. *Barkamollik* est né en 1996 de l'initiative d'anciens journalistes soviétiques devenus psychologues. Cette organisation se situe au cœur d'un conflit de fond entre les traditions ouzbèkes invoquées par le régime et des normes plus « modernes », occidentales, globales même. L'époque des centres de crise, des centres de ressources de Soros est révolue mais cette pédagogie a produit des fruits durables, désormais enfouis en partie. Entre la vision étatique d'une famille traditionnelle produisant des personnalités harmonieuses par la soumission et les normes internationales en matière de droits des femmes, des enfants, le fossé se creuse chaque jour rendant d'autant plus nécessaire une approche psychothérapeutique, une attention, une écoute qui attire les clients, quelques-uns dans l'accablement généralisé. Cela se passe dans une société où la réussite dans les affaires n'est pas accessible car elle est monopolisée par l'oligarchie du pouvoir, ce qui bouche singulièrement le paysage et rend de plus en plus inopérants les mythes américains ou libéraux sur les fortunes bien acquises dans un capitalisme de bandes dessinées pour le plus grand bonheur du radicalisme islamiste à l'affût.

Du renforcement des individus, sujets d'une société civile en formation, *Barkamollik* est passé, par nécessité, à un objectif plus ajusté à la situation. Il consiste à offrir des soins, une assistance psychologique à certains membres d'une société dont les repères ne sont pas reconstitués après la fin de l'URSS et qui errent ainsi entre un âge d'or perdu au fond de l'histoire et une société et une économie ruinées et sans perspectives ouvertes. Le spectre de l'islam pèse sur ce chaos. Anastasia, la directrice de *Barkamollik* souligne les contradictions évoquées lorsqu'elle affirme : « Depuis mon voyage aux États-Unis en 1995, puis en Allemagne en 1996, je n'ai pas changé mes idées. On était enthousiastes, plein de projets et on en a réalisé beaucoup. Mais la société ne sait pas, elle est bloquée. Tout ce qu'on a appris, qu'on nous a enseigné, les livres américains, russes, tout cela est très utile mais les résultats sont peu visibles et les bailleurs sont impatients. Ils croient qu'il suffit d'investir pour avoir des résultats. Nous avons ici des forces contraires, une concurrence sauvage. Les ressources sont rares. Il faut être solide pour résister, tenir le cap, sans se jeter contre les portes quand elles sont fermées... Pour le moment. On ne pourra pas rester coupés du monde toujours ».

Une sorte de *focus group* spontané s'est produit avec des femmes ouzbèkes¹ désireuses de développer une ONG. On appelle *focus group* une méthode technocratique pour provoquer des groupes de discussions autour d'une question

¹ Note déjà évoquée dans la deuxième partie de cet ouvrage.

fermée, avec des résultats assez artificiels quand les questions ne sont pas ouvertes. Ces quatre femmes sont toutes éduquées et diplômées d'études très supérieures (doctorat). Elles ont environ 45 ans et veulent fonder une ONG « Lumière de l'amour » dont elles ne savent pas comment assurer le développement.

Notre but c'est d'améliorer la société. Les *mahalla* sont trop traditionnelles, coupées de la société. Ils servent le gouvernement. On voudrait s'occuper d'enfants victimes de violence. Mais les droits des enfants dans notre pays ça ne veut pas dire grand chose. On ne sait pas comment procéder. Ce qu'on veut c'est lutter contre la tradition qui revient depuis l'indépendance comme une renaissance médiévale. Il y avait moins de tradition sous Staline. Les femmes aujourd'hui ont peur. Elles sont lâches. A l'époque soviétique, la stabilité morale et financière faisait qu'il y avait moins d'oppression. L'indépendance nationale a augmenté la dépendance des femmes car le nationalisme ici est traditionnel.

Elles me montrent un projet pour avis où rien n'est justifié. Il s'agit d'une liste de bonnes intentions avec des budgets abstraits et des salaires si bas que le moindre bailleur doutera (à tort) de leur compétence. La notion de droits abstraits (types droits universels) est étrangère à ces philosophes qui se réfèrent à un « bien » situé hors du pays, mais sans statut théorique. On observe dans leur discussion qu'en Ouzbékistan la légitimité est culturelle plus que politique. Elles agitent la « psychologie nationale, les particularités ouzbèkes (*o'zbekchilik*), les usages ». Le sujet ici est difficilement individuel, et il est culturel plus que politique. Cela favorise à l'évidence les régimes autoritaires et explique en partie l'absence de société civile. Deux de ces femmes ont travaillé avec le président et ont participé à la création du Centre de l'opinion publique (*Ijtimiy Fikr*). Elles se sont écartées en constatant l'évolution peu démocratique du régime. Rencontré en 2004, ce groupe de femmes a été revu en 2005. L'une d'elles était décédée d'une tumeur. Les autres étaient accablées par la fermeture d'ONG et le massacre d'Andijan. Elles témoignent de la quête d'intellectuelles d'origine ouzbèke, honnêtes et bien intentionnées, aujourd'hui enfermées dans un univers sans beaucoup d'espoir et condamnées à une forme de solitude douloureuse alors qu'elles disposent d'instruments de communication et souhaitent cette ouverture, comme les internautes rencontrés précédemment.

Ce qui frappe c'est d'abord leur propension à envisager les droits comme produit de l'histoire et de la tradition et leur extrême difficulté à saisir la notion de droits abstraits ou universels, ou sans frontières, le tout assorti d'un idéalisme sans rivage comme en atteste le nom de leur ONG, les lumières de l'amour, qui n'aura jamais d'activités réelles mais représente une velléité d'émancipations dans l'immédiat.

Eloignons-nous plus encore de la promotion de la société civile et restons dans le soin, la santé et la prestation de services avec le centre de Galina, directrice du « Centre d'adaptation » qui nous met en face d'une étrange institution. Présentée comme une ONG cette organisation comprend un orphelinat, une clinique de jour sophistiquée, une école d'anglais, des cours de couture et de coiffure, un restaurant ouvert dans le jardin. C'est une affaire qui marche bien et illustre une fausse ONG ou une entreprise déguisée. C'est dans une voiture allemande noire et neuve qu'on vient me chercher lors de la première visite conduite par l'époux d'une responsable d'ONG (femmes et société cf. supra) qui m'a mis en rapport.

Galina est kazakhe et entame un discours pour donateurs naïfs, sur les pauvres, les orphelins, les invalides. Après ces propos philanthropiques elle en vient aux femmes aisées qui viennent acquérir une formation en anglais, comme leurs enfants. L'insistance à propos de l'orphelinat vise à émouvoir les bailleurs. Parmi ceux-ci la coopération japonaise a beaucoup donné, en particulier à la clinique avec le matériel parmi les plus sophistiqués de la ville (échographie, laser). Une visite du premier ministre du Japon signale que cette organisation se situe dans l'orbite de l'Etat. Ouvert en 2000 ce centre a reçu des dons de nombreuses usines nationales. On y observe un double langage permanent. L'assistance en direction des pauvres est mise en avant mais les clients qui fréquentent les lieux sont aisés et viennent en voiture personnelle. Ainsi la clinique serait gratuite pour les pauvres et payante pour les riches. L'observation des visites permet de conclure que ces pauvres servent d'alibi à l'ensemble du dispositif. La directrice affirme, avec une énorme autorité : « Nous avons 35 à 40 employés et beaucoup de clients. La clinique est autofinancée (les entretiens à la clinique affirment le contraire). J'ai travaillé à Moscou, directrice d'un cabinet et je suis arrivée ici en 1998. Mon père était procureur au Kazakhstan. J'ai une société privée d'audit financier du secteur public. J'envisage de me présenter aux élections. (Elle cite un de ces partis fictifs montés pour la façade électorale et démontés ensuite). Mon mari est ouzbek. Il est procureur comme mon père. J'ai beaucoup de projets, par exemple un jardin d'enfants... On m'appelle Margaret Thatcher pour l'autorité ou mère Thérèse pour la charité. Ca me plaît. »

Avec un immense culot, propre aux élites des pays les plus pauvres, Galina assène un bavardage international humaniste très volatile. Elle réalise un numéro de claquettes verbales et représente l'oligarchie qui entoure le pouvoir. habituée au mensonge permanent. Au mur, à la place réservée habituellement à la photo du président Karimov trône une photo de classe de filles de l'orphelinat habillées de

blazer digne de Neuilly ! Une autre photo montre la promenade des anglais à Nice. Mon malaise ne dérange pas du tout Galina, si elle le perçoit.

J'ai développé l'enquête quelques jours dans la clinique Dison, centre de diagnostic médical où sont réalisés des examens et analyses coûteux, peu pratiqués dans les hôpitaux publics. L'examen des registres et quelques entretiens montrent que certains patients pauvres sont traités sur présentation des hôpitaux tandis que la majorité des malades sont issus de la classe des nouveaux riches du pays. Ils viennent de leur propre initiative, cette clinique étant techniquement « moderne » donc distinguée.

Lola est médecin-chef. Elle affirme : « Le personnel est recruté par concours. Pour vingt candidats il y a une élue. On vise la qualité des soins. La moitié des patients sont pauvres. Les autres assez riches. Les analyses sont rapides, traitées par ordinateurs. Les gens apprécient. On fait plutôt les diagnostics pour les pauvres que les traitements. Les soins coûteux, on refuse les gens car on ne peut assurer la gratuité. On a un service de psychothérapie et de psychanalyse, le seul de la ville. La plupart des médecins ont des diplômes de Moscou. Les prix affichés dans la clinique (pour les analyses de base) sont de un dollar (urine) à quatre dollars (analyse gram). » Le laboratoire réalise 15 à 20 analyses quotidiennes. La laborantine souligne qu'il manque des produits et que les réactifs sont trop coûteux. Les clients peu nombreux sont dus au coût selon elle.

Le médecin en charge du scanner est une femme ouzbèke formée à Moscou pour utiliser les appareils. Elle a quitté l'hôpital public depuis sept ans. Son salaire est de 300 dollars mensuels. Elle affirme : « Les clients payants sont exigeants. Les gratuits sont partagés entre la satisfaction et la honte. Les clients sont plutôt jeunes. Les vieux vont à l'hôpital. Je vois 20 personnes par jour dont 7 ou 8 gratuits. »

La psychothérapeute Iroda est une jeune femme qui a fait un stage de huit mois à Moscou pour les thérapies pour alcooliques, drogués et enfants. Elle pratique de nombreuses méthodes (respiration, hypnose, danse orientale...). « On cache la violence ici. Il y a beaucoup de suicides. Je reçois les gens pendant une heure. Ils payent 3,5 \$ la première fois, 2,5 \$ ensuite. D'autres thérapies comme la méditation c'est 5 \$. J'ai un ou deux gratuits, une ou deux fois par mois mais je traite surtout des riches, dépressifs ou drogués. Les pauvres ont une meilleure observance mais sont plus violents et suicidaires. Le service date d'un mois seulement. Je n'ai que deux ou trois malades par jour. Parmi eux il y a 50 % de drogués. »

Le centre d'adaptation entretient une salle où trônent des machines à coudre sans apprentis, comme dans de nombreux pays visités. La vue de ces machines à coudre semble internationalement émouvoir les dames patronnesses des

ambassades occidentales. Du Bangladesh en Ouzbékistan j'ai observé le même spectacle. Ce centre est une organisation pseudo-caritative à l'image de la société, pilotée par des membres de la classe des nouveaux riches qui sont présents sur ce créneau de la philanthropie... Comme Bill Gates ou Warren Buffet, en version locale, plus grossière et un peu mafieuse probablement.

Femmes et Société est une organisation dirigée par une femme de 55 ans, russe d'origine, en Ouzbékistan après l'exil de ses parents par Staline en 1952. Elle a fréquenté l'école du parti communiste jusqu'en 1989. Elle a occupé des postes importants dans le parti, adjointe à la propagande régionale puis au comité central à Tachkent, chef de la propagande. Son discours porte les stigmates de cet emploi. Elle ne regarde pas son interlocuteur et énonce le discours destiné aux bailleurs avec une froideur glaciale. C'est elle qui m'a suggéré de rencontrer le centre précédent où elle a un enseignement. Elle raconte :

J'ai quitté mon travail au parti pendant la perestroïka pour la mairie de Tachkent puis rapidement j'ai travaillé dans une agence commerciale à l'indépendance. J'étais adjointe du directeur général. J'ai gagné pas mal d'argent jusqu'en 1995 date à laquelle la fondation Konrad Adenauer (de la CDU allemande) a ouvert un bureau. J'y ai été recrutée jusqu'à aujourd'hui. Je m'occupe de l'organisation des séminaires. J'ai obtenu un stage en Allemagne en 1997 où j'ai appris comment faire une ONG. J'ai ouvert Femmes et Société tout en travaillant à la fondation allemande à mi-temps. A Counterpart j'ai suivi tous les cours sur la collecte de fonds. Le premier projet sur les droits des femmes a été financé par Counterpart. En 1998 les dirigeants allemands ont financé un second projet après une visite. J'ai décidé de vendre ma maison pour acheter ces bureaux... Tous nos fonds sont étrangers mais les projets sont discutés avec les autorités locales. En 2003 j'ai ouvert un centre pour les femmes chômeuses avec 3000 \$ de la Banque asiatique et j'ai passé ma thèse sur les femmes. Le stage en Allemagne m'a ouvert les yeux. Nous étions six femmes d'Asie centrale, toutes leaders politiques. Pour moi, il y a continuité. Au parti, on était là pour aider la population, pour le bien du peuple. Aujourd'hui c'est pareil. Le gouvernement fait son possible mais la société se dégrade... Notre travail actuel se déroule dans les prisons où nous donnons des cours et des formations professionnelles aux femmes incarcérées (coiffure, couture...). Si une femme peut faire ce que j'ai fait c'est qu'il y a une société civile.

Les propos de cette femme révèlent une extrême autorité doublée d'une grande familiarité avec la rhétorique qui plaît aux bailleurs. Sa proximité probable avec l'appareil d'Etat lui permet de faire financer par des bailleurs étrangers des actions sociales qui sont récupérées par les autorités. Il s'agit en fait d'une subvention déguisée à l'Etat, via l'ONG qui y trouve son compte en salaires. Comme dans le centre précédent, l'étranger c'est l'argent et il n'y a pas de pilotage par l'étranger. Ce type d'ONG est évidemment apprécié par l'Etat qui reçoit des

ressources sans contestation idéologique ou programmatique. Les visites des bailleurs étrangers, tout comme celles des officiels ouzbeks, sont des cérémonies programmées, une distribution d'images radieuses, comme sous l'URSS. Et tout le monde est satisfait dans son rôle, les philanthropes comme les cyniques.

La fondation Konrad Adenauer est une des rares organisations étrangères à accepter une tutelle grossière de l'Etat local en 2005. C'est la fondation libérale de la CDU, la droite allemande. La lecture des brochures révèle quelques inexactitudes, telle que le qualificatif d'autogestion appliqué aux *mahalla* ou encore la mention de syndicats étudiants au pluriel. Naïveté ou cynisme, une visite au bureau de la fondation nous emmène dans un immeuble de l'Etat (ancien immeuble du premier ministre) où la jeune responsable allemande est chapeautéée par un technocrate ouzbek qui répond à sa place avec une étonnante grossièreté. Katrin la contrôlée et Abdullajon le contrôleur nous plongent dans une pièce de Kafka. Le discours idéologique de la responsable évoque le pluralisme et la démocratie et des activités dans tous les continents. Le bureau a ouvert en 1994 avec des objectifs occidentaux classiques : démocratie, médias, jeunes, droit, femmes, prisonniers. Ce sont soi-disant les acteurs locaux qui proposent les sujets et les budgets. A toutes les questions portant sur le contexte peu favorable aux initiatives locales avec un régime autoritaire dur, aux obstacles pour « donner du pouvoir » aux gens le contrôleur ouzbek répond avec aplomb des contrevérités manifestes niant la situation. La directrice est gênée à la fin de l'entretien. Elle s'excuse d'être arrivée il y a peu de mois et conclut, sans risque, « on choisit d'avancer à petits pas ». Enkystée dans un bâtiment public sous un contrôle rapproché, la fondation Konrad Adenauer n'est pas en mesure de remplir ses objectifs. C'est un bailleur sous la tutelle d'un Etat dictatorial, sous le prétexte de la coopération internationale.

Une visite à la fondation Friedrich Ebert (parti SPD allemand) rassure un peu. Tout en respectant les formes requises par la coopération, cette fondation n'occulte pas la situation politique et sociale catastrophique du pays. Elle s'est installée en 1997 et son programme n'est pas très différent de la fondation Adenauer, avec une insistance sur les réformes et la paix, l'indépendance de la justice, la gestion équitable de l'eau. La fondation ne distribue pas de bourses mais finance des ONG partenaires comme *Barkamollik* et travaille aussi avec l'Etat. Le directeur Wilfrid commente la situation : « Nous nous heurtons à la tradition de l'Etat traditionnel bureaucratique. L'Europe est bien vue mais on se concurrence entre Européens. Les Chinois sont très présents dans les affaires, discrets, très efficaces. Ils visent les ressources pétrolières. Les normes occidentales ont été

présentées sans tact, brutalement. Cela a bloqué la situation. On a sous-estimé les spécificités locales... »

Ces fondations allemandes distribuent des deniers publics allemands mais comme bailleurs elles s'inscrivent dans le paysage des ONG. Ce sont les plus citées des organisations d'Europe avec le programme européen Tacis. Les quelques projets français (ACTED, microcrédit) ou italiens sont peu visibles. Médecins Sans Frontières intervient dans quelques hôpitaux sur la tuberculose en particulier.

Les ONG comme arrimage de l'errance

Dans un contexte où la nature même des ONG est perçue très confusément on ne s'étonnera pas de rencontrer des projets, des personnalités, des discours délirants peu ou prou. Les évoquer permet de faire toucher la quête, l'errance, le délire de certains acteurs qui investissent leurs phantasmes dans les ONG.

Tursuna dirige l'ONG *Sharq Ayoli* (Femmes de l'est). Sur sa carte, sous son nom figure la mention « académicienne de l'académic internationale de l'unité spirituelle du peuple du monde ». Elle dispose d'un grand bureau en centre ville et entretient d'excellents rapports avec le régime car elle exprime un nationalisme farouche.

On est né en 1999 pour financer des actions de femmes. Avant j'ai travaillé dans l'industrie militaire puis une banque russe. Notre fonds pour les femmes est multiethnique et multinational. Nous ne sommes pas féministes. On traite tous les problèmes des femmes dans la famille, de la lutte contre le terrorisme et la violence. Nous avons des filiales en Russie, au Kazakhstan, Tadjikistan, États-Unis. J'ai visité Israël et la Palestine. Je projette d'organiser une conférence "La voix des mères pour la paix". Le drapeau est là, derrière moi. Il s'agira de s'adresser à tous les présidents. En 2002 je suis allée à Chicago. J'ai trouvé deux donateurs : le Mont Samuel et le Pont des chrétiens. Vous les voyez sur ces photos. On a onze centres dans la république avec quatre cent volontaires. Le centre en arts martiaux ouzbeks s'appelle *Judo Temur*. Nous avons réahsé une carte hydroécologique et attendons la collaboration de l'UNESCO à Samarcande. Une autre mission c'est d'attirer l'investissement, créer le contexte. On a présenté un projet de 50 millions de dollars à la Banque mondiale et un autre de 35 millions de dollars pour un hôpital pour la tuberculose avec des ambulances en hélicoptères. Nous avons un permis de l'Etat pour les Télécoms. Notre marque est Sharq Télécom, téléphone et internet. C'est le marketing qui compte. Nous sommes intermédiaires pour le transit des fonds. On aide les entreprises étrangères à se défiscaliser en demandant 10% de leurs profits annuels comme dons. Nous avons 16 salariés à Tachkent. Je refuse de travailler sur les problèmes de discrimination et de violence. Il n'y en a pas ici. Nous sommes plus avancés que le Pakistan...

Dans cette organisation l'album de photos tient lieu d'actes et il semble que les projets soient plus nombreux que les financements extérieurs. Les propos de la directrice illustrent une forme de délire autour des ONG et un discours aux accents proches de certains passages écrits du président Karimov. Il s'agit en particulier de la confusion entre désir et réalité.

Le système d'appels à propositions a favorisé la formulation de projets parfois peu raisonnables. Ainsi dans une liste des projets proposés à IREX on relève la demande de l'Atakaman Charitable Foundation pour l'établissement d'un « centre public pour les lumières juridiques et économiques (sic) », la constitution d'un « Republican business incubator » pour aveugles, une demande de la fédération de karaté du Karakalpakistan, un projet de téléphonie mobile au service des paysans, digne de Jacques Attali, une demande de tapis et de magnétoscope pour un centre de gymnastique pour les femmes... parmi des projets plus classiques, voire des demande d'ONG d'Etat comme Ecosan (environnement).

Laziza est une femme d'origine ouzbèke qui anime « La chaîne du honneur ». « J'ai dirigé le musée des arts appliqués en 1999. J'ai été candidate députée du parti Fidokor. Je voulais appliquer la théorie du président. Nous avons des devises : change ta vie en bien, deviens ce que tu veux, donne toi la chance, Dieu donne à tous la même chose. J'ai reçu le prix de la pomme d'or pour l'exposition des artisans ouzbeks. Notre ONG est enregistrée. Le fondateur de la chaîne du honneur c'est Napoléon Hill aux États-Unis. Je l'ai découvert dans des livres en russe. Ils font des psychotraining, des thérapies psychiques. Mes quatre sœurs sont aux États-Unis et mon mari a été vice-ministre. »

L'univers évoqué nous plonge moins aux marges des ONG qu'au centre de la crise que vivent les gens de toutes origines aujourd'hui à la dérive, partagés pour certains entre la recherche d'un maître et un œcuménisme sans fonds, un universalisme sans rivage, un idéalisme sans sujet.

Hors de la tête de certaines ONG, ces quêtes et ces dérives plus ou moins délirantes s'observent dans les ateliers Internet déjà évoqués. Ainsi une femme de 65 ans, d'origine biélorusse, se présentant comme ingénieure, économiste, psychologue de la perception, poète et essayiste... a suivi de multiples formations. Elle raconte : « Je suis actuellement consultante au centre culturel de Biélorussie. En 1990 je suis allée en Russie financée par Soros. Je m'occupais de la perception de l'écologie. Dans la psychologie j'ai défini seize types de perceptions de la culture par les gens. J'ai suivi des cours de Counterpart en 1996 sur les droits de l'enfant. J'ai travaillé dans trois ONG que j'ai quittées. Maintenant j'envisage de créer une ONG sur le futur de l'humanité puis une assemblée des cultures de l'Asie

centrale. C'est moi qui fais le projet avec trois personnes. Ici on vole trop. Il faut des directeurs étrangers et des contrôleurs financiers étrangers. »

Marat a 38 ans. Il s'est inscrit à l'Internet d'ITA Fact pour travailler sur la culture globale de la paix : « Il faut restaurer notre culture nationale pour déboucher sur une culture mondiale. Notre symbole, ce sont douze étoiles qui descendent sur la terre, comme les douze berceaux des civilisations (dont l'Australie). La culturologie, c'est faire une civilisation unique avec des morceaux. Car le temps de l'utopie est revenu. J'ai lu Thomas More, Campanella. Le global circule entre le cosmos, la terre, les hommes. L'Ouzbékistan n'en est qu'aux manifestations culturelles pas globales. Les gratte-ciel sont comme les pyramides des Incas. On retrouve la même structure. Mon ONG *Tiorakul* travaille pour le développement de la culture. Nous sommes dix, dont quatre académiciens. L'astrologie nous sert de langage. Je suis acteur de théâtre et voudrais monter une faculté des marionnettes. Je compose aussi des chansons. Je suis venu ici pour parler avec des gens. Nous allons vers une seule civilisation de paix et la religion c'est le cosmos ».

Ces paroles manifestent d'énormes attentes ayant peu de rapports avec une réalité sociale, économique, politique. Quelques ONG sont aussi, en Ouzbékistan, un remède à la solitude de personnes égarées dans une quête sans bornes ou certaines « ONG » semblent l'antichambre d'une prise en charge psychique.

Pour compléter ce tableau des ONG à forte visibilité l'enquête s'est déroulée dans deux capitales provinciales afin d'observer le fonctionnement des ONG locales et régionales.

*

4.

Les ONG en province

Kokand et Nukus sont des capitales provinciales où les ONG sont actives. C'est pourquoi elles ont été choisies. La présence du pouvoir est moins proche en province et il semble que les marges de manœuvre sont plus ouvertes avec les autorités provinciales avec lesquelles des collaborations sont plus facilement nouées. La situation des ONG est un peu moins précaire en province. Etant plus facilement visibles dans les capitales provinciales, elles sont relativement moins suspectes. Les autorités locales sont un peu plus ouvertes aussi. Enfin leur nombre est moindre qu'à Tachkent avec moins d'espace pour des fictions d'ONG, réduites à une intention, un beau titre, et c'est tout. On observe en province des organisations similaires à celles de la capitale comme des centres de ressources consacrés au développement de la société civile. Elles sont financées par IREX, Counterpart, Soros... A côté de ces ONG fleurissent des associations culturelles sur l'écologie ou les beaux-arts développant une approche de type patrimoine ou valorisation d'une ressource locale, particulièrement à Nukus, capitale du Karakalpakistan, région autonome lointaine.

Les ONG à Nukus

Dildora dirige l'ONG « Héritage : l'âge d'or de la mer d'Aral » soutenue par l'UNESCO. Elle est députée au parlement et préside l'association des directeurs d'ONG du Karakalpakistan qui comprend neuf femmes. Elle est inscrite au parti Fidokor, l'un des alibis pluralistes du régime et professe le droit civil. Par sa

formation et son autorité cette femme s'inscrit en bordure de l'appareil d'État, à proximité des bailleurs comme parlementaire, et en prise avec une certaine réalité sociale comme ONG. Son propos de circonstance s'intègre bien à l'idéologie nationale : « Le chômage des femmes est très élevé et il faut leur donner du travail car elles stabilisent la société. Mon organisation entend valoriser nos traditions d'Asie Centrale. J'ai des liens avec le Kirghizstan. On développe la broderie en liaison avec le gouvernement. On a reçu des financements des grands bailleurs pour le conseil des directeurs d'ONG du Karakalpakistan... De nos jours, c'est le microcrédit qui se développe avec la Banque asiatique et l'UNDP. On touche 5 000 femmes dans cinq arrondissements. On leur donne de 20 000 à 500 000 soums, par tranches de six mois et sous la responsabilité collective d'un groupe ». Ce profil à l'interface de l'État, des bailleurs, de la société, véhicule de nombreuses ambiguïtés. La pluralité des activités et des engagements dans plusieurs organisations nous mettent en présence d'une femme politique opérant au niveau régional la liaison des ONG locales avec le pouvoir central. C'est la raison pour laquelle elle nous a été présentée comme l'une des clés pour aborder les ONG à Nukus, avec Jamila qui dirige le centre de soutien à la société civile de Nukus.

Cette organisation dispose d'un vaste local avec des salles pour les formations et séminaires. Le centre diffuse les informations de base sur les ONG et la région et produit un journal électronique hebdomadaire. Il propose des conseils aux ONG, et dresse un bilan trimestriel des activités avec les ONG, le *hokimiyat* (exécutif local), le ministère de la justice. Sur les 230 ONG apparues au Karakalpakistan, seules 25 sont opérationnelles en 2005. Voilà qui donne la mesure des espérances initiales, souvent naïves, et de la situation dégradée.

Dans cette région de la mer d'Aral, les ONG environnementales ont servi de déclencheur. Mais les approches écologiques impliquant des personnes compétentes et motivées sont plus rares selon l'époux de la directrice, agronome, enseignant à l'université agricole. « En 1996 nous avons monté un groupe d'initiative avec des agriculteurs indépendants puis en 1997 l'« Union de défense de la mer d'Aral ». Notre but c'est de conseiller les paysans qui sont perdus depuis la fin des kolkhozes et les activités n'ont pas cessé depuis, soutenues par des financements extérieurs, dont Novib des Pays-Bas. Nous n'approchons pas la société civile par la théorie. D'ailleurs, la mention « société civile » est mal vue par le ministère de la justice depuis l'interdiction de Soros en 2004. »

Son épouse Gulnara, dirige l'organisation avec intelligence et autorité. C'est une quadragénaire née en Kazakhstan, formée à Leningrad. « J'ai acheté ce bâtiment en 2001. Auparavant s'y trouvait le bureau régional de Counterpart international. Depuis 1998 j'animais un centre de soutien à la société civile. On fait

beaucoup de formations pour les autres ONG, pour les *mahalla*, des individus. Nos quatre formateurs dirigent tous une ONG et trois d'entre eux travaillent avec l'État. IREX finance certaines formations, d'autres sont financées par les participants. Nous menons aussi des recherches sur les cadres des ONG et la place des personnes âgées dans les ONG. On travaille pas mal avec le *hokimiyat*. Depuis 2003 les relations avec l'État sont plus délicates. On a resserré les liens avec les *mahalla* à leur demande mais ils sont moins dynamiques que les ONG. Ils sont supposés participer à hauteur de 10% dans les projets mais leur engagement est laborieux... Je ne suis jamais allée aux États-Unis contrairement à beaucoup de femmes leaders d'ONG. J'ai eu une bourse Soros en 1998 mais la méthode des jeux de rôle ne me plaisait pas. On ne peut pas tout dire, tout faire, et son contraire. J'ai suivi un séminaire de la Ford foundation sur la mer d'Aral à la même époque. C'était les graines de la démocratie. Counterpart nous a financé des programmes de santé parfois mal ajustés à notre situation. On s'est disputé. A IREX ils sont plus attentifs. L'impact des formations est difficile à évaluer. Sur 100 personnes formées on en retrouve à peu près 5 dans une ONG et dans le domaine d'activité. Ce n'est pas énorme mais dans les conditions locales c'est un résultat. Il ne faut pas trop se plaindre dans notre province, car on connaît les fonctionnaires et il y a moins de tensions qu'à Tachkent. Le centre dispose d'un budget de 30 millions de soums dont 80% proviennent d'IREX. Nos recettes propres ne sont que de 370 000 soums. Nous sommes trop dépendants des bailleurs mais les ressources financières locales sont minimes. Je réfléchis à des plans pour subsister dans le futur qui sera difficile. J'envisage de poursuivre dans la formation des cadres et l'établissement d'un diplôme. Il faudra maintenir nos compétences dans un environnement où il y aura moins de bailleurs occidentaux. On affiche des propositions de thèmes de formations pour les gens qui passent ici puis on réalise celles qui attirent des clients. Les formations les plus attractives semblent celles qui abordent la gestion financière, les ONG et la communauté, la collecte de fonds, le témoignage (*advocacy*). A l'inverse le volontariat, le développement des associations, les ressources humaines, la planification stratégique, les méthodes de présentation, l'environnement, tout cela attire moins les candidats ».

Natalya est une « femme d'autorité ». Elle est médecin et dirige l'ONG *Perzen*, l'une des plus anciennes de la province, puisqu'elle remonte à 1991. Après s'être consacrée à la famille (*perzen*), l'organisation s'est spécialisée sur la santé des femmes, l'éducation sanitaire et la microagriculture. L'ONG édite un luxueux bulletin sur papier glacé et a été financée par tous les principaux bailleurs. « Je suis issue d'une famille de médecins très connus. J'ai passé douze ans à Moscou. Je suis rectrice de la faculté de médecine et députée au parlement provincial. Les ONG en

Ouzbekistan sont peu compétentes. Nous, nous sommes des professionnels sérieux. J'ai toujours ressenti l'ignorance des femmes comme un problème. J'ai fondé *Perzen* avec un premier don de 30 000 \$ d'un gynécologue en 1991. Nous sommes ici 35 dont 25 salariés qui gagnent de 50 à 300 \$. Le coordinateur reçoit 500 \$. En 1994 on a reçu des fonds de l'American Education for Environment (ISAR-Ford foundation), en 1995 le Global Fund for women, Novib, et MacArthur foundation. En 1997 Eurasia nous a financé et en 1998 Tacis (UE). En 2000 nous avons reçu une médaille d'or pour l'environnement et 125 000 \$. On a rompu avec Counterpart qui a gardé 97% du prix sous le prétexte qu'ils avaient financé les projets qui nous ont valu le prix. Nous, nous ne travaillons pas projet par projet mais sur le long terme ce qui nous distingue de beaucoup d'ONG comme l'association pour la santé reproductive et du programme mondial pour la population que je considère comme des escrocs tant ils sont coûteux et inefficaces. Ils ne travaillent que pour des projets, pas pour des gens. Tous nos programmes durent des années, ils ne sont pas liés à un seul bailleur. On essaye de capitaliser en collaborant avec d'autres ONG régionales comme *Sabo* à Samarcande, Women Center à Ferghana, Women's Rights à Almaty, un centre de crise à Moscou. Notre objectif agricole touche mille familles à travers la gestion de l'eau et les jardins. Le programme Safe Mother apporte le fer et les vitamines pour les femmes enceintes. On a vu la mortalité décliner. On a 40 personnes à Chinbay et 20 dans chaque district. »

La compétence de Natalya ne fait guère de doute et l'ouvrage canonique *Là où il n'y a pas de docteur* de Werner sur les soins de santé primaires trône sur son bureau dans sa traduction russe. Nous sommes en présence d'une ONG particulière par sa pérennité, son approche durable au-delà des projets, l'autorité de son animatrice enfin qui est médecin, politicienne, et développe une approche large et pertinente des problèmes de santé. Le fait qu'elle ne ménage pas ses critiques vis-à-vis de certaines organisations est plutôt positif dès lors que les arguments avancés semblent pertinents et vérifiés à un certain point. L'assurance de Natalya alarme au premier abord tant il rappelle les discours de certaines « femmes d'autorité » animant des ONG de la sphère étatique à Tachkent et/ou de juteux business. Mais le respect dont jouit *Perzen* et sa directrice à Nukus laisse peu de doutes sur le sérieux de l'entreprise dont on notera la personnalisation extrême. Comme d'autres, Natalya a participé à hauteur de 30% à l'achat des bureaux du siège. Cette ONG est son aventure et sa chose aussi.

Une visite à la branche locale de l'Association pour la santé reproductive s'impose. En 2004, une rencontre au siège à Tachkent nous avait mis en présence d'une organisation presque intégralement financée par le FNUAP (Fonds des

Nations Unies pour la population) débitant des propos technocratiques démographiques, le tout dans l'orbite de l'État sur le ton d'une récitation monocorde de mauvais aloi, sous une avalanche de brochures luxueuses, noyant ainsi la gravité des problèmes des femmes, de leur santé, de leurs droits et de la violence conjugale, sous une pluie de bonnes intentions. L'entretien faisait état de beaucoup d'agitation, de quelques activités, d'aucun résultat ni objectif atteint.

A Nukus l'Association pour la santé reproductive ne cache pas sa proximité avec l'État. Elle se situe dans un bâtiment public, avec d'autres ONG, préfiguration du contrôle étatique qui va être mis en place. La responsable, encore une fois cheffe des jeunesses communistes sous l'URSS, a eu une carrière politique active, toujours cheffe dit-elle, jusqu'au secrétariat d'un cabinet ministériel en 1996. Elle est passée par les Business Women Associations (*Tadbirkor Ayol*) en 1997, puis à KAFE, organisation d'aide à l'Asie centrale où elle s'occupait d'orphelins. Le programme s'appelait « Fleurs dans le désert ». Il visait l'emploi des orphelins.

J'ai rencontré Counterpart puis l'Association pour la santé reproductive en 1999.

On encadrait les orphelins dans le centre de la nouvelle génération (ONG d'État) où l'on cultivait des fleurs dans des jardins. On avait facilement des donateurs. J'ai passé cela à une amie quand je suis allée à l'association pour la santé reproductive. Elle a tout fichu en l'air en un an. Ici, on s'occupe de planification familiale, avec l'aide de Counterpart. En 2001 on a fait un projet local appelé « famille saine ». Depuis 2004, on est tranquille, le FNUAP fournit le matériel, les infrastructures. Nos volontaires aident les gens dans les *mahalla*. On a un volontaire pour 100 personnes (femmes et enfants). Les jeunes sont attirés car ils acquièrent une compétence. Les étudiants reçoivent le transport gratuit. En 2002 on a eu un bref projet avec Soros sur les traditions nationales dans les *mahalla*. Mais ça n'a pas bien marché. Notre bailleur reste donc le FNUAP mais notre compte a été bloqué deux fois cette année (2005)... Les problèmes d'aujourd'hui résultent des ONG pas sérieuses qui faisaient n'importe quoi.

Cette femme proche du gouvernement, utilise la notion anglo-saxonne de « troisième secteur » à propos des ONG et nous met en face de ces organisations nécessairement proches de l'État du fait de leur champ d'intervention et de la présence de financements multilatéraux lourds (FNUAP) qui ne peuvent se tenir à l'écart de l'État, et qui d'ailleurs ne le souhaitent pas nécessairement : leurs logiques financières bureaucratiques privilégient les instances les plus bureaucratiques, c'est-à-dire trop fréquemment des États corrompus. A cet égard la discrétion des organisations des Nations Unies à l'égard des régimes autoritaires est bien connue dans le monde du développement.

Dans le même bâtiment public que l'association pour la santé reproductive de Nukus se trouve le bureau du Comité des femmes local. Le Comité des femmes est une vieille institution soviétique que l'État d'Ouzbékistan a réactivé pour en

faire une ONG d'État (Gongo) face à la pression des ONG étrangères sur les problèmes de genre, de violence familiale, de droits de la femme, qui alimentent une image négative qui irrite le régime porteur d'une rhétorique traditionaliste. Au plan national, le comité des femmes est devenu depuis quelques années le fer de lance d'une reprise en main de nombreuses ONG consacrées aux femmes. La branche de Nukus n'échappe pas à cette situation mais présente un abord courtois. La responsable, Manzura, est une femme d'origine ouzbèke, ancienne professeure. Elle rappelle :

J'ai travaillé pour la fondation Génération Saine [prototype de l'ONG d'État en Ouzbékistan]. Notre comité est à la fois public et non gouvernemental [sic]. On travaille avec les ministères de la santé, de la justice, d'autres ONG. L'État nous a chargé de travailler sur l'emploi des femmes en particulier ; L'État est pauvre, les ONG apportent un complément de moyens. Dans notre province plusieurs ONG développent l'artisanat et créent des emplois. Le comité est un pont entre les ONG et l'État. On a ainsi aidé à débloquer le compte de l'association des juristes. Nous siégeons dans plusieurs commissions. C'est nous qui représentons les ONG dans la commission du service militaire. Chez nous, au Karakalpakistan les femmes sont plus ouvertes. Elles ont un meilleur statut. Dans les ONG il y a 78% de femmes en position de direction. Nous avons trois associations d'ONG dans cette province. L'État et les ONG doivent collaborer comme des partenaires, sans dépendance. Tous nos programmes s'inscrivent dans les priorités nationales comme les programmes sur la mortalité des femmes, la délinquance féminine, l'éducation des adolescents. Le comité de planification économique et sociale interroge les ONG spécialisées. Le décret qui oblige les *mahalla* à réserver un poste à une femme parmi les conseillers nous a amené à prévoir des formations pour ces femmes sur le droit, la religion, nos traditions de coopération

Ce discours présenté avec mesure et sans les déclamations brutales fréquentes dans l'appareil d'État illustre l'ambiguïté des ONG d'État. On y trouve en effet toutes les notions en usage dans les ONG consacrées aux femmes doublées d'une récupération dans le cadre de l'idéologie nationale de retraditionalisation et de revivalisme — souvent fantasmatique — des traditions locales qui seraient, dans ce pays exsangue, des modèles de coopération, de paix, d'équilibre, de justice... finalement de bonheur. Ainsi la fête des enfants, à l'organisation de laquelle participe évidemment le Comité des femmes, est l'occasion de discours d'un nationalisme agressif, exclusif, qui exalte l'identité ouzbèke sans mesure ni réalisme, comme dans ces régimes où le dictateur jovial embrasse les enfants en guise d'image d'épinal, de propagande grossière, tandis qu'il a les bras pleins de bouquets de fleurs qui cachent ses mains ensanglantées.

L'évolution du régime vers une dictature nationaliste, version encore molle du Turkménistan, a amené l'État à identifier le risque que représentaient les ONG,

particulièrement celles consacrées au développement de la société civile à travers des normes occidentales touchant le droit, le genre, la démocratie, le pluralisme. Le choix d'entonner une rhétorique identitaire de fermeture devait nécessairement provoquer une hécatombe parmi les ONG. Le double langage a pu abuser les bailleurs jusqu'en 2003. Ce n'est plus le cas désormais. D'où la nécessité de constituer un « cheptel national » d'ONG asservies à l'État et au régime qui ne font qu'un.

Ainsi une visite à la branche de Nukus de *Tadbirkor Ayol* (Business women) permet de saisir le tissu de ces ambiguïtés ou de ces contradictions. Les cinq filiales provinciales de *Tadbirkor Ayol* au Karakalpakistan ont reçu dans le passé des financements du PNUD, du Japon, de la Banque asiatique, de la Banque mondiale, d'Eurasia, Winrock, Soros, Union Européenne, Allemagne... C'est-à-dire de tous les bailleurs de la place à peu d'exceptions près. Que peut-on rêver de mieux dans un Occident néolibéral que de libérer les femmes par les affaires !

Au Karakalpakistan, *Tadbirkor Ayol* a réalisé les formations habituelles mais s'oriente fortement vers le microcrédit, suivant la direction prise par les bailleurs qui se sont quand même aperçus après plusieurs années que la notion de « femmes d'affaires » fonctionnait plus comme un slogan que comme une réalité sociale. Dans un pays en crise profonde la demande de microcrédit est colossale, pour des prêts de 60 000 à 500 000 soums. Zarifa, l'une des responsables de *Tadbirkor Ayol* à Nukus évoque le contexte actuel en 2005. « Avant, la méfiance régnait entre le *hokimiyat* et les ONG. On nous a demandé de resserrer les collaborations avec les *mahalla*. Au niveau de notre organisation nous développons notre stratégie locale dans le cadre d'une charte nationale. Le comité exécutif national de *Tadbirkor Ayol* est élu mais les candidatures de la périphérie sont proposées par la présidente nationale car il y avait trop de conflits... La mise en place du fond gouvernemental pour les ONG va permettre à l'État de commander des services aux ONG ». Interrogée, en douceur, sur les événements d'Andijan qui venaient de se dérouler la même personne, professeure de droit de son état, terminera l'entretien en balbutiant que le peuple ne comprend pas ses droits. De tels entretiens illustrent l'emprise progressive de l'État sur les ONG, après de brèves années de laisser-faire, jugées rétrospectivement laxistes par le pouvoir. L'inspiration thématique et le pilotage stratégique des ONG a échappé aux bailleurs occidentaux, au profit de l'État qui tente de l'accaparer, tout en essayant d'attirer vers des ONG d'État des ressources extérieures auxquelles il n'a pas directement accès. Qui voudrait en effet financer une dictature ? Il est par contre plus aisé de financer des projets de développement communautaire dont les résultats ont une certaine visibilité et dont les bénéficiaires sont vaguement identifiables.

Cette évolution liée dans une large mesure au blocage politique de la société met en vedette le microcrédit qui prend une part de plus en plus importante dans les budgets des bailleurs et aussi pour des populations dépourvues d'accès au crédit dans un pays au système bancaire anachronique.

Rencontré à Nukus, *Daoliet* est une organisation spécialisée dans le microcrédit. L'ONG occupe un pauvre bureau et elle a été fondée à partir de quatre ONG : *Perzen* (cf. infra), Entreprise Handicap, Héritage d'Aral et un *business incubator*. Le budget financé à l'origine par le PNUD s'élevait à 42 millions de soums en 2003. Aujourd'hui il se monte à 196 millions de soums. La formation et l'équipement ont été fournis par l'agence Central Asian Credit (USAID). La Banque asiatique (BAD) a fourni le projet avec des crédits sans intérêts. Les Japonais ont donné 2,5 millions de dollars. La clientèle est à 100% constituée de femmes (1200 en 2001, plus de 4000 en 2005). Les crédits sont accordés à des groupes de cinq personnes responsables, sur un modèle analogue à celui de la Grameen Bank. Dans chaque lieu, une inspectrice aide à former les groupes, à remplir les formalités, à obtenir la permission du mari. Le suivi s'opère à travers une réunion mensuelle. Les remboursements sont bien exécutés mais on rencontre des retards. Les inspectrices reçoivent 30 \$ chaque mois plus une prime pour bons remboursements. Elles sont au nombre de 18. Anora a 30 ans et précise :

Je suis inspectrice depuis 2001. Avant je travaillais à la Banque centrale. Notre travail consiste à recueillir les informations sur les demandeurs, à faire les dossiers, à interroger les voisins dans les *mahalla*. Chaque membre du groupe signe un contrat individuel plus le contrat de groupe. La signature du mari est nécessaire. Après le premier prêt la cliente justifie l'activité. Sinon il n'y a pas de second prêt. Tous les membres du groupe se répartissent le crédit, inégalement, selon les besoins du moment. S'il y a du retard de remboursement une amende proportionnelle est imposée... Les inspectrices sont choisies dans leur village car elles connaissent les gens. La plupart d'entre nous ne sont pas seulement des femmes au foyer et ont fait des études. La plupart des crédits sont investis dans le petit commerce, puis l'élevage, la couture, la restauration. Seule la mort supprime la dette, pas la maladie. Ce travail me plaît parce qu'il porte sur mon milieu et qu'il repose sur des relations sociales ».

Les inspectrices sont formées en huit jours, c'est-à-dire beaucoup plus brièvement qu'à la Grameen Bank des origines. Elles sont réunies un jour chaque mois pour le monitoring qu'elles trouvent problématique. *Daoliet* passe parmi les bailleurs en Ouzbékistan pour une organisation performante obtenant de bons résultats. Les taux de remboursement sont corrects contrairement à des entreprises à fonds perdus pour les bailleurs, réalisées par des ONG peu spécialisées en la matière et qui ne sont alors que de l'aide.

Avant de quitter Nukus et le Karakalpakistan évoquons des ONG qui présentent le caractère commun de s'inscrire dans une valorisation du patrimoine local. *Héritage d'Aral* est une ONG enregistrée dès 1998 qui enseigne l'artisanat à des femmes pauvres. C'est une alternative (bien limitée) au chômage féminin. 40 femmes ont été formées, dont 15 travaillent à fabriquer des sacs brodés vendus aux touristes à Tachkent. La responsable suit des formations pour le tourisme. Elle rappelle : « Je suis artiste peintre, engagée dans l'écologie. J'ai suivi des séminaires à Counterpart et la crise du chômage autour de la mer d'Aral m'a donné des idées. Novib nous a financé en 2004. Le compte est bloqué à la banque. Nous sommes six salariés en principe et 5 volontaires ». La visite de l'atelier de Mouniak nous met en présence d'une entreprise aussi sympathique qu'elle est peu productive. Trois personnes travaillent mollement, faute de salaires et de clients. Il s'agit d'une expectativa pour un marché balbutiant dont l'échelle interdit le développement.

Avec *Tumaris*, nom d'une héroïne locale, symbole matriarcal persan, nous rencontrons une ONG de femmes éduquées (médecins, professeurs, journalistes) qui a proposé des cours d'informatique puis s'est orientée vers la promotion du patrimoine culturel de la région du Karakalpakistan en ouvrant un petit musée en 1998. Ce musée privé a engendré l'ONG en 2002 dans un élan où se mêlent culture, enseignement, genre, pauvreté. Une tentative d'activités sur la lèpre a échoué faute de combattants, tandis que la violence conjugale a fait l'objet d'une coopération avec l'ONG locale Renaissance. Bien que formées par Counterpart, les responsables ne comptent plus beaucoup sur l'aide extérieure. L'une d'entre elles est députée du parti patriotique, l'une des figures fictives du pluralisme. Jamila affirme :

Je veux défendre les femmes et le patrimoine, mais la recherche est impossible ici. Notre bureau est dans mon appartement et les projets de témoignage (*advocacy*) exigent pour être financés une coalition d'ONG, la présence du *hokimiyat* (exécutif local), la coopération des *mahalla* qui sont peu développés ici et appelés *haul* (conseils). tout cela pour vaincre la méfiance de l'État. Nous avons reçu 15000 \$ durant neuf mois pour des séminaires et une campagne médiatique pour présenter les *mahalla*. IREX a fourni l'informatique. Nous avons pu réaliser une seule session de notre projet «sourire des enfants défavorisés» et quelques séminaires à l'école maternelle sur la science et un autre sur les orphelins. Ici l'État central nous soutient et IREX aussi pour l'accès à Internet mais nous n'avons pas les moyens de nous salarier durablement comme les grosses ONG qui attirent tous les fonds.

L'approche philanthropique et culturaliste de ces femmes de l'élite locale n'a pas lieu d'effrayer l'État dont elles sont assez proches tout en recevant quelques subsides épisodiques d'IREX.

Il en va de même du fonds *Jardem* (assistance), ONG purement locale comme les précédentes, qui se consacre à la promotion de l'artisanat traditionnel. Un atelier de couture employant 10 femmes a été ouvert en 2001. Il a formé 5 femmes en 2003 et autant en 2004. Comme les sacs évoqués il s'agit d'objets brodés, comme des étuis à lunettes vendus à un revendeur. L'animatrice, une quinquagénaire originaire de la province a été présidente des *business women* locales jusqu'en 2001. L'absence de donateurs locaux ne favorise pas le développement d'activités à grande échelle et toutes les femmes sont volontaires. *Jardem* dispose d'un bureau loué au centre culturel dans l'ambassade de Corée du Sud. Comme *Tunaris* ou *Heritage*, *Jardem* met en scène et en projection associative le fantasme d'un tourisme qui n'existe pas et serait attiré par l'artisanat et le patrimoine traditionnel de cette région reculée et désertique où hors de la mer d'Aral, asséchée, les étrangers ne passent pas. L'association *Jardem* aurait reçu la commande d'une yourte, ces fameuses tentes circulaires traditionnelles. De telles associations, animées mollement par des originaires du lieu, donnent dans une philanthropie culturalisée qui plaît au régime car elle représente sa conception paternaliste des ONG et un instrument d'apologie des traditions nationales. En termes d'impact ces ONG n'en ont à peu de choses près aucun, hors des discours idéologiques qui s'ignorent. L'isolement et la solitude collective de ces femmes sont émouvants, comme celui des internautes mentionnés à Tachkent, mais elles produisent plus de fantasmes que de services ou de biens susceptibles de figurer sur un marché.

Le paysage des ONG rencontrées au Karakalpakistan est contrasté. On y trouve l'influence des bailleurs américains en voie d'extinction désormais, doublée d'un lien plus étroit avec l'exécutif local, favorisé par le fait que nous sommes en présence d'une république autonome bien que soumise. Les affrontements idéologiques sont plus légers qu'à la capitale. Dans cette région où les résidents d'origine russe sont moins nombreux qu'à Tachkent on peut observer que la société civile qui mobilise au centre une majorité écrasante de russes fait l'objet ici d'un intérêt égal de la part des autochtones, même si le culturalisme philanthropique paraît particulièrement présent dans cette province reculée. Tel n'est pas le cas à Kokand, chef lieu de la province du même nom, à 250 km de Tachkent.

Les ONG à Kokand

Kokand a une longue histoire avec les ONG car, avec Tachkent et Samarcande, cette ville importante a accueilli un bureau régional de Counterpart international dont on a vu l'activisme. Les ONG à Kokand se sont développées dans une large mesure autour du dynamisme de la branche locale de *Tadbirkor*

Ayol (business women) et de son animatrice qui est une « femme d'autorité » remarquable par son intelligence. Adjointe du maire de la ville au temps de l'URSS, Nodira est une quinquagénaire qui a quitté le parti à l'indépendance. Elle a voyagé aux États-Unis et en Europe en 1993 et 1995, comme plusieurs des animatrices d'ONG les plus dynamiques. Elle rappelle :

Le régime actuel fonctionne suivant les aspects les plus négatifs de la culture soviétique. Pour sortir de cela j'ai eu un premier contact avec les *peace corps* en 1993. On était deux groupes dont des fonctionnaires du président. J'étais la seule femme. La même année la fondation Adenauer nous a invités en Allemagne et j'ai visité l'Europe. Ensuite je suis allée à Bahrein et au Proche Orient. Mon mari est physicien. Il a travaillé à Baikonour. Mon beau-père qui était chef du kolkhoze a été emprisonné 6 mois pour avoir protesté contre la corruption et l'injustice. Ça a retardé mon entrée au parti. Il a écrit à Moscou et on l'a libéré après 6 mois car il avait raison. Nous sommes une famille d'activistes, habitués à être suspects et parfois poursuivis. Ma mère était journaliste et mon père ingénieur... Je me suis efforcée de créer une dynamique d'ONG autour de *Tadbirkor Ayol* avec le centre de soutien de la société civile, l'association des femmes juristes, et d'autres ONG plus petites. Le centre de soutien est en demi-sommeil. C'était l'antenne de Counterpart. Le mari de la responsable est en prison accusé à tort d'islamisme. Le centre sera la cible suivante, puis nous ensuite... On travaille avec l'ONU, sur les réfugiés, les droits de l'homme. J'ai dit au gouvernement que les ONG freinaient l'islamisme et qu'il ne fallait pas les écraser. Bien sûr, il y a des Ouzbeks dans Al Qatda mais les oligarques financent l'islamisme. L'absence d'opposition est une vraie calamité pour le pays.

Nodira habite une belle maison, sans ostentation, où trône sa photographie serrant la main de Madeleine Albright. Son discours de femme ouzbèke est remarquable par ses références évidentes mais incorporées à des valeurs universelles à connotation américaine mais aussi et surtout par l'absence de ces références culturelles qui saturent en Ouzbékistan et signalent l'aliénation politique d'une partie de la population d'origine ouzbèke. Le siège de son organisation occupe un immeuble par elle acheté, très fréquenté ce qui est rare. Il dispose d'une grande bibliothèque modeste mais ouverte au public toute la journée.

La fille de Nodira anime un groupe d'initiative domicilié dans *Tadbirkor* mais indépendant. Son époux est dans les affaires et conseiller municipal. Ce centre, enregistré en 2001 a bénéficié de financements d'Eurasia et de Soros pour le développement des infrastructures dans les petites villes jusqu'en 2004. Il a accueilli 300 clients avec des formations de l'État et quelques volontaires. Ces formations sont censées favoriser les « capacités » au *business* et débouchent sur un second projet de *business incubator* : « Il s'agit de former les entrepreneurs et les agriculteurs locaux au business moderne. On prend 20 à 30 personnes par

district. Dans chaque district on intervient trente jours. Il y a cinq sélectionnés pour devenir entraîneur. Chacun des trois incubateurs a reçu de l'équipement informatique, une bibliothèque pour diffuser les connaissances. Il y a un incubateur dans la chambre de commerce du *hokimiyat* (exécutif local). Au début on les a suivis puis ils ont pris leur autonomie. L'un d'entre eux dirige la chambre de commerce. On leur a appris à se défendre face à l'État, en connaissant leurs droits, leurs capacités et les lois... Actuellement (2005) Eurasia finance un projet de formation de deux cents enseignants en économie. C'est nous qui le réalisons ».

Le centre de soutien de la société civile dirigé par Dila est en veilleuse. Counterpart a quitté en 2000 ce bureau ouvert en 1997. Le centre a pour objectif de soutenir les autres ONG et de consolider les liens avec les ONG étrangères. Dila, qui a été sélectionnée par IREX emploie quatre personnes qui touchent en moyenne 50 000 soums. Elle a été institutrice durant onze ans, puis onze ans à Counterpart. Traumatisée par l'incarcération de son époux, elle débite les activités théoriques ou réelles sans enthousiasme : « Les ONG doivent consolider les liens entre l'État, le business, les ONG. On travaille avec les *mahalla* pour les routes, avec le *hokimiyat* pour les ordures. On a six centres de soutien... Counterpart apporte un appui technique pour le développement des ONG. Soros a une approche par les centres de crises. Les ONG russes trouvent des sponsors locaux. Ici c'est difficile. On peut dire qu'IREX pilote nos activités et qu'on est des sous-traitants d'IREX. S'autofinancer c'est très dur et le *business* est un mythe... La plupart des ONG sont dirigées par des femmes, le plus souvent divorcées, célibataires ou mures. Pour construire la société civile dans le pays il faut s'appuyer sur les traditions ouzbèkes comme les *mahalla* qui sont une forme d'autogestion. Les ONG d'État s'occupent du patrimoine, des personnes âgées, comme *Génération saine* ou *Ecosan* ou *Bukhari*. Passablement paniquée par l'entretien, Dila évoque une première période (1991-95) où il fallait se distinguer de l'État. Tout ce qui n'était pas l'État se déclarait ONG. Puis entre 1995 et 1997 se serait instaurée une période de compréhension réciproque entre État et ONG, avec une multiplication du nombre des ONG pour résoudre les problèmes. Depuis 1997 et la loi de 1999 sur les ONG, les initiatives communes, selon Dila, se seraient multipliées. Elle cite des réalisations techniques mais aucune initiative civile et affirme néanmoins : « Les ONG développent le consensus et le dialogue social. Elles font participer l'opinion publique. Elles forment l'opinion publique ». Ces propos dignes d'une brochure de Counterpart sont déclamés comme un rite pour bailleurs. Dans les propos de Dila alternent des morceaux de propagande étatique, de publicités américaines, et des analyses pertinentes. « Les Gongo (ONG d'État) s'occupent des politiques publiques. On trouve des fonctionnaires engagés dans des projets de recherche. Le

problème c'est l'opacité et la méfiance. On ne connaît qu'une partie des gens et des budgets. Les bailleurs sont méfiants car ce qui est prévu n'est pas réalisé. Les populations ne comprennent pas et le secteur privé est écarté. On manque de cadres qualifiés et les analyses des problèmes sont superficielles. Quant à la législation elle est insuffisante ou inappliquée. La bureaucratie pèse avec des délais trop longs, il y a peu de capitalisation. L'argent étranger suscite la méfiance. Ce qui fonctionne le mieux, c'est l'aide sociale à quelques catégories de populations. Les bailleurs, de leur côté, ne sont pas assez coordonnés. Ils font des tables rondes, des conférences, et puis rien n'avance ».

Les propos de Dila traduisent son drame personnel mais ils illustrent les contradictions, les confusions des acteurs locaux, aussi bien que, par endroit, leurs capacités d'analyse d'une situation d'angoisse collective.

La coopération entre ONG et *mahalla* est régulièrement mise en avant. Quoylic, *mahalla* située en banlieue de Kokand est un site désindustrialisé après l'URSS. Dans ce quartier en crise, quatre classes et une cantine ont été remis en route dans un bâtiment de l'usine désaffectée. Des classes de couture (peu peuplées) sont organisées. A raison d'une nouvelle classe par an, quatre classes ont été mises en place depuis 2001 à la suite de l'effondrement du toit de l'école primaire. *Tadbirkor Ayol* a coordonné le projet et réuni les sponsors. En 1999 Counterpart avait aidé les habitants pour des travaux d'adduction d'eau. Moludda anime un groupe d'une vingtaine de femmes qui se réunissent dès qu'il y a un problème. Elles tentent de transformer la solution du problème en projet soumis ensuite à IREX. « Nous siégeons au conseil d'administration de *Tadbirkor* qui nous aide et nous informe. J'étais membre du parti et j'ai appris le leadership dans les formations. En 2004 j'ai gagné un voyage en Israël par l'ambassade. J'ai été frappée par les initiatives des femmes. Dans les formations, on nous apprend à analyser les problèmes. Nous avons un projet de transport des ordures actuellement. Mais nos fonds sont bloqués par la commission parce qu'ils viennent de l'étranger. Je ne comprends pas pourquoi. Le maire a essayé de débloquer sans résultats. Nous n'avons pas d'ordinateur mais *Tadbirkor* nous informe ». Cette « femme d'autorité » parle en permanence et les autres femmes du groupe acquiescent. Elle a créé une petite entreprise de textile qui emploie une dizaine de femmes dans le centre ville. Elle présente le profil typique des « femmes d'initiatives » d'origine ouzbèke rencontrées en province.

Il en va de même au centre de développement socioéconomique *Kamolon*. Ce groupe d'initiative créé en 1999 vise à promouvoir les droits des femmes et leur éducation. Il a reçu des financements de Winrock, de Soros, de Counterpart. Une ambulance a été achetée et des cours organisés (couture, artisanat, coiffure, cuisine,

tapisserie) ainsi qu'une consultation juridique. L'animatrice, Dilzoda est conseillère de la *mahalla* pour les questions religieuses et les conflits conjugaux. Elle souligne : « On suit les familles pour lutter contre la propagande islamiste et on distribue du microcrédit à des femmes. Je reçois 20 000 soums de l'État chaque mois. Avant j'étais bénévole. J'ai travaillé 35 ans en usine comme chef de bureau. J'ai rencontré *Tadbirkor* et créé cette ONG en 1999. Nous ne sommes que trois personnes. Les ateliers de formation pour cinq à six personnes nous rapportent de quoi continuer ».

Avec *Kamolon* fonctionne une organisation de microcrédit *Barokot*, implantée dans la *mahalla*. L'une des bénéficiaires rappelle : « J'ai eu mon premier crédit en 2001. Chaque personne touchait 75 000 soums pour six mois. J'ai acheté du matériel et des outils pour faire des vêtements. La garantie est réciproque dans le groupe. Au début, on était sept femmes ensemble puis on s'est séparées, chacune faisant son business. Deux sœurs emploient dix personnes, les autres plus de vingt. Chacune achète et vend de son côté. Après six mois j'ai eu 100 000 soums et la dernière fois 450 000 soums. On sait que c'est USAID qui a donné l'argent mais on n'en sait pas plus ».

Les gestionnaires de ce projet, employés de la *mahalla* gagnent 45 000 soums. L'intérêt est inversement proportionnel au montant obtenu. Les bénéficiaires trouvent le taux de crédit trop élevé tout en le situant de 4 à 2% (par mois).

L'Union du crédit a ouvert un bureau à Kokand, à la suite d'une initiative de *Tadbirkor*. Les meubles sont neufs dans le local. La loi de 2002 a permis l'essor de cette activité appréciée par l'État. Le jeune directeur précise : « Nous avons 180 membres en 2003, maintenant 1300. Nous gérons 400 millions de soums. L'intérêt est plus élevé qu'à la banque. Il se monte à 60% par an. Outre les cotisations des membres (5 000 soums) nous faisons travailler les capitaux d'épargnants privés qui reçoivent par an 40% de leur placement. La banque Asaka donne 30%. Les déposants sont des rentiers, âgés, qui apportent de 5 000 à 5 millions de soums. 75% de nos bénéficiaires remboursent bien, 20% avec retard, 5% ne remboursent pas. Après deux mois on va en justice. Dans la région il n'y a que *Barokot* et nous. *Barokot* a reçu de l'argent des bailleurs. Nous c'est privé, financier. C'est pour cela qu'on les rémunère bien ». Ce discours met en avant l'épargnant investisseur d'abord, les bénéficiaires des prêts ensuite. Il souligne l'une des dimensions du microcrédit et une dérive potentielle vers un placement non éthique.

L'Union de microcrédit est une organisation américaine implantée en Pologne en 1992, puis développée en Lituanie et en Ukraine. Il y a 19 unions et 7000 membres en Ouzbékistan pour des prêts de 150 à 900 000 soums chargés 5 à

10 % par mois. Les prêts sont majoritairement consacrés à l'agriculture et au commerce. Les bailleurs initiaux sont l'USAID et la Banque asiatique de développement remplacés progressivement par les épargnants locaux.

L'importance des taux d'intérêt des microcrédits doit être rapportée à la difficulté de l'accès au crédit. Les bénéficiaires de microcrédits n'auraient en général pas accès aux crédits des banques et devraient payer 15 à 20% par mois aux prêteurs du marché noir. Il faut souligner en outre qu'en Ouzbékistan les mariages engagent de grosses dépenses¹, des hypothèques, des ventes de bétail. Peu d'emplois sont générés mais dans un pays d'hommes migrants absents le petit commerce des femmes (70%) est vital. En Ouzbékistan l'État a organisé, d'autre part, le microfinancement de l'agriculture d'État. L'ONG française ACTED présente la particularité de s'adresser à 80% à des hommes éleveurs et de s'efforcer de maîtriser les taux d'intérêt.

Le microcrédit longtemps réservé aux classes moyennes pauvres révèle désormais des clients plus pauvres que les anciens. La tendance de certaines organisations à viser d'abord le développement de leur chiffre d'affaires est inquiétante, autant que peu surprenante, dès lors que la pauvreté peut devenir une niche de business dans un système où domineraient des logiques exclusivement financières. Il semble clair néanmoins qu'en Ouzbékistan le relatif échec des pédagogies orientées vers la société civile fait place à un essor rapide du microcrédit comme si le libéralisme occidental des bailleurs, à défaut de démocratie et d'économie réellement privatisée, se contentait du simple jeu de l'argent et d'une financiarisation primaire déconnectée de la mise en place d'un authentique marché libre. On constate une évolution analogue des ONG en Russie, comme dans toute l'aire ex-soviétique.

A Kokand, la rencontre avec Nodira qui a fondé *Tadbirkor* semble décisive pour la plupart des responsables locaux d'ONG. Beaucoup furent formés comme volontaires à *Tadbirkor*. On observe ainsi la mise en œuvre concrète d'une société civile en gestation à travers une pédagogie moins verbale, semble-t-il, qu'à la capitale. La principale différence réside dans l'origine ouzbèke de ces acteurs de province, alors qu'à Tachkent 90% des ONG opérationnelles et non fantasmagiques sont dirigées par des citoyens d'origine russe. Selon le juriste de *Tadbirkor* Ayol 72 ONG sont encore enregistrées à Kokand en 2005 ce qui signale, dans les circonstances défavorables, un dynamisme certain. Le décret 56 de 2004 renforce le contrôle des fonds des ONG sous prétexte d'abus.

Une fois n'est pas coutume, l'ONG « La maison » est animée par un homme, avocat, Murad, qui offre des consultations juridiques à des personnes défavorisées.

¹ Cf. la première partie de cet ouvrage.

Il emploie dix personnes, dont trois salariés. Quatre projets sont autofinancés, trois sont financés par d'autres ONG. Ils portent sur la consultation juridique pour les entrepreneurs, l'éducation juridique, l'étude des lois. Il rappelle :

J'ai suivi un cours de 6 mois avec Soros pour les avocats. On a travaillé sur un manuel sur le contrôle des institutions du secteur privé. Il y a peu de lois et elles ne sont pas appliquées. J'enseigne le droit des entreprises. Tout irait bien si on recevait les fonds attribués. Une association de juristes des États-Unis nous a octroyé 10 000 \$ pour un cours sur les droits des Ouzbeks. On a reçu 4 500 \$. De même, le NED (National Education for Democracy) nous a envoyé 15 000 \$. 9 000 sont restés à la banque, bloqués. On doit faire un centre de formation sur le droit. Nos volontaires sont jeunes et motivés. Ils ont compris que l'État de droit est un enjeu ; en moyenne, on donne 20 consultations privées par mois et cinq ou six pour des ONG et entreprises. Nos affaires privées et l'ONG sont séparés. On a deux bureaux. J'ai voyagé en Pologne et étudié les droits de l'homme grâce à Soros. Nous appartenons à un réseau des droits de l'homme dans la CEI. Nous devons beaucoup à Nodira et à *Tadbirkor* qui nous ont ouvert ces portes.

Ces propos confirment l'importance pédagogique et institutionnelle de *Tadbirkor Ayol* et de Nodira à Kokand et dans la région. Il en va de même pour le centre *Anys*, une petite organisation dirigée par un homme, professeur de russe. Après un séminaire organisé par *Tadbirkor* en 1996 il a animé un centre informatique financé par Soros. Actuellement les activités visent les PME et les jeunes, deux cibles à propos desquelles Tolim est très proluxe :

Aider les petites entreprises, les artisans supposent de leur offrir un site web où ils trouvent des informations de base sur le marketing, la gestion, la comptabilité. Pour les jeunes qui sont peu responsables et immatures, il s'agit de les sensibiliser, de trouver des leaders dans les écoles, de les motiver à parler avec les professeurs et les parents car les relations traditionnelles de soumission ne favorisent pas la démocratie. Nous avons formé 20 élèves lors d'une école d'été en économie, anglais, web. Nous avons trois employés et dix à douze volontaires. On a fait des sondages parmi les enfants sur tous les problèmes comme le chômage, la drogue, la corruption. Mais après, que faire ? On s'appuie sur les ressources locales. On a collaboré avec les *peace corps*, l'UNICEF nous a félicité. Aujourd'hui, les relations ONG/État sont bloquées. Les ONG et les partis sont mélangés. Les déclarations et les forums ne changent rien. Les ONG sont infiltrées par l'État et elles n'infiltrent plus l'État.

Cette analyse lucide exprime des aspirations sincères. Faute d'un bureau hors de chez lui, Tolim nous a reçus au siège de *Tadbirkor*. Il est l'un des rares hommes rencontrés à la tête d'une ONG.

Le centre *Bagdad* est situé à 30 km de Kokand. C'est ce qu'on appelle un centre de confiance qui réunit une dizaine de notables locaux (médecins,

ingénieurs, fonctionnaires). Dans ce village de 7000 habitants les séminaires de *Tadbirkor* ont déclenché plusieurs initiatives : en 2001 le centre « Femmes et époque » (*Ayol va zamon*) pour soutenir les jeunes filles dans les quartiers, puis un projet de puits financé par les habitants (6 millions de soums) et Counterpart (5 millions). Ensuite les droits des femmes ont fait l'objet de séminaires dans les *mahalla*. Il s'agit de former des femmes activistes qui en formeront d'autres. Fatmah rappelle : « Pour tous ces projets *Tadbirkor* nous a aidés à faire les dossiers afin d'être sélectionnés. On veut maintenant faire un projet contre le tabagisme avec des médecins et psychologues. Sur les jeunes on se heurte un peu à l'organisation des jeunes de l'État *Kamolot*. Ils n'aiment pas qu'on prenne des initiatives. Moi j'aime les méthodes interactives, les apprendre dans les *mahalla*. Sur le tabagisme on coopère bien avec l'État ».

Le centre de confiance pour les femmes est animé par une dame de 60 ans anglophone qui réalise des consultations sur les violences familiales. Les résultats se jugent au nombre de divorces évités. Elle a suivi les formations habituelles (Counterpart, USAID). Une institutrice d'origine russe (la seule) s'occupe des femmes rurales dans le projet. Elle a découvert les ONG en 2000 grâce à un cours de *Tadbirkor*. Fatmah conclut : « IREX nous a donné trois ordinateurs neufs. Il nous faut des ressources informatiques locales. La langue ouzbèke nous isole car il y a peu de textes. On a besoin de voir ailleurs. »

Les organisations rencontrées en province (Kokand et Nukus) permettent d'observer relativement plus d'initiatives et de dynamisme qu'à Tachkent. Cela peut s'expliquer par une plus grande distance vis-à-vis de l'État, une coopération plus facile avec l'exécutif local, une volonté plus authentique et moins marchande peut-être qu'à la capitale, exposée aussi à une extrême concurrence due à une floraison d'organisations plus ou moins ONG, à la fin des années 1990. Dans les deux villes, on remarque la présence d'une femme ouzbèke particulièrement dynamique qui tire toutes les organisations et produit une influence durable, un champ propre à un certain développement des ONG, désormais réduit.

*

5.

D'autres profils d'ONG

L'enquête s'est déroulée de façon moins systématique dans les ONG consacrées au pluralisme des médias et aux droits de l'homme.

Des ONG sous influence américaine

Ce sont les organisations les plus surveillées et une enquête approfondie trop visible aurait probablement constitué un obstacle à l'accès à d'autres ONG déjà évoquées, plus nombreuses et finalement plus représentatives des contradictions sociales. L'accès d'une société par ses dissidents est pertinente pour le journaliste. Elle l'est moins pour l'anthropologue qui ne peut limiter ses investigations à des avant-gardes ou à des minorités actives. Celles-ci ne peuvent néanmoins être ignorées.

L'opinion publique et les médias sont les premiers concepts apparus à la chute de l'URSS. Concevoir que la société véhicule des opinions diverses, plurielles, et que les médias ne sont pas la voix de l'État exclusivement n'allait pas de soi et ne va toujours pas de soi en Ouzbékistan. Dans les premières années postsoviétiques est donc né le Centre de l'opinion publique (*Ijtimoiy fikr*) qui perdure. Sa tâche n'est pas de présenter la moindre diversité mais de confondre les voix de la société dans une parole d'État, légitimée par sa qualité d'opinion publique. Cet institut a réalisé de multiples enquêtes d'opinion avec des méthodologies russo-américaines qui font très bon ménage dès lors qu'il s'agit de faire dire ce qu'on veut à des enquêtes. Rencontrés en 2004 à Tachkent les

« sociologues d'État » du centre de l'opinion nous ont présenté leur conception de la sociologie d'État. Elle n'appelait aucun entretien ultérieur. Leur seul intérêt scientifique consistait à observer le monceau d'enquêtes alibis ou truquées construisant une fiction de réalité sociale à l'image des attentes du président.

La notion d'opinion publique dans une société demeurée encore en partie hors de l'économie de marché et où l'expression est dangereuse est très problématique. De l'opinion de qui parle-t-on ? On peut ainsi aisément construire une image de l'opinion des jeunes, des vieux, des femmes, etc., à partir de quelques enquêtes sommaires et ainsi remplir les journaux de pseudo-opinions. Ces manipulations sont trop connues pour faire l'objet de plus amples commentaires. Elles supposent et fonctionnent avec une presse asservie et une télévision au service du pouvoir. *Internyus* a été fermé en 2006. En 2004 sa directrice évoquait ainsi son organisation : « Nous avons le statut d'ONG pour faire pression sur l'État. Il s'agit de désoviétiser l'information et d'imposer le pluralisme. Nous sommes aidés par l'USAID et Soros. On rencontre les fonctionnaires mais ça se passe assez mal. Nous, ce qu'on veut c'est ne plus être isolés, coupés, dans un pays de journalistes serviles ». La liberté de la presse qui est l'un des signes majeurs de l'existence d'une société civile souligne l'héritage soviétique (*pro parte*) du régime politique. Il y a peu de place dans ce champ pour la candeur ou la « résolution des conflits » à l'américaine. Le verrouillage est devenu total comme le montre le traitement du massacre d'Andijan dans les médias ouzbékistanais, en ouzbek et en russe, transformant la manifestation populaire en un complot étranger du terrorisme islamiste.

La situation des ONG consacrées aux droits de l'homme est similaire. Il existe un institut étatique des droits de l'homme dirigé par un politicien¹ d'un rare cynisme qui gère la lecture étatique des droits de l'homme façon ouzbèke. Dans ses ouvrages, la logique principale est celle qui consiste à affirmer que les droits de l'homme occidentaux ne conviennent pas à la culture et aux traditions ouzbèkes. L'argument est connu, entendu ailleurs, et il fonctionne dans des États de non-droit.

A l'opposé de cette officine évoquons la figure du président de l'Association de la société des droits de l'homme en Ouzbékistan, Bilal. C'est un vieil ouzbek coiffé d'un chapeau qui a débuté ses activités depuis 1989, dès la perestroïka. Il a participé à la formation du parti Birlik.

En 1992 j'ai créé la société des droits de l'homme avec un mathématicien parti aux États-Unis. Il dirigeait de là-bas. J'ai pris la suite il y a deux ans. Nous avons

¹ Déjà évoqué dans la deuxième partie de cet ouvrage.

essuyé six refus d'enregistrement. Notre cible ce sont les prisonniers politiques. Il y en a eu 30 000 arrêtés dès l'indépendance. J'ai fait de la prison au Karakalpakistan. Human right watch m'a sorti de là. Le responsable de notre branche à Kashkadaria a été assassiné par la police en 2001. C'est notre héros, là, sur la photo. J'ai participé à deux sommets des Nations Unies, à New York et à Genève. J'ai rencontré Madeleine Albright ici sur la photo. Nous sommes affiliés à la Fédération internationale des droits de l'homme à Vienne. J'ai été dissident en URSS entre 1960-1970 et on m'a chassé de l'université après l'indépendance. La répression est plus dure depuis l'indépendance. Ce qui me protège c'est l'international, les ambassades. Je suis invité à l'ambassade de France le 14 juillet. Il n'y a pas d'articles d'opposants dans la presse. Un peu sur internet. Mes articles sont bloqués sur internet. Neuf de nos membres étaient incarcérés en 2002. Aujourd'hui cinq sont sortis. On faisait des manifestations avec des pancartes dans les jardins publics. On assure la défense des prisonniers politiques en apportant des avocats. On connaît nos droits et on donne des consultations juridiques. Il faut dire leurs droits aux gens qui n'ont connu que l'oppression. On reçoit notre matériel de Norvège. C'est à nous, élite intellectuelle, de faire savoir les droits. Nos principaux soutiens sont en Grande Bretagne, à Paris, à Genève, à Moscou aussi. Human Right Watch et la Fédération internationale sont vitaux pour nous. On a rompu avec Freedom House. Ils sont trop serviles vis-à-vis du gouvernement américain.

Bilat est l'une des trois ou quatre figures d'activistes défenseurs des droits de l'homme tolérées en Ouzbékistan. On ne leur coupe ni l'électricité, ni le téléphone. Ce sont des soupapes, des alibis politiques dont le régime se sert abondamment dans les réunions internationales. Ils ne sont pas du tout complices de cette manipulation au second degré. imparable. Ils dérangent et témoignent au niveau international et sont invités dans les ambassades occidentales acculées au silence par des intérêts parfois réels, souvent imaginaires.

Le discours tenu par Freedom House est édifiant à cet égard. Il s'agit d'une organisation située dans l'orbite de la CIA et de l'USAID avec un long passé chargé durant la guerre froide. Son siège est à Washington. Sukhrob, l'officier aux droits de l'homme est un homme jeune et bien formé. Il affirme :

Il s'agit de construire une communauté de défenseurs des droits de l'homme par des séminaires, internet, l'information. Il n'y a que deux organisations enregistrées : Independent Human Rights Society of Uzbekistan en 2003 et Huzulik Goodness en 2004. On aide les autres aussi, qui ne sont que des groupes d'initiative. Il y a beaucoup d'ONG sur les droits sociaux et économiques mais très peu sur les droits civils. Il n'y a peu de compétences, peu d'argent, pas de public. Ils sont menacés d'être accusés de terrorisme. L'opposition s'appuie sur les droits de l'homme mais elle est faible. Les deux organisations autorisées sont soutenues par les États-Unis. Elles sont bien structurées et efficaces. L'une est proche du parti Birlik. Freedom House est très ciblé sur des pays comme celui-ci. On nous suspecte d'intentions

politiques mais ce qu'on tente c'est de mettre face-à-face les deux côtés, le gouvernement et la société. On fait des formations communes, des jeux de rôles ou l'activiste devient policier et réciproquement. Sinon ils ne se rencontrent jamais. On essaye d'assurer la pérennité des relations établies à travers des événements, des tables rondes, des émissions télévisées, des débats entre activistes des droits de l'homme et policiers.

Cette représentation d'un univers de prévention des conflits, de démocratie comme jeu, se déroule à quelques centaines de mètres du sous-sol du ministère de l'intérieur, où l'on torture quotidiennement selon les habitants du quartier. On rencontre, à l'état brut, dans de tels entretiens ce mélange de naïveté et de cynisme qui a fait la réputation de la politique des États-Unis depuis des décennies... et pas mal de victimes, elles aussi équipées de droits de l'homme.

Freedom House a cessé ses activités en 2006, en même temps que IREX, Eurasia, Counterpart...

Toujours dans l'orbite américaine, mais plus loin du département d'État, écoutons un membre des *peace corps*, ces volontaires lâchés sans protection dans de nombreux pays sensibles pour la politique américaine. « Je suis ici depuis six mois dans l'idée de transférer des compétences. J'ai une licence, une expérience dans les ONG à Washington. J'ai trois domaines d'activités. J'enseigne l'anglais, je suis volontaire santé, je suis associé au programme de développement des ONG. Je dois rester deux ans et je reçois une faible allocation. Ici à ITA Fact (cf. infra) je suis consultant intérieur. J'essaye de me faire une place malgré ces ONG qui ferment. Il y a quinze *peace corps* dans ce pays. Je voulais élargir mon expérience. Je travaillais dans un service de politiques sociales. On n'a pas le choix du pays et on nous forme en trois mois. En Ouzbékistan j'ai trouvé les gens motivés, plus faibles pour faire durer les choses. Il n'y a pas de culture du volontariat, ni donateurs locaux. Dans la conjoncture actuelle difficile (2005) on nous dit *wait and see*. Les formations dispensées sont peu efficaces car elles sont peu applicables localement. C'est une façade, un jeu dans les mains du gouvernement. On parle de processus, on y croit, mais rien ne se passe après ».

Ce regard lucide d'un volontaire américain rejoint les propos formulés par certains responsables locaux d'ONG. La dimension d'un jeu factice, d'une activité en partie fictive faute de capitalisation et de durée souligne l'absence de dynamique, de processus qui laisse les initiatives éparses, sans effets durables, du moins en apparence car les pédagogies dispensées plantent néanmoins des graines.

Des ONG hors influence américaine

Les ONG situées hors de l'orbite américaine sont rares ou devenues rares. Save the children fund s'est retiré, Oxfam est absent, Médecins sans frontières discret. On mentionnera deux organisations, l'une britannique, l'autre en rapport avec la Hollande, qui manifestent une notable capacité d'analyse et de réflexion dont les ONG « américaines » à l'exception de Soros semblent largement dépourvues. Elles se réfèrent toutes deux à *l'empowerment* mais en font un objectif (en partie raté) plutôt qu'un slogan creux.

PDO (Partnership for Development Organization) est une ONG fondée en 1997 par Novib, ONG néerlandaise de grande réputation. Sa directrice Olga est d'origine russe, tatare et juive. Elle a fait des études de linguistique :

Mon père était médecin et ma mère chimiste. J'ai travaillé six ans avec Save the children UK puis avec Novib. Save the children est une ONG de très grande qualité. Ils sont conscients et lucides. Avec Novib ce fut plus bref mais j'ai appris beaucoup. Ils sont très réflexifs, parfois trop idéologiques. Notre objectif c'est le développement des capacités locales des ONG, dans des provinces, dans des communautés que l'on peut suivre dans le temps. Les bailleurs sont inconséquents et ne capitalisent rien du tout. Les financements [*grants*] IREX et autres sont trop petits, sans effet. On essaye de faire mieux et autrement ce qui n'est pas facile. Novib et Soros sont les meilleurs bailleurs.

On a commencé à travailler sur la rhétorique de la gouvernance. On a mis en place des conseils d'administration [*board*] avec des locaux. On a prêché et cela a été une catastrophe. On place des outils et puis il n'y a ni changement, ni processus. On a caché cela à nos bailleurs et on a repris le contrôle. Le *board* c'était des avocats, leaders, banquiers. Ils se disputaient et étaient incompetents. Ils se demandaient ce qu'ils devaient faire et ils étaient chargés de décider. Cet échec nous a refroidis et on a dû expliquer à Novib que l'autogestion locale ça ne marchait pas. Cela tournait à la corruption et au népotisme. On essaye d'échapper au pilotage par les bailleurs en faisant des groupes d'initiatives communautaires parce que les bailleurs sont peu responsables. Ils n'ont pas d'objectifs communs, pas de coordination sérieuse. Ils font des forums sans suite. On diffuse des outils qui ne produisent aucun processus.

PDO est l'une des rares ONG à avoir entamé une réflexion théorique et pratique sur la société civile et une réflexion critique sur la notion d'*empowerment* dont se gargarisent les bailleurs occidentaux. De même sur la gouvernance et la pauvreté le niveau de réflexion relevé est remarquable de rigueur.

On évoque tout le temps les *mahalla* comme symbole de société civile et d'autogestion, dit Vladimir de PDO, comme s'il s'agissait d'ONG. On a créé le poste de défenseur du peuple dans chaque *mahalla*. Ce sont des gardes communautaires qui surveillent la population. La pression exercée sur les *mahalla*

est telle qu'on les a transformé en instrument du pouvoir avec un certain succès. Il y a des traditions de coopération en Ouzbékistan. *Birlík* : unité ou ensemble ; *hashariyat* : self help ; *burgalikda* : par efforts unis. Elles ont été capturées par l'État et transformée en rhétorique nationaliste de défense contre le terrorisme, l'étranger, les valeurs occidentales. Du coup nous sommes dans un monde de suspicion et de dénonciation. Pas de coopération Les bailleurs ont avalé toute la démagogie sur la participation, l'autogestion dans les *mahalla* sous prétexte d'*empowerment* sans s'interroger sur le pouvoir et sa nature. Ici il n'y a pas de marché pour *capacity building*. L'environnement est hostile, il n'y a pas de donateurs locaux en nombre suffisant, ni de place pour un secteur non lucratif. Le marché c'est l'argent, l'étranger, identifié à la richesse Les États-Unis se fichent de légitimité. Les Européens moins mais ils ne sont pas assez sensibles à la situation locale, pour la comprendre, sans nous laisser enfermer dans les discours des bailleurs occidentaux qui mêlent naïveté et cynisme, les Américains surtout ».

Le même consultant, Vladimir, souligne :

La société est conservatrice. Elle apprécie la stabilité, a peur des révoltes. La moitié des ONG sont rurales mais ce n'est pas visible. On y liste les problèmes, puis ils cherchent des relais, des leaders. J'ai travaillé dix ans à « Génération saine » l'ONG phare du régime. Je m'occupais d'humanitaire et de recherche. « Génération saine » travaille sur l'assistance à la pauvreté avec une montée de la philanthropie présidentielle devenue un problème La fille du président y sévit. L'Etat veut contrôler. Ce qui lui échappe est suspect. J'ai compris que les discours humanitaires ou philanthropiques sont dangereux. Ils freinent le développement. Sur les sept salariés du bureau de PDO il y a trois Ouzbeks. Moi je suis marxiste, activiste. J'étais au parti. Il y a une grande continuité depuis l'URSS. La guerre froide ne s'est pas arrêtée complètement et les étrangers ont des stéréotypes pauvres sur les Ouzbeks. Ici nous sommes en Orient. Le pouvoir est intangible et il n'est pas bon de s'affronter à l'État. Passer par les tribunaux semble plus efficace mais on applique peu les lois.

INTRAC (International NGO Training and Research Center) ONG britannique montre aussi une forte capacité d'analyse dans un univers où les certitudes technocratiques (les « y a qu'a » de la Banque mondiale) et les discours démagogiques (nationaux ou multilatéraux) tiennent lieu de réflexion. Les quatre personnes employées à Tachkent travaillent sur la société civile. Rita souligne (en 2005) :

Beaucoup d'ONG devraient produire beaucoup de société civile mais pour les gens ce sont des emplois. On fait des évaluations fictives, rien pour les petits projets. Il n'y a pas d'évaluations publiques, médiatisées. Les rares activistes des droits de l'homme qui n'ont pas été arrêtés ont une base inerte. Ils ne sont pas un danger pour la classe politique formée intégralement en URSS. Les comportements contre les femmes se développent car ils sont déconnectés des valeurs culturelles. Il y a trop de

discours fantaisistes sur l'islam. C'est pourquoi les ONG se tournent vers des objectifs pratiques, plus concrets que la société civile : l'éducation, les compétences économiques et financières. La fonction de témoignage des ONG est presque éteinte. La création d'un environnement institutionnel propice à une évolution démocratique a fait long feu. Les bailleurs, les ONG se replient sur le local, les services communautaires, l'aide au développement.

On ne saurait plus clairement qualifier les évolutions en cours dans le monde des ONG en Ouzbékistan. Selon INTRAC qui travaille dans toute l'ex-URSS, on observe les mêmes tendances dans toute la région, les poches d'Ukraine et des Géorgie étant d'une extrême fragilité politique et paraissent géopolitiquement circonscrites.

*

6.

Les ONG dans la géopolitique post-guerre froide

Les ONG apparaissent moins comme un outil de transition ratée qu'un instrument occidental dans la géopolitique post-guerre froide. Telle semble la première observation au terme de ce parcours dans les ONG en Ouzbékistan en 2004 et 2005. La transition était pensable jusqu'aux années 2000 mais l'évolution du régime, la mise en place d'un bloc autoritaire et sécuritaire sino-russe incluant l'Asie centrale (groupe de Shanghai) mettent un terme à cette expectative occidentale. Les ONG rencontrées apportent certaines explications sur cet échec de la démocratie occidentale et sur l'absence d'émergence significative de société civile en Ouzbékistan. Le régime a envoyé les signes d'un refus explicite de tout processus global fondé sur des référents, des valeurs occidentales. A l'inverse de la Chine et de la Russie qui tirent profit de la globalisation du capitalisme mondial, l'Ouzbékistan dont l'économie est très partiellement privatisée s'écarte des normes économiques, sauf en termes d'économie souterraine et de trafics divers aux mains de la famille présidentielle compromise autant que celle du Kazakhstan voisin.

Trois lignes d'analyses seront développées pour conclure cette réflexion sur les ONG en Ouzbékistan. La première signale l'échec des approches occidentales en termes idéologiques et politiques. La seconde porte sur les rapports entre État et société en Ouzbékistan. La dernière, qui n'est pas la moins importante, analyse le poids des traditions, l'inflation identitaire qu'utilise le régime pour se construire une légitimité culturelle plutôt que politique.

Un échec occidental

L'URSS se serait effondrée à cause de son incapacité à opérer une ouverture démocratique contrôlée. De la démocratie (libérale) et du capitalisme comme système économique il est difficile d'affirmer lequel des deux référents tirait l'autre durant quarante ans de guerre froide. Après seize années d'une transition chaotique vers la régression en Ouzbékistan, ni la démocratie, ni le capitalisme ne sont au rendez-vous. Capitalisme et économie de marché sont ici synonymes, quelles que soient les pudeurs idéologiques qui font semblant de les distinguer. L'objectif occidental (mené par les États-Unis) d'implanter dans les ex-républiques soviétiques la démocratie et le marché est un échec presque complet. En Ouzbékistan, les stratégies déployées par les bailleurs, les contraintes locales, expliquent dans une large mesure cet échec avec, évidemment, l'avènement progressif d'une dictature nationaliste. Le nombre de tels régimes autoritaires en ex-URSS invite à s'interroger sur ces « anomalies » qui, à force d'être répétées, laissent penser qu'il y a des liens entre l'histoire politique de ces pays, la nature du régime soviétique, les affrontements de la guerre froide qui, d'une certaine façon, perdurent dans les consciences et dans les propagandes politiques.

La mise en place du sujet du capitalisme n'a pas eu lieu. C'est faute de deux sujets, ou acteurs. D'une part le marché n'a jamais pu acquérir l'autonomie suffisante pour générer une dynamique capitaliste et les gens sont trop pauvres pour être des consommateurs influençant le marché. En Ouzbékistan, comme dans plusieurs pays voisins, l'appareil du régime dictatorial a capturé les privatisations organisées à la carte, quand les entreprises publiques ne demeuraient pas la propriété de l'État, c'est-à-dire du dictateur, de sa famille, de ses proches. Le second acteur absent, c'est la société civile, sans laquelle toute pédagogie démocratique tend à tourner à la rhétorique et à l'incantation. Cette société civile a en outre été interdite par le régime dès que des embryons de contestation structurée ont été identifiés. A l'analyse des matériaux recueillis dans les ONG, on est confondu par l'absence d'intelligence et l'ignorance profonde de la politique américaine en particulier.

Dans ce contexte de malheur partagé au lieu de « la transition » attendue plusieurs instances ou forces symboliques apparaissent. Tout d'abord le sujet individuel qui émerge contre l'ordre traditionnel et familial du régime. Les ONG travaillant sur les rapports familiaux illustrent parfaitement ce phénomène. Les individus, les jeunes en particulier, refusent cet univers clos de censure généralisée où sont colmatés tous les interstices de communication vers le monde extérieur. La logique mortifère de la retraditionalisation trouve durablement sa limite dans ce sujet individuel, avec ses opinions, ses affects, ses émotions. Ce sujet est certes

encore timide et contenu mais beaucoup d'ONG témoignent d'une volonté d'émancipation qui survit aux interdits. On ne revient pas en arrière durablement lorsqu'on a pu expérimenter, même temporairement, l'expression de soi. C'est pourquoi la famille est le théâtre d'un affrontement violent, qui prétend porter sur les normes culturelles mais qui est profondément politique. La dictature y joue sa survie puisqu'elle a choisi de se créer une légitimité culturelle à défaut d'avoir la capacité de la construire en politique. Les « valeurs traditionnelles ouzbèkes » portant sur la famille furent gelées durant l'URSS au profit de référents socialistes. A l'indépendance ce refoulé resurgit et s'exacerbe avec le chaos régnant. Cette remontée des nostalgies (y compris religieuses) est apparue aussi en Russie, comme une vraie « réaction » qu'elle est. Le régime eut l'habileté en Ouzbékistan d'y trouver un vivier de légitimation bien exploité depuis.

Evoker l'émergence du sujet individuel permet d'aborder des dynamiques discrètes plus solides que la pédagogie du *leadership* agitée dans les formations américaines, tellement répétitives qu'elles forment des *leaders* qui n'en sont guère, soumis à des idées normatives, à des appels d'offres calibrés, tout à l'opposé de l'innovation et de l'esprit d'initiative invoqués. Il en résulte une concurrence excessive entre les ONG, dans ce pays où l'accès aux ressources est sauvage, tellement elles sont rares et monopolisées. Cette concurrence libérale appliquée dans une société où le grand marché fut fermé plusieurs mois par le régime après des attentats, c'est-à-dire où le marché (générique) appartient à la sphère du politique et n'est pas autonome, est dévastatrice des rapports sociaux ou de ce qui en reste. Cette concurrence sans mesure ne produit pas de résultats positifs car elle n'est pas intégrée à des valeurs endogènes. C'est un rite de modernité parmi d'autres, exécuté comme un simulacre. Paradoxalement la société civile (embryonnaire) en sort affaiblie plus que fortifiée.

L'ouverture de fenêtres internet semble mieux utilisée dans la mesure où l'existence d'un lien, même virtuel, avec le monde extérieur encourage la vie et favorise la survie. Toutefois, internet ne véhicule pas des informations vierges, pures de toute idéologie. C'est l'image d'un monde occidental et américain qui présente une vision de politique-fiction, irénique, avec peu de réalités, comme un miroir aux alouettes. A la fin de la connexion, que pensent ces internautes une fois rentrés chez eux ? Internet est un outil au service de la société civile envisagée comme un business, c'est-à-dire une somme de flux et d'échanges de valeurs et de communications. Les entretiens mettent en évidence que l'on vient d'abord à la recherche de donateurs d'argent, d'autres ONG susceptibles de financer des projets. Il s'agit en particulier d'acquérir la méthode adéquate pour parvenir à cela. A côté de cette dimension prosaïque où l'échange escompté est tellement inégal, on

remarque des attentes démesurées de la part de personnes dont l'intitulé de l'ONG frappe par son idéalisme (ex. : « Lumières de l'amour »). Les quelques dénominations citées, comparées aux noms des ONG occidentales connus montrent un fossé, celui qui sépare des aspirations dans un environnement hostile et l'énoncé d'une raison sociale, d'un objectif opérationnel. La part d'illusions que peuvent éventuellement contenir certaines de ces attentes est entretenue par le caractère infantilisant de certaines formations, dont celle de Counterpart. Cette organisation très active monte des scénarii de bandes dessinées, des spots, des jeux où le réel et le virtuel se mélangent, comme si la société civile n'était qu'un dentifrice ou un pâté pour les chiens, accessible avec le même marketing primaire, et la démocratie rien que du ketchup. Comme on ne peut exalter à la fois la concurrence et la formation de coalitions, deux objectifs contradictoires en l'absence de société civile, ceux qui suivent ces séminaires sont parfois un peu égarés et vont chercher des coalitions imaginaires sur internet.

L'échec des approches occidentales en terme de pédagogie démocratique est aussi imputable à la manière de construire les problèmes sociaux au mépris de l'altérité des gens. Les sciences sociales, sous leur forme appliquée, behavioriste, ont été instrumentalisées pour construire une fiction de réalité, une politique fiction virtuelle, comme en URSS. Comment qualifier autrement cet exercice des ONG et bailleurs occidentaux qui répandent des cours de société civile durant plus de dix ans tandis que monte en puissance la dictature ? Cynisme et/ou naïveté ? Comme « le peuple » sous l'URSS, la « démocratie » devient ainsi une fiction, un prétexte d'influence pour une société sous influence, c'est-à-dire non civile, aliénée. La sociologie appliquée comme « solution » des problèmes illustre une autre convergence formelle soviéto-occidentale. En effet la sociologie comme instrument de manipulation sociale est une vieille pratique soviétique abondamment utilisée par le pouvoir politique actuel dans ses ONG ou bureaux d'études (Génération saine, Centre de l'opinion publique). Mais cette sociologie appliquée est aussi un alibi très employé pour les prises de décision (ou les arbitrages) des technocraties multilatérales actives en Ouzbékistan (Banque mondiale, PNUD, BAD).

Dans cet univers pseudo-sociologique, les problèmes ne sont pas sérieusement identifiés par les acteurs. Ils sont construits par les solutions qui sont supposées les résoudre. Les principaux intéressés ne sont pas interrogés, ni consultés. Ce sont des « spécialistes », des étrangers le plus souvent, qui formulent l'existence d'un problème qui ainsi s'inscrit dans l'agenda international. C'est parce que les bailleurs multilatéraux disposent de kits (valises) de solutions technocratiques que les problèmes sont identifiés, classés par ordre de priorité. Cette imposition des problèmes est particulièrement claire dans les ex-républiques

soviétiques abordées comme des malades, des anomalies postsoviétiques, par les multilatéraux et les États-Unis.

La violence domestique illustre bien cela, parmi d'autres pathologies dont sont taxées ces malheureuses sociétés. Sa recrudescence s'explique aisément par le retour des « traditions » refoulées à l'époque soviétique. Le statut des femmes a évidemment régressé et le régime ment en le niant. Mais on peut douter que la pédagogie déployée par les ONG occidentales soit productrice de solutions durables plus que de tensions. En effet, en ciblant l'islam avec une grande stupidité, en accusant de fait « les hommes » dont le machisme ne fait aucun doute, on sème plus de dissension que de solutions, les femmes, lorsqu'on prend la peine de les interroger, beaucoup d'entre elles en tout cas, étant coincées entre la solidarité légitime à l'égard de la famille, et les violences qu'elles subissent. Reste souvent la honte, l'inhibition, le refoulement, à cause d'approches simplistes qui gonflent les problèmes au lieu de les alléger, au nom de valeurs étrangères non expliquées, non transmises, sans respect, non pas pour les traditions, mais pour les gens eux-mêmes.

La société devient alors elle-même problématique car elle se présente comme une somme de problèmes économiques, sociaux, jamais qualifiés de politiques. Dans l'état de déréliction qui frappe les liens sociaux, la fuite dans l'identité apparaît comme une porte de sortie, une cohérence dans l'incohérence, la seule affirmation positive acceptable et encouragée par l'État. Il ne s'agit évidemment pas de l'identité individuelle mais de l'identité nationale ouzbèke et de ses « traditions fondatrices » qu'on fait remonter à Tamerlan, même à Gengis Khan, pour faire bonne mesure. Au plus profond de l'indignité et des problèmes sous la tutelle du régime les Ouzbeks vont chercher dans un âge d'or imaginaire une dignité perdue.

Accablés de conseils émanant des ONG sur la démocratie et le « marketing », de consignes de l'État sur la moralité et l'identité nationale, les Ouzbékistanais ont cessé depuis 2006 de faire semblant de jouer à la démocratie comme des enfants dans une crèche pilotée par des ONG et moyennant quelques salaires. La fermeture des ONG marque la fin de la partie, du moins de cet épisode qualifié, de manière absurde, de transition. L'échec de la pédagogie occidentale est consommé. Sur les ruines des promesses et des attentes frustrées pourrait fleurir une amertume bien favorable à la montée du radicalisme islamique à l'affût.

État et société en Ouzbékistan

Sans faire de l'Asie centrale le berceau d'un supposé « despotisme oriental » ou d'un mode de production asiatique liberticide, la région révèle une histoire où de vastes empires s'installent et durent par la violence. L'autorité politique peut se référer à une longue histoire de chefs prestigieux autant que sanguinaires. Toutefois, sur ces vastes territoires, peu peuplés, des communautés rurales dispersées, des commerçants généreux (ou taxés) pouvaient jouir d'une relative autonomie. L'URSS a mis un terme à cette situation qualifiée de « féodale » pour greffer les valeurs de « l'homme nouveau » et d'un État fort, bureaucratique plutôt que despotique. L'attachement de certains pour la figure de Staline laisse néanmoins supposer que l'autorité du chef demeure valorisée chez une partie de ceux qui ne contestent pas la dictature et considèrent qu'elle est le régime adéquat pour l'Ouzbékistan. Le pays serait doté de richesses colossales qui mériteraient d'être défendues contre les prédateurs étrangers grâce à un nationalisme farouche et autoritaire. La situation est plus complexe.

Il faut d'abord remarquer qu'entre l'État et la société rien n'a jamais existé, ni sous l'URSS, ni sous la dictature nationale. Le parti, qui représentait la société civile et s'y substituait, ne laissait, hors de ses différents rouages, aucun lieu d'expression légitime de la société. Il en va remarquablement de même sous la dictature qui tente de remplacer l'autorité du parti par celle de la nation incarnée par le dictateur. L'expression de la société doit passer par les canaux de l'État, ses organisations de jeunes, de femmes, les *mahalla* sous contrôle. Faute de débat, de presse, d'ONG, la société n'est pas une société civile qui s'exprime mais une société enfermée dans le chantage identitaire, la survie quotidienne, et le spectre agité d'un terrorisme tout à la fois construit et présent.

Les *mahalla* font l'objet d'un livre de Marat Gulamov, du centre de propagande intitulé *La mahalla est la base de la société civile*. En 1993 une loi sur l'organisation de l'autogestion était promulguée en vue de développer les « traditions et coutumes séculaires », et « d'aider les pauvres, les orphelins » en vue d'une « société saine ». Un centre de formation « la lumière des *mahalla* » accueillait les membres des comités de quartier. De 5000 *mahalla* en 1992, on serait passé à 8000 en 2003 selon Gulamov. Les candidats à des fonctions dans les comités de *mahalla* doivent avoir plus de 40 ans et disposer de plus de 50% de leur temps. Autant dire qu'on y trouve beaucoup de retraités ou possédants. On note dans cet ouvrage de propagande que la notion de citoyenneté est très ambiguë. En fait on dit résident pour citoyen dans la plupart des cas, renvoyant à l'URSS où le permis de séjour (*propiska*) était la pièce essentielle d'une citoyenneté totalement territorialisée, quasiment féodale par le lien au territoire.

Pour montrer à quel point la *propiska* (certificat de résidence) continue à structurer la vie des pauvres, écoutons Tanya, une femme d'origine tatare qui garde le dépôt d'ordure d'un quartier résidentiel de Tachkent. Elle se rappelle :

Je suis d'origine tatare. Mes parents ont été déplacés de Sibérie au Turkménistan en 1947. J'avais 25 ans Je n'ai pas de formation. J'ai toujours vécu sans permis de séjour mais les soviétiques s'occupaient de tout. On était ennuyé mais pas trop car les militaires protégeaient. Je n'ai pas de salaire, juste cette maisonnette [cabane de 12 m²]. Je fais un peu de ménage. Je vends les plastiques. Mon mari est domestique à côté On le paye en nature. Moi on me prend pour une folle parce que je vis près des ordures et que je parle beaucoup. Pas de *propiska* veut dire pas de logement. Je n'ai donc pas le choix. Je voulais être médecin. Mon mari a refusé. Comme il n'a pas de formation il ne fallait pas que je monte trop haut. Les gens m'aident. Surtout les Russes car les ouzbeks sont durs avec nous. L'indépendance ne sert qu'aux riches ouzbeks. Mon père était ouvrier et la corruption existait déjà en URSS. Mais les voleurs redistribuaient un peu. Maintenant ils ne redistribuent plus rien. On dit que je suis alcoolique et prostituée mais c'est faux. Pour avoir un permis il faut payer 500 \$. Si j'avais de l'argent j'aurais une maison et un permis. Sans papier pas d'embauche. C'est plus dur encore qu'en Russie. Mes ancêtres étaient riches. Mon grand-père a enlevé ma grand-mère pour l'épouser. Lénine a tout arrêté. Ma mère était infirmière. Elle a fait Stalingrad. Elle est morte sans papiers. On a toujours été ostracisés pour la langue, l'origine. Et maintenant je suis là, à côté des poubelles, sans papiers toujours »

Ce récit permet de mesurer le drame de générations de sans papiers condamnés à une sous-citoyenneté durable.

Revenons sur les *mahalla* qui sont l'une des institutions, à vrai dire la seule, qui soit agitée par l'État dans son discours sur la société civile et la démocratie et même parfois présentées comme des ONG authentiquement ouzbèkes. En réalité outre son caractère pseudo-participatif la *mahalla* est devenue un instrument de contrôle social rapproché dans les quartiers. Contrairement aux assertions des ouvrages de propagande du régime un contrôle social répressif est exercé à travers les comités de *mahalla*. Il y a 3300 bureaux de la milice dans les *mahalla* selon Gulamov et un « gardien de l'ordre public » dans chaque *mahalla* dont la mission est de « traquer le terrorisme dans chaque maison, et veiller à l'ordre public et à la moralité ». Organisations conservatrices, les *mahalla* fonctionnent avec des gens âgés, dans le cadre d'une rhétorique politique d'apologie de la vieillesse comme symbole de sagesse. En 2002 fut décrété « l'année des vieux » avant « l'année de la *mahalla* » et la conférence républicaine couronnait les « dirigeants de *mahalla* exemplaires ». La commission des médiations des *mahalla* est appelée « commission des barbes blanches ».

Cette institution fut mise en sommeil sous l'URSS puis ressuscitée à l'indépendance en tant que symbole culturel national et alibi démocratique. Le lien avec la société civile est direct puisque le régime, dans le vide de la société civile interdite de séjour, place presque exclusivement les *mahalla* comme institution « autogestionnaire », participative, nationale, traditionnelle. Les *mahalla* seraient l'émanation et l'image de la société civile ouzbèke authentique, contrairement aux ONG porteuses d'influences étrangères « mortifères » selon I. Karimov. Pour le régime le modèle adéquat est le suivant, telle qu'il apparaît dans l'ouvrage du président dictateur sur « le XXI^e siècle ».

Un État fort, rétablissant les valeurs culturelles d'autorité dans la nation comme dans la famille, est l'acteur d'une transmission de parole « ordonnée » à la société civile. Les principes suivants sont mis en avant : le pouvoir populaire, le respect des lois, l'harmonisation entre nation et *mahalla*, le collectivisme (*jamoutchilik*), l'organisation de l'autogestion, l'introduction du contrôle social. Ces « principes » mêlent des référents soviétiques, autoritaires, légalistes, dans une certaine confusion digne de Ceaucescu. On évoque encore : le développement du pays, la vie « pacifique », l'homme « idéal », l'« harmonie » sociale, « l'amitié entre les peuples, la tolérance aux différentes religions ».

Le même président Karimov écrit : « La société civile pour nous est un espace social où prédomine la loi », affirmation osée pour qui connaît l'histoire du régime, mais moins osée que le propos qui affirme l'intérêt de limiter les pouvoirs du gouvernement sur les ONG, les sphères privées... ». La société est évoquée comme « mère du gouvernement ». Comme l'État est par ailleurs à travers son président le « père de la nation » les métaphores familiales servent, là encore, de machines à produire de la légitimité. Après avoir évoqué Saint Simon, Hegel, Cicéron, Platon, Hayek, le président n'hésite pas à écrire : « La confiance en l'État est propre à la mentalité ouzbèke »... Il faut dire que la société civile est actuellement influencée par des idées qui idéalisent la société et occultent les problèmes. Les institutions de la société civile peuvent être corrompues... comme aux États-Unis où la société civile se détruit ». L'auteur évoque l'heure où, le moment venu, la société civile va laisser place à l'État social et corporatif, loin de la globalisation qui aggrave les problèmes.

La lecture des ouvrages d'Islom Karimov, obligatoire dans les écoles, constitue un exercice pénible tant se mêlent le délire et le mensonge, le déni de réalité et la manipulation idéologique grossière. Le père de la « pensée nationale » réunit deux traditions qui, quoi qu'il en pense, n'ont rien d'ouzbek. Il recycle d'une part une phraséologie soviétique parlant au nom du peuple. Il illustre d'autre part le délire des dictateurs à la Ceaucescu qui mêlent intentionnellement les mythes et la

réalité et, un jour ou l'autre, cesse de les distinguer. L'œuvre du président dictateur n'appelle pas une exégèse sophistiquée. Elle sert surtout à bâillonner la population plus qu'à éclairer la nature de la société.

Force est de constater que celle-ci est aliénée, et, dans une large mesure, le demeure. C'est pourquoi, la « nationalisation » des ONG qui débute depuis 2006 n'est pas totalement absurde politiquement et à court terme.

Elle consiste à éliminer les ONG les plus dynamiques dans la société civile et à leur substituer des ONG d'État, affublées de quelques oripeaux similaires à ceux des partis qui alimentent un pluralisme qui n'est même pas de façade. Cette stratégie a débuté par les ONG visant les femmes, dont l'aliénation est un objet fondamental de discordance avec l'Occident moralisateur. Il s'agit de mettre un terme au monopole occidental normatif en la matière en produisant une rhétorique d'égalité d'intensité, alimentée par des organisations à l'indépendance factice, contrôlées en sous-main par la Fédération des femmes. Les bailleurs multilatéraux auront beaucoup de difficultés à ne pas accorder des financements à ces organisations qui agitent leurs slogans, en les dévoyant un peu... mais qui le prouvera ? Certainement pas les consultants qui y gagnent leurs revenus et valident les statistiques, qu'elles soient ou non d'État.

Dans d'autres domaines portant sur la santé, l'aide sociale, le développement, les fictions de la dictature nationale et celles de la rhétorique technocratique multilatérale peuvent faire bon ménage... chacun jouant son rôle. Le massacre d'Andijan a certes provoqué des réactions vives à l'étranger mais, à part l'Union Européenne, les mesures prises par les institutions de la bonne gouvernance, telles que la Banque mondiale, sont remarquablement discrètes. Les marges de manœuvre économiques et politiques de ces États plutôt « voyous » d'Asie centrale, selon la terminologie de l'État américain, sont réelles, comme si la réprobation contre l'absence de démocratie, ou plus exactement les violences politiques chroniques, n'étaient qu'un rideau de fumées pour les sociétés civiles... occidentales. En étatisant les ONG, sans en annuler le concept, en les dénaturant par rapport à leur genèse occidentale, le régime, par sa parodie même, ne transforme pas la société ouzbèke effondrée en société civile active car ce miracle est impossible. Mais il piège l'Occident au jeu de sa rhétorique démocratique et de ses prétentions moralisatrices refusées dans la plupart des pays de la région. En capturant une partie des ressources allouées aux ONG par les bailleurs, le régime, à travers les ONG d'État qui repoussent peu à peu les organisations indépendantes, maintient la fiction d'organisations distinctes, tout comme il agit d'autres fictions telles que le multipartisme ou encore le respect des droits de l'homme. Le discours qui est adressé aux bailleurs est le suivant et tient en peu de mots : « Vous disposez

d'énormes moyens pour aider et développer les pays. Nous connaissons les priorités pour notre pays et les organisations compétentes et efficaces. C'est donc à nous, qui contrôlons tout l'édifice (par le verrou bancaire) qu'il convient d'adresser votre soutien. Il n'y a pas d'autre choix et vous devez dépenser votre argent chaque année (décaissement). Et notre population en a grand besoin ». Faute de débat, de presse, d'ONG, la société n'est pas une société civile qui s'exprime mais une société enfermée dans le chantage identitaire, la survie quotidienne, et le spectre agité d'un terrorisme tout à la fois construit et présent. Les ONG d'État sont dans ce contexte des greffes du parti. Entre l'Etat qui surplombe et menace, les ONG qui sont des organisations en partie étrangères, le business qui est aux mains d'une oligarchie du pouvoir, il ne reste aucune place pour la société, sinon une liste de problèmes, de santé, d'emploi, de violence, de revenu, de corruption, de délinquance, de prostitution, d'éducation, d'économie accaparée, de système bancaire archaïque, d'enfants des rues... La société n'est pas civile car elle ne s'exprime pas beaucoup, c'est une liste de problèmes dont on parle docement dans les ambassades occidentales, à la Banque mondiale, au PNUD... en évoquant pudiquement des obstacles à la transition qui auraient été sous-estimés.

A force d'avoir unilatéralement donné les sujets de préoccupation, les bailleurs internationaux ont monté un château de cartes qui s'effondre sous leurs yeux. Ces ONG financées suivant les priorités de technocraties bureaucratiques sûres de leur intelligence globale s'effacent aujourd'hui en moins de deux années tandis que les manifestations d'Andijan étaient noyées dans le sang de près de mille victimes en 2005. Faute d'activités il y a peu d'activistes et la plupart sont en prison. Les ONG ont apporté des emplois et des ressources qui font cruellement défaut désormais. Des jeunes y ont acquis une formation, l'usage de la rhétorique technocratique qu'ils iront vendre à l'étranger faute d'emplois locaux, ceux des consultants locaux, si dociles et pas trop coûteux étant occupés par des bureaux d'études, ex-ONG devenues lucratives quand elles ont compris que la démocratie, c'est aussi un *business* occidental. Dans cette situation, l'une des contradictions majeures semble porter sur la tolérance réciproque, quoique vigilante, dont font preuve le régime de la dictature nationale d'un côté et les technocraties multilatérales globalisées de l'autre. Ce jeu de pur cynisme se joue dans une société qui souffre quotidiennement de tous les problèmes listés et attend de moins en moins de soulagement de la part de l'Occident.

Lentement se dessine l'ombre d'autres sauveurs, d'autres Zorros que l'USAID. Les centres de crise sont interdits, les asiles (*shelters*) ont peu fonctionné dans les ONG car ils stigmatisaient la société à l'excès. La demande de sécurité et de protection risque de se substituer à celle d'expression démocratique, vu la

tradition politique. C'est l'autorité qui protège, mais elle exige la soumission, pas l'expression. Face à ce modèle ancestral, les ONG ont tenté de parler d'un État de droit qui arbitre et écoute. Elles ont, au nom d'une société civile virtuelle, invité leurs « clients » à se défendre contre l'État, à opposer des droits au pouvoir et à l'arbitraire.

Ces leçons, dont le sens est capital, ont moins pesé que les emplois générés pour des intellectuels déclassés ou sans avenir hors de l'État. Pour quelques-uns des acteurs rencontrés les ONG entre 1992 et 2005 constituent une aventure personnelle. Pour beaucoup c'est un épisode qui prend fin en 2006. La société ouzbèke fait montre de peu de civilité, comme dans toutes les dictatures. Iréna affirmait en 2005 dans une ONG : « En Ouzbékistan, c'est l'âge sauvage de la société civile ». Cette formule forte résume bien la dérégulation, l'absence de droits et de loi qui se sont installés dans ce vide abyssal entre État et société où juste s'observent des marchandises identitaires dont la date de péremption est depuis longtemps dépassée, mais qui continuent d'être agitées dans un pays en voie de passer... hors du monde, comme l'Albanie de Hodja ou la Roumanie de Ceaucescu. L'occurrence de telles histoires locales dans une humanité exposée à des processus dits de globalisation mérite d'être soulignée.

La dictature comme patrimoine national ou la dictature du patrimoine

Le blocage profond de la société ouzbèke amène à formuler l'hypothèse d'une pathologie postcommunisme, comme un dégât résultant d'un effet-retard de la culture soviétique. Le régime se gardera bien de réfléchir suivant cette piste. Bien qu'il soit porteur d'un lourd héritage de type manifestement stalinien (le père de la nation a remplacé le petit père des peuples) l'État produit sa légitimité sur un terreau de traditions culturelles, réinventées pour une large part. Ce qui frappe en Ouzbékistan c'est l'inflation identitaire et l'incapacité qui en résulte d'appréhender toute forme d'altérité qui devient impossible. Certains accordent au président dictateur le bénéfice de sa capacité à avoir évité des affrontements ethniques à l'indépendance. La « marmite soviétique » avait en effet montré des risques d'explosions ethniques à mesure que l'État central perdait de son autorité. On note aussi que l'absence relative d'ouvrages traduits en ouzbek défavorise la population non russophone en termes de formation intellectuelle et de connaissances. Face à cette situation les auteurs ont été traduits principalement en vue de leur utilisation manipulatrice. Ainsi, la culturologie ou génétique des cultures est très en vogue dans le pays. Il s'agit d'une discipline d'origine russe, fort éloignée de l'anthropologie culturelle puisqu'elle repose sur la construction (très contestable) de généalogies culturelles et identitaires. Ces genèses construites de façon

aléatoire, sélective et peu rigoureuse alimentent des revendications identitaires d'acteurs qui seraient tous à la recherche d'un Tamerlan dans leur famille.

Cet intérêt qu'on peut trouver anachronique et réactionnaire se rencontre chez des chercheurs mesurés comme parmi des excités d'identité. Dans cet univers, le sujet politique et psychique est écrasé par la tradition, les usages ouzbeks (*o'zbekchilik*) à tel point qu'il n'est plus qu'un vecteur de tradition dans la lecture présidentielle. Nous ne sommes pas très éloignés, bien qu'en deçà, de certains délires nazis, ou d'un idéalisme préfasciste. Dès lors que le sujet n'est pas politique mais culturel, il doit se conformer et incarner l'identité nationale et la société civile devient un concept superflu, une intoxication occidentale permissive et immorale !

Dans cette transition vers le passé, les faussaires sont nombreux qui bricolent l'histoire, s'inventent des généalogies, des missions thérapeutiques, comme certains internautes mystiques rencontrés, innocents ceux-là. Après avoir voulu diffuser des droits, propres à l'espèce humaine, universels, les ONG en sont réduites à un repli sur la philanthropie et l'aide au développement, appréciées par l'État. Même les soins peu généreux et corrompus qu'on reçoit dans les hôpitaux (ex-soviétiques) sont l'objet de concurrence, de violence et de corruption. A tel point que dans le cloaque de cette transition en marche arrière, on peut craindre le développement de dérives mystico-thérapeutiques, d'une quête de guérison progressivement hallucinée si le malheur devait durer trop longtemps. Cela est néanmoins peu probable car l'assistance et le soutien apportées par les islamistes (radicaux ou non) aux plus malheureux pourrait, comme ailleurs, faire basculer dans les oubliettes une dictature néanmoins forte du soutien militaire de la Russie et de la Chine qui ont besoin d'États riches en ressources énergétiques autant que pauvres en démocratie à leur périphérie.

A l'heure où la globalisation se traduit, entre autres, par la formulation de normes sur la protection de la personne individuelle, la libre circulation des marchandises, la gouvernance et l'État de droit, l'Ouzbékistan suit un autre chemin et refuse frontalement les normes et valeurs invoquées. Le déploiement des ONG en Ouzbékistan permet ainsi de relativiser leur portée tout en soulignant leur impact qui a provoqué leur rejet de la part du régime. C'est la preuve manifeste, si elle était encore nécessaire, que les ONG ne sont pas des dames patronnesses mais des acteurs idéologiques et politiques importants.

C'est aussi la preuve de la rémanence d'une certaine hérédité politique soviétique dans laquelle l'autorité du pouvoir survit au socialisme dit totalitaire.

* * *

Hours Bernard (2009)

Partie 3. : les ONG immobilisées

In : Bazin L. (ed.), Hours Bernard (ed.), Selim Monique (ed.). *L'Ouzbékistan à l'ère de l'identité nationale : travail, science, ONG*

Paris : L'Harmattan, p. 277-360. (Anthropologie Critique)

ISBN 978-2-296-07857-4

ISSN 1292-4474